

Débats

« VERSETS SATANIQUES »

La désunion sacrée des éditeurs

On a beaucoup reproché aux éditeurs, et particulièrement au Syndicat national de l'édition (SNE), leur attitude frileuse à propos de l'affaire Rushdie. Pauvre syndicat ! Que voulez-vous qu'il fit en ce jour du 17 février, date de sa fameuse déclaration ? Chacun sait qu'il passe son temps à composer avec des intérêts contradictoires.

La publication des *Versets sataniques* aurait pu — aurait dû — être l'occasion de l'union sacrée des éditeurs. Il n'en a rien été, bien au contraire, et c'est, j'en conviens, désastreux. A partir du moment où Jean-Manuel Bourgois, lui-même président du SNE et actuel président des Presses de la Cité — un des deux groupes sans la cotisation desquels le syndicat aurait bien du mal à survivre, — ne voulait pas, dès l'abord, de cette union, le syndicat était condamné à la motion « politique » sans conséquence pratique. Je ferai toutefois remarquer que la déclaration du SNE n'était pas exempte, quoi qu'on en ait dit, d'une certaine fermeté. On y parlait de « barbarie », d'indignation, à propos de ces « appels au meurtre et à la destruction ». Cela valait bien, à tout prendre, les déclarations simultanées du gouvernement français, et particulièrement celle de M. Roland Dumas, notre ministre des affaires étrangères, qui se déclarait « choqué » et ne manquait pas, lors de son prochain voyage en Iran, d'évoquer « les droits de l'homme » !

La réunion du 17 février

On pourrait aussi discuter longuement sur la question de savoir si le rôle de l'éditeur consiste à risquer sa vie, celle de sa famille et de ses collaborateurs, pour défendre la liberté d'expression, inscrite dans la Constitution, une des bases de la démocratie, ou si ce domaine des dites démocraties appartient en priorité et par nature aux gouvernements. Je crains bien qu'en ce qui concerne la France la réponse penche en faveur de l'éditeur et c'est, à mon sens, consternant.

Mais revenons à cette fameuse réunion du 17 février au Syndicat national de l'édition. J.-M. Bourgois, après avoir évoqué en termes dramatiques les menaces dont lui-même, son frère Christian et leurs familles étaient l'objet et sa responsabilité en tant que chef d'entreprise vis-à-vis de ses employés, fait part au comité de sa décision de « surseoir » à la publication des *Versets sataniques* et demande à tous les éditeurs leur solidarité, en particulier en s'abstenant, dans la mesure du possible, de toute déclaration individuelle.

Dois-je dire que j'étais un peu gêné car je venais justement, devant la caméra de la Cinq, quelques minutes auparavant, sur le perron, d'exprimer des idées

par FRANCIS ESMÉNARD (*)

toutes différentes ? Je proposais, à l'opposé, une réponse immédiate et très ferme et l'annonce d'une édition commune rassemblant à la fois tous les éditeurs et les principaux journaux, dans les délais les plus rapides possibles, les bénéfices devant revenir à une association de bienfaisance qui pourrait, par exemple, aider les rescapés des massacres kurdes.

Cependant, par fidélité (j'étais président du groupe de littérature et vice-président du SNE lorsque Jean-Manuel Bourgois en était le président) et aussi tout simplement par amitié pour les deux frères, la solidarité me paraissait aller de soi. De toute façon, face à une situation aussi grave et insupportable, personne ne me semblait en droit de discuter les décisions prises par la famille Bourgois, ou même de leur donner des conseils. Disons-le tout net, je n'aurais pas aimé être à la place de Christian, ce qui aurait dû, en fait, m'arriver puisque les droits français du livre de Rushdie ont été vendus aux enchères par Gillon Aitken et Andrew Wylie, agents anglo-américains, ce qui me paraît tout de même intéressant à savoir, et que l'offre d'Albin Michel était supérieure à celle de Christian Bourgois (l'agent a finalement préféré Christian Bourgois : ne nous plaignons pas, pour une fois, que l'argent ne semble pas avoir été le seul critère de choix d'un agent anglo-américain).

Toutefois, après que la déclaration du syndicat eut été établie et eut rencontré l'assentiment unanime du comité, je redemandai la parole pour faire part à Jean-Manuel de mes craintes : sa position me semblait intenable et le syndicat risquait d'être dans une position inconfortable. « Surseoir », me répondit Jean-Manuel, je n'ai rien à ajouter, le mot est dans le dictionnaire. Vous savez donc ce que cela veut dire. Oh oui, je le sais, pensai-je, oh combien ! La France et l'Europe ne font que ça depuis quelque temps, et cela n'est pas rassurant pour autant. Je pensais aussi, et je le dis, que les rapaces n'allaient pas tarder à se manifester, d'autant plus intrépides et audacieux que le cadavre semblait leur échapper. Je pensais encore, et je ne le dis pas, que la volonté de paraître, le goût de la notoriété, les vanités, les intérêts particuliers et même l'appât du gain — pourquoi pas ? — risquaient une fois de plus de l'emporter. La suite devait, hélas, me donner raison au-delà de l'imaginable.

Dès le 18 février, deux éditeurs, l'un spécialiste du compte d'auteur et l'autre des contes sans auteur, fût des déclarations fracassantes du genre : « Moi, monsieur, j'ai des... ». Deux autres lancent un appel dans les journaux, se contentant de reprendre à leur compte, en la récupérant, l'idée d'une édition commune, mais en se gardant de prévenir

(*) Président-directeur général des éditions Albin Michel.

leurs confrères de cette initiative. Il faut bien en garder le bénéfice. Enfin, celui que je nommerai « la conscience » donne le 23 une interview au *Monde* en se désolant, bien sûr, de la déclaration du SNE auquel il appartient. Nous avons l'habitude du procédé. Ce très brillant éditeur, excellent dans la stratégie individualiste, l'a déjà employée au moment où s'est posée la question de déménager le Salon du livre du Grand Palais à la porte de Versailles. Là encore, seul, absolument seul, il faut bien le dire, je me suis battu contre cette expatriation que je trouvais aberrante, grotesque et suicidaire. « La conscience » m'a donné raison, dans le *Monde* encore. Mais, là aussi, après coup. Comme il aurait été plus utile qu'il vienne se battre à mes côtés quand le décret fatal n'avait pas encore été pris. A coup sûr, ensemble nous aurions gagné. Il est toujours triste de voir la « conscience » se muer en « stratégie ».

Les « vrais amis » et « la conscience »

Mais le coup de tonnerre est venu incontestablement des déclarations de Christian Bourgois, parues dans différents journaux et exprimées à la radio : « J'ai consulté mes vrais amis, Claude Durand (Fayard), Antoine Gallimard et Michel Chodkiewicz (Seuil) ». Sous-entendu : les autres ne sont pas mes vrais amis, et seuls ceux-là sont dignes de figurer à mes côtés, moi, Christian Bourgois. Le plus fort, c'est que dans les trois amis figure « la conscience », celui-là même qui s'est désolidarisé de la déclaration du syndicat. Or cette déclaration avait été rédigée après la communication de Jean-Manuel, en la présence de celui-ci, pour marquer entre autres à la famille Bourgois la solidarité des éditeurs. Je crois rêver, je n'en suis pas encore revenu.

Alors, à tous ceux, très nombreux, auteurs, journalistes, amis, qui n'ont cessé de me demander pourquoi Albin Michel avait été curieusement absent de toute cette histoire, je répondrai que je me suis tu, comme Jean-Manuel Bourgois l'avait demandé, par fidélité, amitié, solidarité. Je me rends compte maintenant combien ces critères semblent démodés. Dire que je me sens trahi, c'est évident, trahi et cocu, cocu et pas content.

Ce qui me paraît pourtant infiniment plus important, c'est que, face à un événement de cette gravité, dont on n'a pas encore évalué ni même imaginé toutes les répercussions pour l'Occident, d'une part le gouvernement français n'a pas été capable de réagir dans un délai raisonnable, et, d'autre part, les éditeurs, au lieu d'opposer la sainte alliance à l'anathème Khomeiny, ont préféré, à cette occasion, une fois de plus, faire resurgir les rivalités et les intérêts particuliers. Dieu ou Allah fasse que nous n'ayons pas à le regretter rapidement.

COMMUNES

Moderniser les impôts locaux

par JEAN-PIERRE FOURCADE (*)

PEU de candidats aux élections municipales abordent la lancinante question de la fiscalité locale. Faut-il se contenter de réviser les bases des impôts locaux qui remontent à 1961 et 1970 ? Faut-il réformer la taxe d'habitation, la taxe professionnelle et les taxes foncières ? Les responsables politiques en parlent volontiers, mais personne ne se résout à mettre en œuvre cette réforme essentielle.

Les obstacles d'ordre technique et les difficultés politiques ne me paraissent pas tels que la réforme de notre système d'impositions locales doive être sans cesse repoussée. Pour entreprendre cette réforme nécessaire, il faut poser quelques règles simples et établir un ordre de priorité.

Les recettes fiscales de l'ensemble des collectivités territoriales (régions, départements et communes) sont assurées pour plus des trois quarts par les quatre impôts locaux traditionnels. Pour ne pas compromettre l'équilibre de cet édifice fiscal, quelques règles me paraissent devoir gouverner la réforme.

Il faut en premier lieu s'attacher à sauvegarder une certaine localisation de l'impôt, afin de conserver le lien physique avec le territoire local. L'enracinement de la fiscalité locale dans la réalité économique et sociale de la collectivité est à la fois un élément déterminant du consentement à l'impôt par le contribuable et la garantie de l'autonomie de la collectivité.

Enracinement et réalité économique

Cette localisation nécessaire doit s'accompagner d'une fixation des bases d'impositions assises sur des valeurs économiques objectives. Le drame de notre système de fiscalité locale, à l'exception notable de la taxe professionnelle, est qu'il s'appuie sur des valeurs indiciaires qui n'ont plus de rapport avec le tissu économique local. Il convient de retenir des bases liées à l'activité économique et compréhensibles par les contribuables.

Plus importante encore me paraît la nécessité de supprimer les impositions en cascade et les prélèvements additionnels. Notre structure fiscale locale est, en effet, engluée dans l'enchevêtrement des compétences territoriales et sert, en outre, à financer les chambres consulaires, le budget annexe des prestations sociales agricoles ainsi que divers services d'intérêt général. Il faut clairement poser le principe qu'à chaque niveau de compétence territoriale doit correspondre une fiscalité spécifique et autonome. Je suis conscient qu'il serait nécessaire d'accepter quelques transitions pour y parvenir.

Pour concilier les trois principes qui précèdent avec la très grande diversité des collectivités territoriales, il convient de leur apporter deux correctifs essen-

tiels. L'un concerne la mise en œuvre de formules de coopération financière encourageant l'intercommunalité fiscale et faisant appel à la solidarité des communes sur une base consensuelle. L'autre consiste à organiser une péréquation entre les différents niveaux de collectivités afin d'atténuer les distorsions de richesse fiscale les plus criantes. L'application de ces deux correctifs implique une révision drastique des mécanismes actuels en vigueur aussi bien pour la coopération intercommunale que pour la péréquation des ressources.

Le cas du foncier non bâti

Pour amorcer la réforme de la fiscalité locale, le dialogue nécessaire entre l'Etat et les collectivités territoriales doit s'effectuer à partir d'un ordre de priorité. Vouloir tout réformer d'un bloc serait se condamner à l'échec ; la sagesse commande d'aborder la réforme en fonction de l'urgence et de la gravité des difficultés.

Pour moi, les problèmes posés par la taxe foncière sur les propriétés non bâties sont les plus graves. Des quatre impôts locaux, le foncier non bâti est celui qui a connu la plus forte explosion.

Le drame du foncier non bâti est qu'il constitue la principale source de financement des communes les plus pauvres : les communes rurales. L'impôt est perçu en outre sur une catégorie de contribuables particulièrement touchée par les mutations de notre société.

Toutes les solutions pour en modifier l'assiette ont été explorées, qu'il s'agisse de la prise en compte de la valeur vénale ou de l'instauration d'une « taxe professionnelle agricole » fondée sur des variables économiques. Aucune n'est entièrement satisfaisante.

En réalité, la véritable solution, eu égard au faible poids du produit de cet impôt dans les recettes des collectivités locales, serait de lui substituer un mécanisme de compensation pour les communes les plus défavorisées. Le financement devrait incomber au fonds de péréquation de la taxe professionnelle ou à la dotation globale de fonctionnement.

La réforme de la taxe d'habitation constitue la seconde priorité. Cette taxe pèse de plus en plus lourd dans le budget des ménages. Son assiette, calculée à partir de la superficie des locaux d'habitation, ne tient pas compte de la capacité contributive des ménages. En outre, la décision prise il y a quelques années d'exonérer de l'impôt sur le revenu deux millions de contribuables supplémentaires a aggravé la situation. L'équité fiscale commande que les revenus des contribuables soient pris en compte dans le calcul de la taxe, et que les possibilités de modulation offertes aux communes soient

élargies. Il faut, en outre, revoir les mécanismes de recouvrement en envisageant le paiement par acomptes.

La taxe professionnelle ne vient qu'en troisième rang des priorités. Aucun impôt n'a été aussi décrié lors de son instauration. Aujourd'hui, à mesure que l'on envisage son remplacement, ses anciens détracteurs lui trouvent curieusement des vertus et des qualités qu'ils ne soupçonnaient pas. Mais la forte poussée des investissements depuis 1986 fait exploser les bases d'imposition de la taxe professionnelle tandis que la crise de l'emploi nécessite la mise en œuvre de mesures incitatives à l'embauche. Seul impôt local dont les bases évoluent en fonction des variables économiques, la taxe professionnelle ne doit pas gêner la modernisation des entreprises.

D'autres critères, tels que la plus-value ou le résultat fiscal, doivent intervenir dans le calcul de l'assiette. Et il convient de mettre en œuvre des moyens plus efficaces pour lutter contre la distorsion des taux, en développant la part régionale et départementale et en affinant la péréquation entre les communes.

Qualité de la vie

La réforme de la fiscalité locale ne peut également ignorer la nécessité de moderniser les bases de la taxe foncière sur les propriétés bâties.

Des quatre impôts locaux, cette taxe apparaît comme la mieux ancrée dans la tradition de la fiscalité locale. Son assiette, calculée à partir de la valeur locative cadastrale, souffre des mêmes critiques que celles des trois autres taxes locales.

La réforme des bases de la taxe foncière sur les propriétés bâties doit prendre en compte la valeur vénale des immeubles, seule variable économique objective dont l'évolution est liée à celle du marché. C'est le principe retenu par les pays anglo-saxons ; sans vouloir les imiter, ne peut-on s'en inspirer ?

Les nouvelles équipes désignées par le prochain scrutin auront la lourde charge de préparer l'entrée de leurs collectivités dans le grand marché européen de 1993. Si elles sont devenues des partenaires à part entière du développement économique national, ces collectivités doivent disposer de ressources fiscales évolutives, garantes de leur efficacité et de leur autonomie. La qualité de la vie de nos concitoyens dépend en grande partie de la réforme qui s'engagera dès la fin de la présente année. Voilà un grand débat qui s'annonce ; il me paraît nettement plus intéressant que toutes les considérations d'ordre politique qui se font jour dans la campagne des municipales.

(*) Ancien ministre, président du Comité des finances locales.

Le Monde DE L'EDUCATION

LE PALMARES DES PREPAS
Comment s'inscrire dans une prépa. Concours par concours, les prépas les plus performantes. Un dossier pratique complet.

ENQUETE

LA NOUVELLE JEUNESSE DES ECOLES NORMALES SUPERIEURES
Les ENS sortent d'une longue période de réforme. Leurs débouchés se diversifient.

POLITIQUE EDUCATIVE

LE DÉFI DE LIONEL JOSPIN

Pour comprendre ce que le ministre propose. Pourquoi les enseignants s'y opposent. Le point sur les négociations en cours.

NUMERO DE MARS. 124 PAGES
En vente chez votre marchand de journaux

Le Monde

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fimret (1969-1983)
André Fontaine (1983-1988)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouts.
Rédacteur en chef : Daniel Vernet.
Correspondant en chef : Claude Sintes.

ABONNEMENTS PAR MINITEL
36-15 - Tapez LEMONDE
code d'accès ABO

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-99-61.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

Le Monde

PUBLICITE
5, rue de Montreuil, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-35-91-82 ou 45-35-91-71
Tél. MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél : (1) 42-47-98-72

Tarif FRANCE BELUX SUISSE AUTRES PAYS

3 mois 365 F 399 F 504 F 700 F

6 mois 720 F 762 F 972 F 1 400 F

9 mois 1 030 F 1 089 F 1 404 F 2 040 F

1 an 1 300 F 1 380 F 1 800 F 2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

PORTAGE : pour tous renseignements tél : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse difficiles en prévision : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

9 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les monts propres en capitales à l'impression.

L'affaire des « Versets sataniques »

Une troisième organisation terroriste se déclare prête à tuer Salman Rushdie

Un mouvement clandestin, l'Organisation de la justice révolutionnaire, s'est déclaré, mercredi 8 mars, depuis Beyrouth, prêt à tuer Salman Rushdie, ce qui porte à trois le nombre des organisations terroristes qui se proposent d'appliquer la sentence prononcée le 14 février par l'imam Khomeiny à l'encontre des Versets sataniques.

L'initiative de l'OJR, qui dément deux étages américains au Liban, intervient au lendemain de la rupture entre l'Iran et la Grande-Bretagne, laquelle a annoncé mercredi qu'un « certain nombre d'Iraniens » allaient être expulsés de son territoire. L'OJR a menacé aussi de s'attaquer à la police britannique, qui protège l'écrivain.

■ A Washington, les Etats-Unis ont violemment critiqué mercredi l'Iran pour avoir lancé un appel au meurtre contre Salman Rushdie et condamné les menaces de mort de l'OJR. Devant une sous-commission du Sénat, un responsable de la lutte anti-terroriste au département d'Etat, M. Alvin Adams, a estimé de son côté que tout le gouvernement iranien était coupable d'incitation au meurtre.

Il a reconnu qu'il y avait manifestement une lutte entre factions derrière la menace de l'ayatollah. Mais, a-t-il ajouté, « tous les dirigeants iraniens ont approuvé la déclaration de Khomeiny, bien qu'à des degrés variables d'enthousiasme. Le gouvernement iranien dans son ensemble est responsable de ce comportement, les prétendus modérés comme les prétendus radicaux ».

■ A Genève, le silence décidé par l'ONU sur l'affaire Rushdie a été payant (le Monde du 7 mars), nous signale notre correspondant. La résolution de la commission des droits de l'homme condamnant

l'Iran a été adoptée par vingt voix, douze abstentions et quatre non-participants, les délégués des pays de l'Est s'étant tous abstenus au moment du vote.

■ A Tripoli, le colonel Kadhafi a critiqué indirectement l'imam Khomeiny en affirmant que nul ne pouvait se prévaloir d'Allah. « J'en suis venu à la conclusion, a-t-il dit dans une déclaration à la télévision libyenne, que si un dirigeant est désigné au nom de la religion, c'est un gros désastre, car s'il suit un mauvais chemin, personne n'est en mesure de le lui dire. » Sans citer l'Iran ou Khomeiny, il a noté que des appels à la croisade religieuse avaient été lancés par des musulmans non arabes, « qui veulent que la religion prenne le pas sur le pouvoir », car ils sont jaloux des Arabes.

■ A Moscou, l'hebdomadaire les Nouvelles de Moscou a publié mercredi une pétition d'intellectuels soviétiques signée notamment par Andreï Sakharov, demandant à l'imam Khomeiny de se montrer « clément » envers Salman Rushdie. La pétition approuvée également par une quinzaine d'intellectuels, dont le conseiller de M. Gorbatchev, sur les questions de l'espace, M. Roud Ségolier, souligne qu'une telle clémence « correspondrait aux préceptes de Jésus et de Mahomet ».

■ A Paris, une soixantaine d'intellectuels pour la plupart arabes, ont signé un « appel à la sagesse », dont voici le texte :

« Aucun blasphème ne porte préjudice à l'Islam et aux musulmans que l'appel au meurtre d'un écrivain.

Inquiets devant les derniers développements de cette affaire, nous appelons

à tous les dirigeants, nous appelons tous ceux qui, comme nous, sont attachés aux principes des droits de l'homme et à la civilisation arabo-islamique :

1. Rejeter sans réserve les appels au meurtre désignant tous les musulmans comme des assassins potentiels.

2. Réaffirmer notre respect pour les croyances de tous.

3. Faire face aux débordements médiatiques et autres, qui engendrent amalgames et préjugés raciaux à l'encontre des cultures et des peuples arabes et musulmans.

4. Désamorcer l'escalade qui met en danger la compréhension entre les peuples et la situation des communautés immigrées en France et en Europe.

Parmi les signataires figurent Adonis (poète), Borhan Alami (cinéaste), Tahar Ben Jelloun (écrivain), André Chéhid (écrivain), Mahmoud Darwish (poète), Ilan Halevi (écrivain), Mary Seurat (écrivain), Youssef Chahine (cinéaste).

Autodafé au bulldozer

WASHINGTON
de notre correspondant

Rock star célèbre au début des années 70, Cat Stevens — entretemps converti à la religion musulmane et installé à Londres sous le nom de Yusuf Islam — a approuvé la « condamnation à mort » prononcée contre Salman Rushdie, blasphémateur du Prophète. Scandalisé, les animateurs d'une radio de Los Angeles ont aussitôt appelé leurs aud-

teurs à envoyer à la station leurs disques du chanteur, pour qu'ils soient brûlés en grande pompe.

Las, l'autodafé ne pouvait avoir lieu sans l'autorisation des pompiers, qui l'ont refusé.

On s'est donc rabattu sur un bulldozer, qui a écrasé un tas de disques de Cat Stevens-Yusuf Islam, tandis qu'un micro placé tout près enregistrerait le bruit délicieux de la résine brûlée.

J. K.

Le ministre japonais des affaires étrangères renonce à se rendre en Iran

TOKYO
de notre correspondant

M. Uno, ministre des affaires étrangères, a annoncé, mercredi 8 mars, qu'il renoncera à sa visite en Iran et en Irak prévue pour la fin de ce mois. Donnant plusieurs raisons à cette décision, le ministre n'a fait qu'évoquer parmi celles-ci l'affaire Rushdie.

Le Japon ne se départit pas de sa prudence sur cette question cherchant à ne pas apparaître se désolidarisant des pays européens, et notamment de la Grande-Bretagne, sans pour autant condamner explicitement l'Iran. Interrogé sur l'arrière-plan de sa décision, le ministre n'a pas mentionné directement l'affaire Rushdie mais il a laissé entendre qu'elle avait été également prise en considération.

C'est la seconde fois que M. Uno doit renoncer à un voyage en Iran et en Irak. Celui-ci était initialement prévu en octobre mais il avait été annulé en raison de l'état de santé de l'empereur Hirohito. Parmi les raisons invoquées cette fois, M. Uno a cité la situation parlementaire japonaise et les laborieuses délibérations sur le budget.

Bien que M. Uno, membre influent du clan Nakasone au sein du Parti libéral démocrate, ait de bonnes raisons de rester à Tokyo (l'ex-premier ministre étant désormais la personnalité directement visée dans le scandale Rushdie), il semble que ce soient essentiellement des considérations diplomatiques qui aient été à l'origine de l'annulation du voyage.

Le Japon se trouve, en effet, devant une situation qu'il n'aime guère : choisir son camp. Il est pris entre le fanatisme de l'Iran, avec qui il entretient néanmoins des relations de bon voisinage, et la solidarité occidentale dont il se réclame. Au cours des entretiens qu'il eut avec ses homologues européens au moment des funérailles de l'empereur, M. Uno avait ainsi affirmé qu'il fallait respecter les convictions religieuses des peuples mais que l'appel au meurtre de Salman Rushdie lancé par l'imam Khomeiny ne pouvait en aucun cas être justifié. Lors de son entrevue avec l'empereur, le quotidien Asahi se contentait de conclure en espérant que « les dirigeants iraniens feront preuve d'esprit de tolérance ».

Quand, la semaine dernière, le ministre de l'Industrie et du com-

merce international recommanda aux compagnies pétrolières japonaises de réduire leurs achats de pétrole iranien, il fut aussitôt précisé que cette demande n'avait aucun rapport avec l'affaire Rushdie. Sans doute, le gouvernement de Tokyo ne souhaitait-il pas que le Japon se retrouve dans la position délicate qui est la sienne avec l'Afrique du Sud (dont il est devenu le premier partenaire commercial) en continuant à augmenter ses achats de pétrole iranien, alors que les Etats-Unis poursuivent leur politique de boycottage et que les relations de Téhéran avec l'Europe se sont sérieusement envenimées. Mais il ne fallait pas le dire explicitement.

La position japonaise vis-à-vis de l'Iran est d'autant plus ambiguë qu'elle ne fait pas l'unanimité. Le gouvernement cherche au Proche-Orient à être bien avec tout le monde, sans jusqu'à présent avoir une politique bien définie. Plus pragmatiques, les milieux d'affaires nippons sont, quant à eux, divisés sur le rôle que doit avoir leur pays dans la reconstruction de l'Iran. Le géant Mitsubishi, qui a perdu près d'un milliard de dollars dans la construction du complexe pétrochimique géant Bandar-Khomeiny (victime de la guerre Iran-Irak) ne pense plus qu'à se dégrader de ce projet et obtenir les indemnités des compagnies d'assurance. Mais ni Téhéran ni le gouvernement japonais ne veulent que Mitsubishi se retire.

Les contrats entre les Japonais et les Iraniens, qui s'élevaient à 44 milliards de dollars entre 1974 et 1979, sont tombés à 9 milliards au cours de la période 1980-1987. Soixante-dix projets signés attendent de se concrétiser. Alors que la reconstruction est à l'ordre du jour, les maisons de commerce nippones sont soucieuses de renforcer leurs liens avec l'Iran, mais les industriels semblent plus prudents.

PHILIPPE PONS.

Le pragmatisme des milieux d'affaires

Depuis le début de cette affaire, les Japonais s'employaient à ne pas se marquer. Les libraires ont prudemment fait disparaître de leurs rayons les Versets sataniques invoquant les risques d'actions terroristes. Ils refusent même de commander le livre pour le compte de leurs clients, promettant de le fournir dès que la « controverse » sera terminée. Dans une édition du 19 février consacré à la liberté d'expression et à l'intolérance, le quotidien Asahi se contentait de conclure en espérant que « les dirigeants iraniens feront preuve d'esprit de tolérance ».

Quand, la semaine dernière, le ministre de l'Industrie et du com-

Diplomatie

ONU

La nouvelle convention sur les droits de l'enfant aura force de traité international

GENÈVE
de notre correspondante

En adoptant le 8 mars par consensus le projet de convention sur les droits de l'enfant, la Commission des droits de l'homme de l'ONU, à laquelle on a souvent reproché de se politiser au point d'en oublier sa raison d'être, a fait preuve de maturité.

On peut se demander en effet combien de pays étaient — compte tenu de leurs intérêts, de leurs traditions et de leurs préjugés — d'accord avec chacun des cinquante-quatre

articles de la convention sur les droits de l'enfant qui vient d'être adoptée. Leurs réticences souvent de taille ne l'ont finalement pas empêché de faire face à cette réalité d'évidence : l'enfant est un être totalement vulnérable et dépendant et il appartient à la société, donc aux gouvernements, de le protéger.

Voilà qui pourra, qui devra, se faire grâce à ce nouvel instrument de l'ONU qui aura force de traité. Ce texte, adopté trente ans après la Déclaration des droits de l'enfant de 1959, est le résultat de dix ans d'efforts d'un groupe de travail spécial de la Commission des droits de l'homme encouragés par l'UNICEF.

L'un des articles les plus controversés du texte a été l'article 38 sur l'enrôlement des enfants en temps de guerre. La convention demande seulement que « les Etats prennent toutes les mesures possibles dans la pratique pour veiller à ce que les personnes n'ayant pas atteint l'âge de quinze ans ne participent pas directement aux hostilités ». Par ailleurs, cet article ne précise pas le terme « participation ». Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) s'est battu contre une telle formulation qu'il a estimée en régression par rapport au droit humanitaire international existant, à savoir la convention de Genève de 1949 et ses protocoles additionnels.

guère les pays qui emploient des travailleurs immigrés. Il y a eu également des réticences occultes : certains pays d'Asie se sentent particulièrement visés par les articles 32, 34, 35 et 36 sur la protection de l'enfant contre toutes les formes d'exploitation, et notamment l'exploitation sexuelle. Le travail des enfants reste pratique courante dans une large partie du continent. La prostitution enfantine n'a pas encore totalement disparu, même si certains pays luttent désormais contre elle.

Certaines initiatives ont été repoussées, telle celle de la RFA qui souhaitait que les enfants nés hors mariage ne soient pas oubliés, ce qui a provoqué une levée de boucliers chez les représentants des pays arabes et latino-américains.

L'UNICEF, qui a joué un rôle très important dans toute cette affaire, se félicite que le projet de convention engageant les Etats signataires ait finalement adopté. Si la convention est respectée, on peut raisonnablement espérer que le chiffre de quatorze millions d'enfants qui meurent chaque année, faute de protection et de soins, diminuera.

ISABELLE VICHNIAC.

Vives controverses

Cet article avait d'un autre côté soulevé l'opposition de nombre de pays du tiers-monde, musulmans en majorité qui, encouragés par l'Algérie (mais avant les événements sanglants d'octobre dernier...) estiment que tous les enfants sont en droit de participer aux guerres « justes » et aux luttes de libération. Les pays occidentaux, Suède en tête, auraient voulu que ce ne soit qu'à partir de dix-huit ans que les jeunes gens puissent être enrôlés dans les armées.

Sur d'autres points les controverses ont été vives. Ainsi les pays islamiques s'étaient farouchement opposés à l'article 14, lequel précise que « les Etats parties respectent le droit de l'enfant à la liberté de pensée, de conscience et de religion » et prévoit pour lui « la liberté d'adopter ou d'adopter une religion de son choix ». D'autres Etats ont su taire d'autres appréhensions : c'est ainsi que les articles 9 et 10 (visant respectivement la non-séparation des enfants de leurs parents et la réunification des familles) n'enchantant

Un sondage dans « l'Express »

L'Europe de 1993 « plutôt une chance » pour 61 % des Français

La perspective du grand marché unique européen de 1993 constitue pour la France « plutôt une chance » pour 61 % des personnes interrogées par l'Institut Louis Harris pour l'Express, qui publie dans son édition du 10 mars, un sondage sur « les Français et l'Europe » réalisé à l'occasion d'un colloque organisé les 7 et 8 mars par les anciens élèves de l'Ecole polytechnique.

Selon ce sondage, 50 % des Français estiment que le marché unique apportera un changement positif à leur vie personnelle, 14 % un changement négatif, 32 % pas de changement du tout. L'ouverture du marché unique entraînera une élévation du niveau de vie pour 63 % des personnes interrogées, une diminution pour 25 %, une réduction du chômage pour 46 %, une augmentation pour 40 %, d'avantage de perspectives d'avenir pour leurs enfants pour 76 %, moins de perspectives pour 19 %. 39 % des sondés voient comme conséquence de l'ouverture du marché unique « moins d'impôts », alors que 43 % prévoient « plus d'impôts ». Ils sont 47 % à estimer que l'usage de la langue française sera plus répandu, 42 % à penser qu'elle le sera moins. A la question « pour faire progresser la construction européenne, accepteriez-vous ou non... que votre patron soit Allemand ? », 81 % répondent « oui », 17 % « non ».

« d'aller vous battre pour la RFA si elle était agressive militairement ? », 50 % répondent par l'affirmative, 43 % par la négative.

[Sondage effectué les 18, 20 et 21 février, auprès d'un échantillon de 1 006 personnes, représentatif de la population française âgée de dix-huit ans et plus.]

Le choix des questions

MM. Georges Berthoin et Louis Leprince-Ringuet, respectivement président d'honneur et président de l'Organisation française du Mouvement européen, nous ont adressé la lettre suivante :

Nous avons lu avec grande attention votre récent sondage sur les Français face à la construction de l'Europe. Question de première importance, à laquelle vous avez d'ailleurs réservé une place de choix à la « une » du Monde du 3 mars. L'interprétation, bien détaillée, du sondage par Jacques Amaric manifeste une réelle intelligence psychologique et politique. Nous avons eu, toutefois, la curiosité de regarder attentivement les données de questions en page 6 : certaines d'entre elles nous ont étonnés. Ainsi, proposer le choix suivant : « Dans vingt ans, souhaitez-vous avoir la nationalité française ou la nationalité européenne ? » est le type de la question vicieuse et infantile. Nous millions pour l'union européenne, mais nous resterons français bien sûr. Ce n'est pas parce qu'il existera un pouvoir européen permettant à l'Europe d'assurer sa sécurité, d'intervenir diplomatiquement dans le monde, de disposer d'une monnaie commune que nous perdrons notre nationalité française.

Autre question vicieuse et simpliste : « Estimez-vous prioritaire de faire avancer la construction de l'Europe ou de défendre les intérêts français dans la CEE ? ». Elle est pernicieuse car la construction de l'Europe doit précisément servir à mieux organiser la défense des intérêts des Etats membres. On sait bien qu'il faut regarder le moment présent, le court terme, le moyen et le long terme, et que l'expression « les intérêts de la France dans la CEE » est extrêmement ambiguë.

Excusez notre franchise et notre intérêt exigeant. Heureusement qu'en lisant attentivement la page 6 on finit par découvrir que ce sont les jeunes de dix-huit à vingt-quatre ans qui sont les plus favorables à l'Europe. Bravo, tout ne va pas si mal !

QU'EST-CE QUE LA VIE?
D'OÙ VIENT LA VIE? OÙ VA LA VIE?

Joël de Rosnay
L'aventure du vivant

On ne saurait trop recommander la lecture de cet ouvrage à un public soucieux de connaître l'aventure de son temps. Joël de Rosnay a le talent rare chez les scientifiques d'être un conteur.

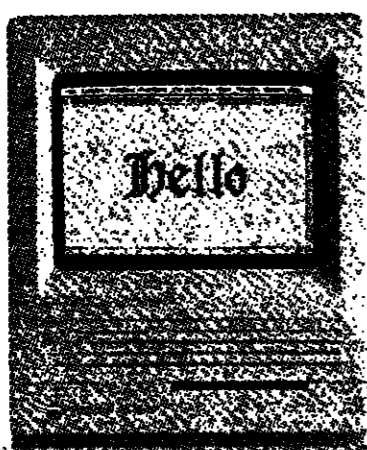
Jean-Didier Vincent / Sciences et Avenir

Collection Science ouverte dirigée par J.-M. Lévy-Leblond

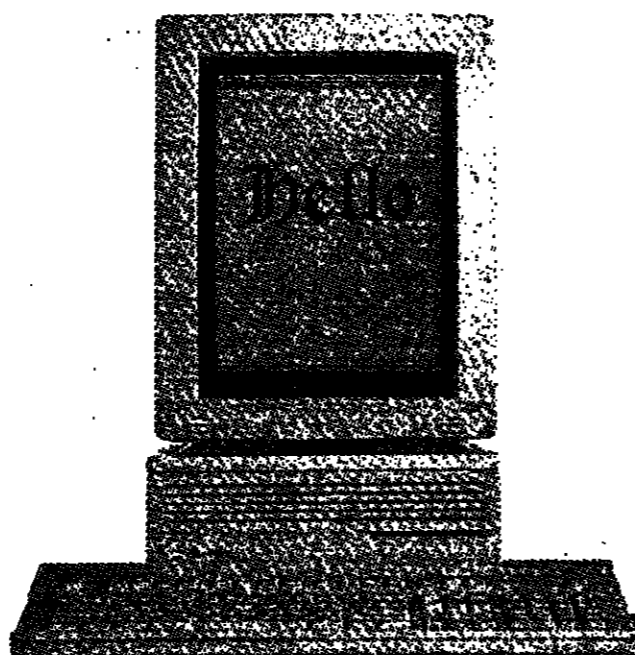
95 F

Editions du Seuil

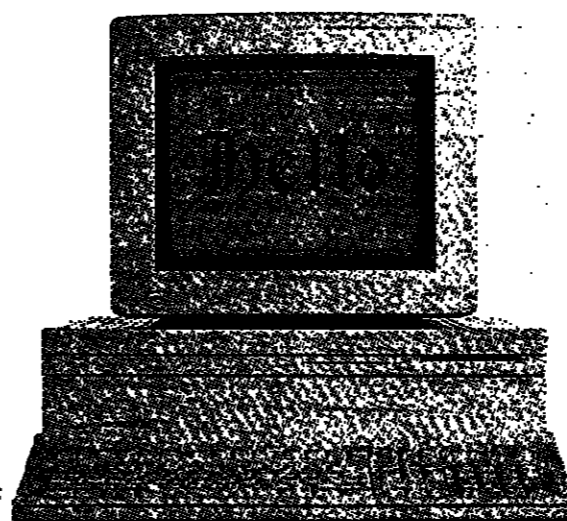
Certaines évolutions valent bien des révolutions.



Nouveau Macintosh SE/30.



Nouveau Macintosh IIcx.



Nouveau Macintosh IIfx.

Comme l'homme aime aller toujours plus vite dans ce qu'il fait, Apple a créé 3 nouveaux Macintosh très rapides.

Ils ont en commun le nouveau microprocesseur 32 bits de Motorola, le 68030, ainsi que le coprocesseur arithmétique 68882, qui permettent de travailler beaucoup plus vite.

Ainsi par exemple, l'ouverture des documents et le lancement des applications deviennent quasi-immédiats.

Comme ils ont aussi tous les trois le

nouveau lecteur de disquettes FDHD 3,5 pouces, 1,4 Mo, ils peuvent récupérer et traiter les données provenant d'ordinateurs utilisant d'autres systèmes d'exploitation (MS-DOS ou OS/2 par exemple). Alors pourquoi 3 Macintosh différents ?

Le Macintosh SE/30 est compact et il va partout. Le Macintosh IIcx est modulaire. C'est-à-dire qu'il peut évoluer comme vous le souhaitez.

Par exemple, on peut choisir un écran couleur haute définition ou le nouvel

écran pleine page d'Apple. Avec ses 3 connecteurs d'extension, on peut étendre ses capacités ou développer ses facultés de communication et, par exemple, se connecter à différents réseaux locaux ou à distance.

Quant au Macintosh IIfx, il possède encore plus de capacité d'évolution grâce à ses 6 connecteurs d'extension.

Tant de révolutions en 1989, ça frise l'insolence.



Apple

Apple, le logo Apple, Macintosh sont des marques déposées de Apple Computer Inc. MS-DOS est une marque déposée de Microsoft Corporation. OS/2 est une marque déposée de International Business Machines et de Microsoft Corporation.

هكذا من الأصل

Europe

RFA : les élections municipales du 12 mars à Francfort

L'aile droite de la CDU joue la xénophobie

FRANCFORT
de notre envoyé spécial

Il y a un mois, la bataille pour la conquête de la mairie de Francfort était simplement considérée comme une étape importante par tous les élus-majors des partis ouest-allemands. Aujourd'hui, chacun s'accorde à lui reconnaître un caractère essentiel pour l'évolution politique de la République fédérale. Que le maire sortant, le chrétien-démocrate Wolfram Brück, conserve son fauteuil ou que son challenger, l'ancien ministre social-démocrate Volker Hauff, l'en déloge au soir du 12 mars, dans l'un ou l'autre cas, on pourra dire que l'on est parvenu à un tournant de la législature.

Tout avait cependant commencé fort bonnement par une campagne municipale « soft », à l'ombre des gratte-ciel de cette métropole bancaire éclatante de richesse qui se prend pour le centre du monde sans avoir pourtant tout perdu de son charme provincial et verdoyant. Un jeune loup social-démocrate, porteur de parole et de verbe, Volker Hauff, quarante-huit ans, semblait jouer sur du velours pour rivaliser à un mètre de quatre ans seulement son aîné, mais doté d'un physique et d'une mentalité de « papy », le cœur des électeurs et des électeurs de la cité de Goethe et des Rothschild.

Wolfram Brück, magistrat retraité, avait succédé, en 1987, à M. Walter Wallmann, lorsque celui-ci avait conquis de haute lutte la direction du Land de Hesse, forte-ress social-démocrate depuis la guerre. Personnage fâché, sans le moindre gramme de charisme, dépourvu d'expérience directe du combat électoral, M. Brück n'avait,

jusqu'à la mi-février, que la tâche ingrate de défendre le bilan d'une gestion fort honorable mais sans panache ni prestige.

De plus, la découverte récente de multiples affaires de corruption mettant en cause plusieurs centaines de fonctionnaires municipaux ne l'a pas favorisé. Même si on le crédite d'une indiscutable honnêteté personnelle, Francfort, ville d'apparences, qui cultive son image internationale et son standing architectural, aurait volontiers envoyé aux cabinets de l'histoire politique municipale ce maire inodore et sans saveur.

Mais survint ce fameux 29 janvier 1989 qui vit la défaite de M. Eberhard Diepgen, le maire chrétien-démocrate de Berlin-Ouest et la panique qui s'est brusquement déchaînée dans les sphères dirigeantes de la CDU. Le succès inattendu de l'extrême droite a créé un choc qui s'est répercuté jusqu'à Francfort. Le moton Brück est devenu enragé. Du jour au lendemain, la campagne électorale francfortoise a changé de ton. Elle est devenue monomaniacale : finies les polémiques sur les parkings et le logement social. Un seul thème : les étrangers.

Dans la ville d'Europe qui compte la plus grande proportion d'étrangers - 25 % des 620 000 Francfortois viennent d'un autre pays dont 20 % de Yougoslaves, 19 % de Turcs et 12 % d'italiens - la bonde a sauté. La CDU, craignant l'écarter, comme à Berlin, une partie de son électorat s'enfuit vers l'extrême droite, c'est brusquement réouverte comme un parti xénophobe, utilisant des arguments à la limite du racisme et de l'antisémitisme. Le parti néonazi NPD, qui espérait profiter de ce vent mauvais qui s'était levé à

Berlin, est furieux : « Ils nous ont volé notre programme ! », clame-t-il à l'envi.

Les affiches de la CDU proclament : « Il faut arrêter le flux des demandeurs d'asile » ; il faut voter CDU « pour que l'on se sente à nouveau bien dans notre patrie ». L'évocation en lettres géantes de cette *Heimat* mythique joue à dessein sur des réflexes qui n'ont pas cessé de manifester ouvertement depuis la guerre. Daniel Cohn-Bendit, candidat sur la liste écologiste, est devenu la cible principale des feuilles pamphlétaires diffusées par la CDU : « Va-t-on laisser Cohn-Bendit faire la loi dans notre patrie (Heimat) ? » peut-on lire.

« Le clavier antisémite »

« J'ai l'impression de revivre la même histoire que lorsque Georges Marchais en 1968 me traitait d'anarchiste allemand, nous dit-il. Comme cela n'aurait aucun sens d'écrire « Les Verts » à la place de Cohn-Bendit, ils jouent sans vergogne sur le clavier antisémite. » La mesure lui semble comble lorsque, dans ce même journal électoral chrétien-démocrate, un adjoint au maire parle de lui comme d'« une mauvaise herbe qu'il faut arracher avant qu'elle ne prolifère ».

L'exacerbation des passions autour du problème de l'immigration met mal à l'aise un autre représentant de la communauté juive de Francfort, l'avocat Michel Friedmann, candidat, lui, sur la liste CDU : « Il est regrettable que l'ensemble des partis aient mis en avant cette question de l'immigration en période électorale, déchaînant des passions qui peuvent deve-

nir incontrôlables », constate-t-il en laissant entendre que de sévères comptes vont être réglés au sein de la CDU francfortoise en cas de défaite le 12 mars. Des chrétiens sont également troublés par le comportement d'un parti se réclamant des valeurs de l'évangile, qu'il leur semble avoir trahies. Ils le font savoir par des annonces dans les journaux.

Le résultat de dimanche soir, attendu avec anxiété par toute la classe politique ouest-allemande, devrait donner des indications sur la stratégie future des principaux partis. Si le maire sortant l'emporte, les partisans d'un virage à droite de la CDU pour les élections législatives de 1990 verront leurs positions confortées. La ligne « centriste » défendue par le chancelier Kohl aura vécu, et le risque sera grand, alors, de voir les tensions avec le parti libéral s'accroître au sein du gouvernement de Bonn.

Si les tenants et défenseurs de la société multiculturelle représentée à Francfort par les sociaux-démocrates et les Verts l'emportent, cela confirmera le choix d'ouverture au monde d'une ville qui fut toujours fière de sa liberté et de son esprit libéral.

L'entrée du NPD au parlement communal, une hypothèse que personne n'osait aujourd'hui exclure, serait par contre un événement majeur : « Ce serait beaucoup plus grave que le succès des républicains à Berlin, nous déclare encore Michel Friedmann. Car ces gens-là ne se présentent pas comme de simples ultra-conservateurs, mais avouent carrément leur filiation nazie et antisémite. »

LUC ROSENZWEIG.

GRÈCE : les suites du « scandale Koskotas »

M. Papandréou dénonce le « complot » ourdi contre lui

ATHÈNES
de notre correspondant

Le premier ministre grec, M. Andreas Papandréou, a décidé de porter plainte en diffamation contre l'hebdomadaire américain *Time*, qui, dans son édition de cette semaine, a publié un dossier de huit pages sur le « scandale Koskotas ». Dans ces articles, le banquier-escroc mettait en cause directement le chef du gouvernement socialiste, qui avait « ouvert » les dévouements de fonds de la Banque de Crète (le *Monde* du 8 mars).

Dans un message au peuple grec, diffusé mercredi soir 8 mars sur les deux chaînes de télévision, M. Papandréou, visiblement fatigué, a affirmé : « La boue qu'on me jette de tous les côtés ne me touche pas. » Comme garantie de son intégrité, il a invoqué « trente ans de services politiques ».

Pour la première fois, cependant, le premier ministre a parlé de « scandale Koskotas » et de « escroc ». Jusqu'à présent, en effet, il se référait dans ses interventions publiques à l'« affaire » et à « M. Koskotas ». Il a promis que tous les coupables seraient punis « quelles que soient leurs positions » dans la société. Mais M. Papandréou a surtout insisté sur le « complot » ourdi contre lui et contre son parti (PASOK) par ceux qui exploitaient le scandale comme un « cheval de Troie ». Il a cité notamment le *Time* et ceux qui sont « derrière lui », sans autres précisions.

Tout le monde a cependant compris qu'il faisait allusion aux Américains. Ceux-ci peuvent compter à ses yeux sur la collaboration de la droite

grecque, mais aussi - phénomène plus « étonnant » - de la « gauche traditionnelle », qui semble oublier ses idées sur le rôle joué par les étrangers en Grèce. M. Papandréou s'est ensuite lancé dans une longue comparaison entre la situation présente du pays et celle du passé. Il a appelé le peuple à « veiller » pour sauvegarder les acquis tant sur les plans économiques et des libertés que sur celui de l'indépendance nationale.

Les réactions de l'opposition ont été rapides et nettes. Félicie-mélie, les différents partis reprochent à M. Papandréou d'être intervenu inutilement, d'employer abusivement à des fins personnelles les médias, de se taire sur la crise politique, d'imposer des dangers imaginaires ou de faire un amalgame infamant entre la droite, la gauche et les États-Unis. Tous les dirigeants estiment, comme au lendemain de la publication du rapportage du *Time* sur le scandale, que M. Papandréou doit démissionner et laisser la place à un gouvernement intérimaire chargé d'organiser des élections « régulières ».

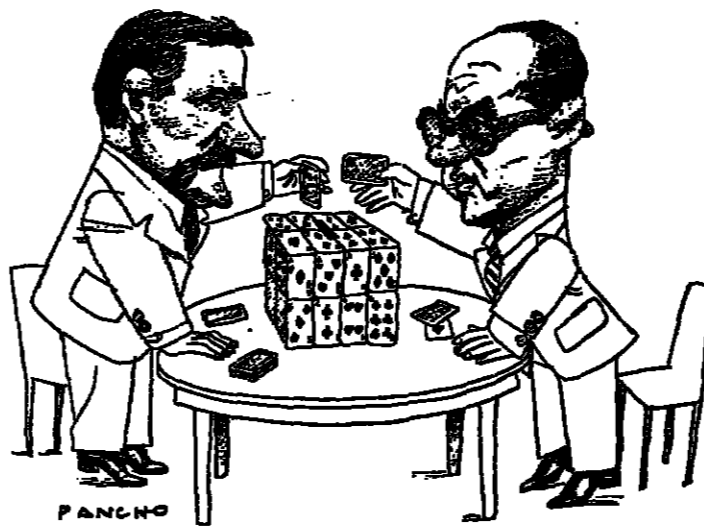
THÉODORE MARANGOS.

● IRLANDE DU NORD : deux soldats tués. - L'armée républicaine irlandaise (IRA) a revendiqué, jeudi 9 mars, un attentat qui a tué deux soldats britanniques et en a blessés six autres, mercredi soir, dans la banlieue de Londonderry, en Irlande du Nord. Une mine commémorée à distance avait explosé au passage de deux voitures de patrouille.

Cet attentat porte à dix-huit, dont quatre militaires, le nombre des victimes en Ulster depuis le début de l'année. - (AFP.)

POLOGNE : les négociations entre le pouvoir et Solidarité

Partie de poker à Varsovie



avoir l'effet d'une étincelle dans les circonstances actuelles. Soucieux de rassurer leur appareil, la police et l'armée, le général Jaruzelski et le premier ministre, M. Rakowski, ont multiplié ces mises en garde contre toute tentative de déstabilisation.

Il faut dire que les incertitudes des négociateurs sur l'après-table ronde ne sont pas de nature à tranquilliser la population. Certes, en dépit de profondes divergences, on s'attend qu'un accord ou « contrat » soit conclu avant Pâques sur les dispositions générales des lois constitutives - le contraire signifierait un échec terrible pour les deux côtés. Après, c'est le grand saut dans l'inconnu.

« Faire des prédictions en politique est très risqué », admet sagement Janusz Reykowski. Il y a trois ans, qui aurait pensé que nous ferions ceci aujourd'hui ? Nous devons ouvrir vers un objectif commun, mais il est prématuré de dire à quel point cela ressemblera. Il faut du courage politique des deux côtés. Chez nous, beaucoup de gens soupçonnent Solidarité de chercher à se renforcer pour détruire son partenaire, c'est une crainte typique de ce genre de situation.

Garantie ?

Pour Tadeusz Mazowiecki, l'un des principaux négociateurs de l'opposition : « On dirige vers une démocratie consensuelle, plutôt qu'une démocratie parlementaire. Mais il est très difficile d'imaginer que ça va être ce Parlement, ce que sera le pays. Le ciment qui nous tient tous, depuis août, c'est Solidarité. Mais après ? Ce ciment peut éclater et nous affaiblir. Nous ne savons rien de ce que cela va donner. »

Les mêmes incertitudes prévalent sur les chances de réussite de l'éven-

ement, pour l'avenir, l'abandon de certains leviers du pouvoir, ça bloque ; il en va ainsi de l'accès durable de l'opposition à la radio-télévision, le problème le plus dur, de l'avis général ; il en va ainsi du système des recommandations du parti pour les nominations à tous les postes importants de la vie publique, en particulier dans l'économie - de manière tout à fait significative, le POUF veut bien accorder à Solidarité le droit de procéder aussi à quelques nominations, mais ne veut renoncer à ce système pour rien au monde ; il en va ainsi de l'incompatibilité, réclamée par l'opposition, entre la fonction de juge et l'appartenance au parti ; il en va ainsi du conseil consultatif économique, qui donnerait à l'opposition un droit de regard sur l'élaboration des mesures économiques ; il en va ainsi de la commission de vérification électorale, dont l'opposition ne veut pas car elle voit un instrument potentiel de manipulation ; il en va ainsi encore de la réhabilitation des condamnés de l'état de guerre. En réalité, il s'agit-là de tout ce sur quoi le parti a assis son pouvoir. Je crois que le pouvoir sait que le pas qu'il a franchi est irréversible, estime M. Mazowiecki. En même temps, une fois qu'il l'a franchi, il cherche à se protéger, il recule. Mais une certaine de personnes de notre côté, autant de l'autre, auront participé à ces négociations. Cela ne peut pas ne pas laisser de traces. »

« Le problème, résume un expert occidental des pays socialistes, c'est que les communistes ne jouent pas au poker : eux, ils jouent aux échecs. » D'autant plus qu'à la clé d'un accord avec l'opposition, si précieuse soit-elle, il y a les fameux crédits occidentaux. C'est en tout cas ce sur quoi tout le monde compte à Varsovie.

SYLVIE KAUFFMANN.

● Des étudiants ont manifesté dans le calme. - Plus de cinq mille jeunes ont défilé dans le centre de Varsovie pour célébrer l'anniversaire de la manifestation de 1989 lors de laquelle les forces de l'ordre avaient frappé les étudiants. Les étudiants entendaient également marquer la promesse faite la veille par le gouvernement de relâcher le syndicat étudiant NZS, en même temps que Solidarité auquel il est affilié.

Exceptionnellement, les autorités avaient autorisé la manifestation. Les policiers ont interrompu la circulation dans le centre-ville pour laisser le passage au défilé. - (AP.)

ESPAGNE

Le directeur du quotidien « Diario 16 » destitué de ses fonctions

MADRID
de notre correspondant

Coup de théâtre au sein de *Diario 16*, l'un des principaux quotidiens espagnols : son directeur, M. Pedro Jota (dit Pedro Jota) Ramirez, a été destitué de ses fonctions le mercredi 8 mars par le président de la société éditrice du journal, M. Juan Tomas de Salas. Avec un tirage de cent cinquante mille exemplaires environ, *Diario 16* est le troisième quotidien madrilène, après *El País* et *ABC*, et défend une ligne politique proche des positions centristes de l'ancien président du gouvernement, M. Adolfo Suarez.

C'est en juin 1980 que s'est cyclé Pedro Jota, comme certains l'appellent à Madrid, avait accédé à la direction de *Diario 16*, alors en pleine crise de diffusion. Il allait rapidement lui donner une nouvelle impulsion : en un an et demi, le quotidien passait d'un tirage de quarante-cinq mille à cent vingt-cinq mille exemplaires. Ne dédaignant pas le populisme, atteignant parfois les limites du sensationnalisme, le nouveau directeur allait assurer au journal un espace stable, entre *El País*, au centre gauche, et les quotidiens conservateurs.

La ligne politique du quotidien, parfois erratique, est devenue au fil du temps de plus en plus critique à l'égard du gouvernement socialiste. Du coup, M. Ramirez n'a pas hésité à attribuer sa destitution aux pressions des socialistes, accusant M. Salas de vouloir imposer dorénavant au quotidien une ligne plus « compréhensive » à l'égard du gouvernement. Une accusation démentie par l'intéressé, qui affirme vouloir simplement faire de *Diario 16* un journal moins porté au sensationnalisme et plus sérieux, objectif auquel M. Ramirez, ajoute-t-il, s'était opposé.

Des négociations ont également été menées, jusqu'ici sans résultat, par les responsables de la société éditrice avec divers groupes de presse étrangers, dont des représentants de MM. Murdoch et Maxwell. Malgré les progrès de sa diffusion, *Diario 16* n'a pas réussi, en effet, à se libérer d'une accumulation de dettes provenant de l'époque difficile qui hypothèque toujours sa trésorerie.

THIERRY MALINIAK.

(Suite de la première page.)

Voilà donc l'équipe de Lech Walesa au grand complet, « extrémistes » bonnis il y a encore quelques mois discutant pied à pied avec une kyrielle de ministres et de hauts responsables du parti des modalités d'un « contrat » aux termes duquel le pluralisme réel serait rétabli et l'opposition participerait à des élections parlementaires pas vraiment démocratiques-mais-un-peu-plus - qu'avant, peut-être les 4 et 18 juin, avec la promesse que les prochaines, elles, seront vraiment des élections libres.

Un vent de pluralisme s'est subitement levé sur la Pologne, qui voit tous les soirs sur ses petits écrans les anciennes bêtes noires de la clandestinité, Bujak et autres Fraszynski, ou de grands scientifiques évincés de leur poste, comme le docteur Zofia Kuratowska, touchante de dignité dans son petit tailleur à carreaux.

La situation des droits de l'homme en Roumanie

Bucarest ne veut plus de mission d'enquête de l'ONU dans son pays

La Roumanie a retiré, mercredi soir 8 mars, à Genève, la proposition faite la veille d'inviter à Bucarest une délégation de la commission des droits de l'homme de l'ONU (le *Monde* du 9 mars). Aucune explication n'a pu être obtenue sur ce revirement. Certains diplomates estiment que l'offre roumaine avait un caractère tactique, Bucarest voulant éviter le vote d'une résolution la condamnant. D'autres pensent que le régime de M. Ceausescu, encouragé par Moscou, avait décidé de faire un geste avant de réaliser toutes ses implications.

En examinant la proposition roumaine, les sept pays qui avaient parrainé la résolution (Suède, Hongrie, France, Grande-Bretagne, Portugal, Autriche, Australie) avaient posé des conditions : que la mission d'enquête invitée puisse disposer d'une totale liberté de mouvement et d'interroger tous les témoins de son choix.

Il avaient également exigé que les ressortissants roumains se confient aux membres de la mission ne soient pas ensuite l'objet de représailles. Les sept pays demandent la désignation d'un rapporteur spécial chargé d'enquêter sur les graves violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Après le nouveau revirement roumain, la résolution qu'ils ont présentée devait être soumise au vote jeudi 9 mars. - (AFP.)

expliquer les résultats des discussions du jour dans l'émission « Autour de la table ronde ». Bien sûr, il y a les inévitables « entourloupes », les interviewés du pouvoir deux fois plus nombreux que ceux de l'opposition, les noms annoncés sur l'écran sans l'étiquette politique pour semer la confusion, mais l'impact est là.

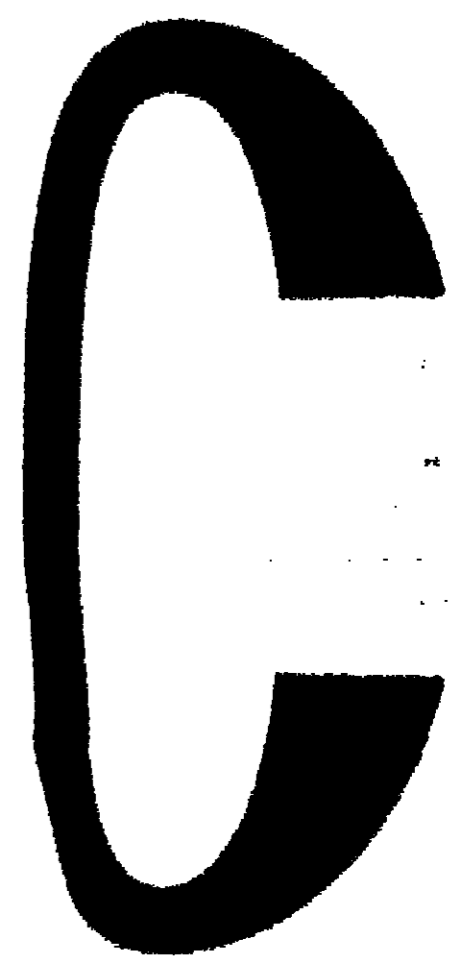
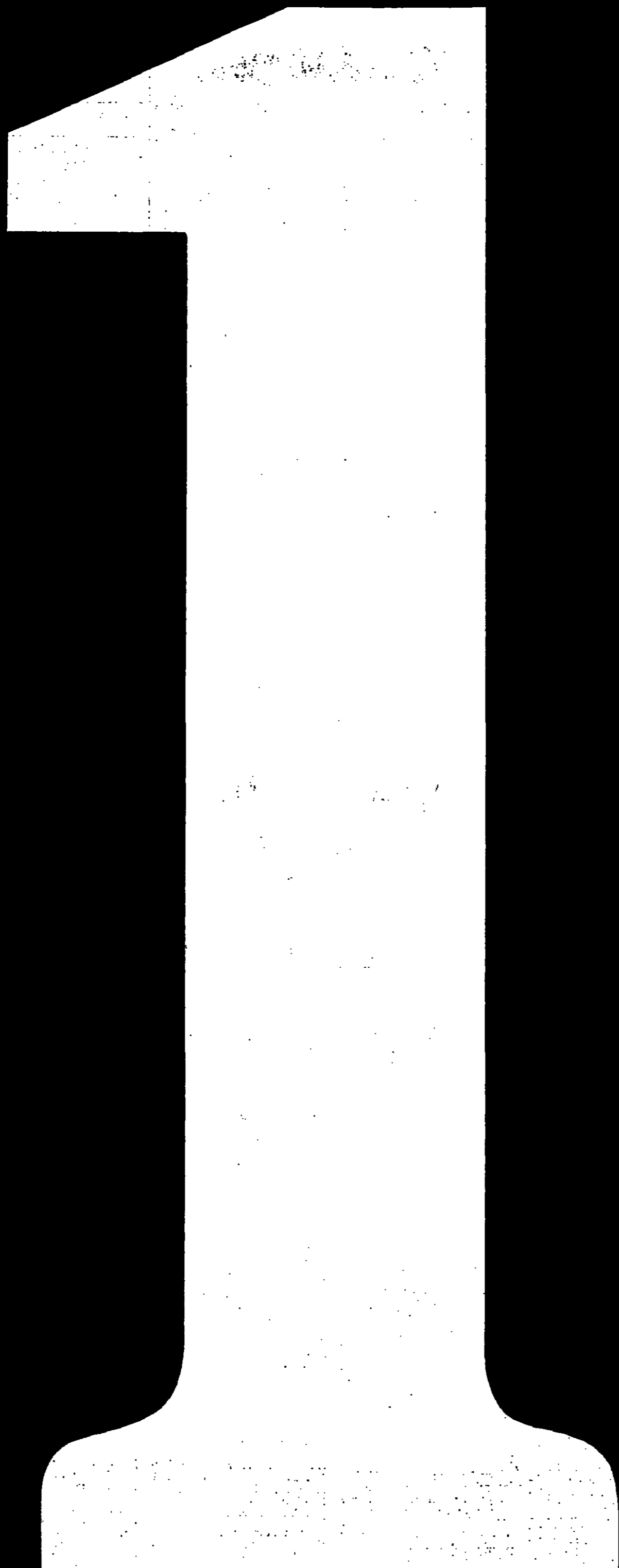
L'impact est là aussi lorsque, aux rituelles conférences de presse hebdomadaires du porte-parole du gouvernement Jerzy Urban, les questions les plus embarrassantes sont désormais posées par des journalistes de la presse clandestine, qui se présentent, en vertu d'un pudique *gentleman agreement*, comme « bureau de presse de Lech Walesa ». « M. Walesa a décidé d'un énorme bureau de presse », n'a pu s'empêcher de gronder l'autre jour M. Urban à la quatrième question.

Il y a pourtant quelque chose d'irréel dans ce processus totalement inédit. C'est sans doute le fossé entre un groupe d'hommes, l'élite politique de la Pologne, conscients de jouer une gigantesque partie de poker dont l'issue pourrait transformer le pays, et la masse de la population qui paraît ne plus rien espérer de personne. Pour Jack Kuron, expert de Solidarité, l'une des conditions de la réussite de ce processus, c'est que la population accepte le « contrat ». « Ce n'est pas certain, reconnaît-il. Le problème décisif est celui des conditions de vie, qui ne vont pas s'améliorer après la table ronde. Le pays est ruiné. Pour la majorité des gens, ce n'est pas le bulletin de vote qui compte, mais le ticket de viande. »

On retrouve chez les dirigeants du POUF et chez ceux de l'opposition la même peur, la peur qu'il soit déjà trop tard, la peur de l'incident qui mettrait le feu aux poudres, faisant exploser la tension sociale et avec elle le fragile édifice qu'ils sont en train de construire à grand-peine. « Même avec la meilleure volonté des deux parties, tout peut s'effondrer très facilement », dit Jack Kuron. Alors, tout le monde aura peur. »

« Nous nous trouvons actuellement, remarque M. Janusz Reykowski, universitaire venu tardivement (décembre 1988) au bureau politique pour participer à ce processus, dans une situation très dangereuse, où les nouvelles structures ne sont pas encore développées, et où les anciennes ont perdu leur efficacité. C'est ainsi, affirme-t-il, que des incidents comme les manifestations étudiantes du 24 février à Cracovie qui, « en temps normal », ne constituent par une menace, peuvent

© Agence Mithras



مكثا من الأمل

1 Milliard de chiffre d'affaires annuel au bout de 4 ans.

Un record absolu.

La micro-informatique est une industrie où les records pleuvent.

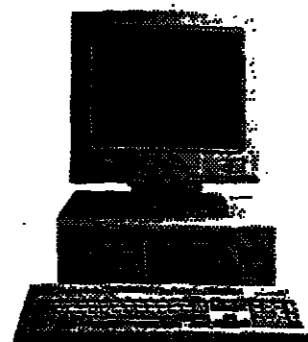
COMPAQ les fait exploser. Depuis son implantation fin 1984, COMPAQ France met sur le marché les micro-ordinateurs les plus performants. COMPAQ France choisit les meilleurs revendeurs.

Aujourd'hui, le résultat est là : en 1988, 1 Milliard de francs de chiffre d'affaires annuel au bout de 4 ans seulement. C'est le record absolu de croissance interne dans l'informatique.

à suivre...

COMPAQ

à suivre.



Amériques

SALVADOR : la rupture des négociations entre gouvernement et guérilla

L'élection présidentielle aura bien lieu le 19 mars

San Salvador. — La guérilla du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) a renoncé, mercredi 8 mars, à poursuivre le dialogue avec des représentants du gouvernement salvadorien en vue d'un éventuel report de l'élection présidentielle du 19 mars. L'organisation rebelle a, en conséquence, appelé les citoyens à « boycotter massivement » le scrutin, indiquant pourtant qu'elle maintiendrait son soutien à la Convergence démocratique — le front politique de gauche dont le candidat est M. Guillermo Ungo.

Le 23 janvier, le FMLN avait proposé, pour la première fois depuis le début de la guerre civile en 1980, de participer à une telle consultation, à la condition que sa date soit repoussée de six mois pour lui donner le temps de s'y préparer. Le président démocrate-chrétien, M. Napoleon Duarte, avait d'abord refusé cette offre. Les Etats-Unis, en revanche, s'étaient déclarés intéressés. Le gouvernement de San Salvador avait alors, le 26 février, formulé une contre-proposition, visant à repousser le scrutin à la fin du mois d'avril. Mais les tractations qui s'étaient engagées en février à San José, au Costa Rica, ont rencontré l'hostilité de l'ARENA, le parti d'extrême droite qui, depuis 1988, est majoritaire au Parlement et dont

le candidat, M. Alfredo Cristiani, est en tête des sondages.

Pour tenter de contourner cet obstacle, il avait été décidé de créer une commission de six membres, comportant une moitié de parlementaires, pour poursuivre les négociations avec le FMLN. Les forces armées, pour leur part, avaient annoncé une trêve unilatérale jusqu'au 1^{er} juin, date à laquelle M. Duarte doit transmettre ses pouvoirs à son successeur.

Dès mercredi, le FMLN a attaqué quatre villes du nord-est du pays. Il a assuré avoir provoqué la mort ou la mise hors d'état de combattre de quarante-deux soldats ; l'état-major n'a reconnu que huit blessés dans ses rangs. La veille, la moitié du pays avait été privée d'électricité en raison d'attentats contre des pylônes de lignes à haute tension. — (AFP, Reuters, UPI.)

● **VENEZUELA** : rétablissement des garanties constitutionnelles. — Les garanties constitutionnelles devaient être rétablies, jeudi 9 mars, au Venezuela, a annoncé le gouvernement de M. Carlos Andres Perez. Elles avaient été suspendues le 29 février, après les violentes émeutes qui avaient sévi la veille en réponse à un train de mesures d'austérité. — (AFP, Reuters.)

ÉTATS-UNIS : tentative désespérée pour sauver le secrétaire à la défense désigné

Les républicains proposent de mettre M. Tower à l'épreuve pour six mois...

WASHINGTON
de notre correspondant

L'espace de quelques heures, mercredi 8 mars, M. John Tower, les sénateurs républicains qui le soutiennent, et le président Bush, qui l'a nommé au poste de secrétaire à la défense, ont pu espérer un miracle : M. Lloyd Bentsen, sénateur démocrate du Texas, et ancien collègue de M. Michael Dukakis pour l'élection présidentielle, venait de se déclarer, en termes particulièrement nets, en faveur de la confirmation de M. Tower.

Aucune preuve sérieuse n'était les accusations lancées contre M. Tower, en particulier son prétendu alcoolisme, et il n'y a donc pas de raison de refuser au président Bush le droit d'opérer le choix qui lui revient, a expliqué M. Bentsen, embrassé à la sortie du Sénat par deux des fils de M. Tower, venues apporter leur soutien à leur père.

C'était, en trois jours, le troisième démocrate qui ralliait le camp républicain, ou plutôt celui des défenseurs de M. Tower, et ce ralliement était particulièrement précieux : le sénateur Bentsen est l'une des grandes figures du Sénat, et il a acquis une grande notoriété auprès

du public au cours de la campagne présidentielle.

Il suffisait dès lors de deux petites voix supplémentaires pour que M. Tower soit en mesure d'emporter, à l'arraché, une victoire inespérée. Le vent tournait, le gros du camp démocrate semblait, à son tour, sur la défensive... mais l'illusion fut vite dissipée. Un autre sénateur du sud, M. Johnston, de Louisiane — partenaire de tennis du président Bush, et sur lequel les amis de M. Tower fondaient de grands espoirs — apporta au contraire le coup de grâce, suivi peu après des deux seuls autres sénateurs encore indévis.

Les jeux, désormais, étaient faits, les derniers morceaux d'éloquence n'ont servi à rien. Un sénateur avait évoqué la condamnation à mort de Socrate, sur la foi de la rumeur, un autre avait rappelé, à l'intention des accusateurs de M. Tower, que les assassins de l'archevêque Thomas Beckett avaient aussi la conscience tranquille en prétendant agir « pour le bien de leur pays ». Inutile : il y avait désormais au Sénat plus de dagues que de bouchers, le sort de M. Tower était scellé.

Pourtant, le leader de la minorité républicaine, M. Robert Dole, qui a mené ce long combat avec une remarquable pugnacité, ne s'avouait toujours pas vaincu. Il demanda à nouveau que M. Tower puisse venir au Sénat faire face à ses juges, mais la requête fut immédiatement repoussée. Restait alors à M. Dole — que le président Bush, comblé, laissait désormais libre d'agir comme bon lui semblait — à formuler une extraordinaire suggestion : que le Sénat donne malgré tout sa chance à M. Tower en lui accordant une période probatoire de six mois, le temps, si l'on comprend bien, de vérifier qu'il s'acquittait honorablement de ses fonctions et respectait son engagement de ne plus boire une goutte d'alcool... A cette fin, le secrétaire à la défense signerait à l'avance une lettre de démission datée du mois d'octobre prochain, et devrait, à ce moment, se soumettre à une nouvelle procédure de confirmation.

M. Dole lui-même ne semble pas se faire la moindre illusion sur le sort de sa proposition (acceptée, si étrange que cela puisse paraître, par M. Tower lui-même, décidément prêt à toutes les humiliations). Mais il sera dit que l'ex-rival de M. Bush lors des primaires aura tout tenté, que les républicains se seront battus jusqu'au bout, et presque au-delà... Le vote devait intervenir dans l'après-midi de jeudi 9 mars. Il sera temps alors d'éprouver « le sang répandu sur le plancher du Sénat », selon l'expression d'un commentateur de la chaîne ABC, et aussi de tirer les leçons d'une bataille dont personne, dans la classe politique américaine, n'est sorti grandi.

J.-P. C. JAN KLAUZE.

Asie

CHINE : selon des témoins étrangers

La répression au Tibet aurait fait de très nombreuses victimes

Des voyageurs étrangers, expulsés de Lhassa, le jeudi 9 mars, ont donné des estimations contradictoires sur l'ampleur de la répression au Tibet. Selon plusieurs touristes, elle aurait fait entre cinquante et cent morts. Trois hommes d'affaires, cités par l'AFP, ont cependant affirmé, en se référant à des sources tibétaines, que de 500 à 800 personnes avaient été tuées. Les autorités chinoises ont chiffré, pour leur part, le bilan à douze morts avant l'instauration de la loi martiale mardi à Lhassa. Les étrangers expulsés du Tibet s'accordent cependant, pour juger, selon la formule de l'un d'eux, la répression « imprévisible, excessive, aveugle », en ajoutant que « des atrocités ont été occasionnellement commises ».

D'autre part, tout en condamnant une « répression brutale et violente », le dalaï lama a fait savoir, jeudi à New-Delhi, qu'il était « toujours prêt à entendre le dialogue avec les Chinois afin de trouver une solution pacifique au conflit, en dépit de ces événements tragiques ». Il avait réclamé, la veille, « la levée immédiate de la loi martiale ».

La Chine, de son côté, a accusé, jeudi, des « cliques séparatistes » de Tibétains à l'étranger d'avoir envoyé des personnes au Tibet, certaines armées, déguisées en touristes, pour pousser à l'action les émeutiers et piller des bâtiments. Dans un éditorial en première page, le *Quotidien du peuple* affirme que, « au cours des jours derniers, des émeutiers masqués ont fait ce qu'ils voulaient à Lhassa, pillant, incendiant des magasins, détruisant et incendiant des véhicules et des bicyclettes et brutalisant des pèlerins et des vendeurs ».

Selon des Tibétains, des centaines d'arrestations ont été opérées, mercredi, à Lhassa, par l'armée, qui pousse de maison en maison dans les quartiers tibétains de la ville. Les Tibétains arrêtés, des hommes et des femmes, sont souvent des adolescents, particulièrement actifs dans les émeutes des jours derniers.

Les étrangers sans permis de travail au Tibet ont reçu l'ordre de quitter la région dans les quarante-huit heures. « On ne s'est réveillé à 2 h 30 du matin et on n'a dû de partir », raconte un touriste. Deux journalistes occidentaux ont, par ailleurs, reçu mercredi soir l'ordre de quitter le Tibet dans les vingt-quatre heures. Guy Dimmore, de l'agence Reuters, et Jasper Becker, du journal britannique *The Guardian*, étaient allés à Lhassa, la capitale tibétaine, en tant que touristes, écrit l'agence Chine nouvelle, et n'avaient pas reçu du service des affaires étrangères du gouvernement tibétain l'autorisation de travailler en tant que journalistes au Tibet. L'agence indique qu'ils ont pris des photos et enquêté sur le lieu des émeutes à Lhassa, violant les réglementations locales interdisant aux étrangers de photographier des « émeutes séparatistes ».

A Washington, un porte-parole du département d'Etat a dénoncé mercredi « l'usage injustifié de la force meurtrière ». « Nous avons déploré la violence, qui a fait de nombreuses morts et blessés, et demandé des éclaircissements sur la situation au Tibet et combien de temps la loi martiale allait vraisemblablement durer », a-t-il ajouté. — (AFP, Reuters.)

AFGHANISTAN

Les combats continuent autour de Jalalabad

Les forces gouvernementales contrôlent toujours la ville de Jalalabad, dans l'est du pays, ainsi que son aéroport, a déclaré jeudi 9 mars un porte-parole officiel à Kaboul. De source proche des moudjahidins afghans au Pakistan, on avait indiqué la veille que des résistants avaient atteint l'aéroport de la ville, et une source avait affirmé que l'aéroport était tombé aux mains des moudjahidins. « Ce n'est pas vrai, il n'y a pas eu de changement sur le terrain depuis hier », a indiqué le porte-parole à Kaboul.

Le gouvernement de Kaboul a également précisé que les résistants bombardaient sans interruption Jalalabad, ville qui comptait un million d'habitants en temps de paix, mais dont la population est tombée, estime-t-on, à guère plus de 200 000 habitants. Les résistants ont aussi tiré mercredi deux roquettes sur la banlieue de Kaboul. Cinq civils ont été tués à proximité de l'aéroport, qui a été fermé pendant deux heures. Les moudjahidins ont aussi attaqué à la roquette les villes de Gardéz (sud de Kaboul), d'Herat (nord-ouest de l'Afghanistan) et de Kandahar (sud-est), a indiqué mercredi Radio-Kaboul. — (AFP, Reuters.)

LAOS : un homme d'affaires japonais libéré

Le représentant au Laos de la compagnie japonaise Mitsui, M. Yoshiaki Aso, enlevé par quatre Laotiens le 1^{er} mars à son domicile à Vientiane, a été libéré, jeudi 9 mars, en Thaïlande, par la police de ce pays, a-t-on appris de sources gouvernementales à Tokyo. Les ravisseurs de M. Aso, sobriquet et un ans, avaient franchi le Mékong, qui sépare les deux pays, avec leur otage. Un des ravisseurs a été tué au cours de l'intervention de la police thaïlandaise. Le gouvernement japonais n'avait reçu aucune revendication de cet enlèvement. — (AFP.)

PHILIPPINES : arrestation d'un ex-officier en fuite

L'ex-colonel Reynaldo Cabatan, en fuite depuis 1986 et accusé d'avoir participé à au moins trois tentatives de coup d'Etat contre le président des Philippines Corason Aquino, a été arrêté, jeudi 9 mars, dans la banlieue de Manille, a-t-on appris de sources policières. L'ancien colonel, qui a été interpellé dans un restaurant par des policiers de la brigade des stupéfiants, n'était pas armé et n'a opposé que peu de résistance. (AFP.)

Proche-Orient

Après les incidents dans le sud du Liban

Echange d'accusations entre l'ONU et Israël

New-York (Nations unies). — Les Nations unies ont qualifié d'« inacceptables » les derniers incidents causés par l'armée israélienne dans la zone d'opération de la Force intérimaire de l'ONU au Liban (FINUL), dans une déclaration faite mercredi par M^{me} Nadia Youssef, porte-parole du secrétaire général, M. Javier Perez de Cuellar. Cello-ci a rejeté entièrement sur Israël la responsabilité des derniers incidents en affirmant qu'ils constituaient une violation d'« accords informels » existant de longue date.

Mardi, une unité israélienne avait forcé l'entrée du village d'Ebel-é-Saqui, où se trouve le quartier général du bataillon norvégien de la FINUL, en contravention avec ces accords informels (*Le Monde* du 9 mars). Plusieurs transports de troupes norvégiens avaient été gravement endommagés par un tank israélien. Israël avait en outre fermé pendant vingt-quatre heures ses frontières au personnel de la FINUL. Les incidents de mardi sont les derniers d'une longue série opposant depuis l'été 1988 les forces israéliennes et leurs alliés libanais (Armée du Liban sud, ALS) à la FINUL, particulièrement dans ce secteur.

Le ministre israélien de la défense, M. Yitzhak Rabin, a affirmé pour sa part, lors d'une tournée d'inspection dans la zone de sécurité établie par Israël au Liban, que « l'incident de mardi servira de leçon à la FINUL, qui doit savoir qu'elle ne peut pas empêcher l'armée israélienne de circuler dans la zone de sécurité ». — (AFP.)

BRÉSIL : la tournée européenne de « Lula »

L'Amazonie contre la dette ?

Il est devenu habile à déjouer les chausse-trappes, soucieux de désamorcer la réputation de « radicalisme » qui lui a souvent été faite et passionné, cependant, de la cause qu'il a commencée de défendre durant les grandes grèves des « métallos » de Sao-Paulo dans les années 70. M. Luiz Inacio da Silva, aujourd'hui secrétaire du Parti des travailleurs et candidat de cette formation à l'élection présidentielle du 15 novembre prochain — « Lula » comme on le connaît désormais dans toute l'Amérique latine — a entrepris la traditionnelle tournée en Europe de ceux qui briguent la charge suprême.

Présenter le PT aux « forces démocratiques » et de gauche, mais aussi convaincre « les partis politiques, les syndicats et plus généralement la société civile » — à défaut de pouvoir « toucher la sensibilité des banquiers ou même celle des gouvernants » — que « le tiers-monde ne peut plus payer sa dette » : tels sont les deux objectifs que cet homme encore jeune, petit, un peu massif et amplement barbu, a assigné au voyage qui vient de le conduire en France.

A ses interlocuteurs (PC, CGT, PS et CDDT), il a martelé que « seul un nouvel ordre économique mondial » peut éviter que « des incidents graves du genre de ceux qui viennent de se produire au Venezuela ne se répètent à l'échelle de l'Amérique latine ».

M. da Silva estime que sa victoire n'est nullement improbable après le raz-de-marée qui a porté, l'autisme dernier, les candidats du PT à la tête de trente-six maires d'importantes communes brésiliennes, dont la plus importante de toutes, Sao-Paulo. Il indique qu'un de ses premiers actes serait de « suspendre le paiement de l'intérêt de la dette nationale ».

Radicalisme ? Lula ne le croit pas. L'actuel président, M. José Sarney, n'a-t-il pas lui-même reconnu avoir déjà, en quatre années de mandat, payé 55 milliards de dollars d'intérêts, soit près de la moitié du principal ? Et surtout, le secrétaire du PT est disposé à approuver des formules de compromis. Il se déclare ainsi extrêmement intéressé par une proposition avancée par le ministre italien des affaires étrangères, M. Giulio Andreotti, de « lier la question de la dette à une discussion sur la préservation écologique de l'Amazonie ». Non pas dans une inacceptable perspective de troc ; mais en négociant avec les éventuelles parties prenantes « une politique de développement compatible avec la conservation du milieu naturel ». Lula révoque les accusations « nationalistes réactionnaires et hypocrites » qui lui ont déjà été faites chez lui par le gouvernement, en observant que « déjà vingt-deux multinationales sont à l'œuvre dans la grande forêt, saccageant, brûlant

et massacrant, hors de tout contrôle public réel ».

M. da Silva se déclare également très réceptif à une hypothèse évoquée par M. François Mitterrand : que le calcul des intérêts de la dette du tiers-monde se fasse, à l'avenir, sur la valeur dévaluée des titres rachetés sur le marché international, qui représente, s'agissant du Brésil, 35 % du nominal. Lula, enfin, est un partisan déterminé de « l'union des pays endettés dans leurs négociations avec les créanciers ». Cette idée, on le sait, sent le souffre à Washington ; mais « les Etats-Unis eux-mêmes devront inévitablement changer leur politique... Le temps de l'hypocrisie des pays riches envers le tiers-monde ne peut plus durer ».

Et encore ? Une « indispensable » réforme agraire ; une « récupération du pouvoir d'achat des travailleurs » ; une lutte décidée en faveur de « l'éradication de la faim au Brésil, qui tue des milliers d'enfants chaque année » ; et, détail qui a son prix dans le pays géant de l'Amérique du sud, une « démocratisation des forces armées, notamment en les remettant à leur unique tâche de sécurité extérieure et en confiant,

enfin, à un civil le ministère de la défense ». Appelé récemment à exposer ce programme devant l'Ecole supérieure de guerre, temple de la fameuse doctrine militaire de la « sécurité nationale », Lula confie : « J'ai beaucoup aimé ! Dans notre pays où nul ne dit jamais les choses comme elles sont, j'ai pu avancer quelques vérités frappantes ».

Que pense l'homme politique de cette autre grande force au sein de la société brésilienne : l'Eglise ? « Son rôle dans notre pays, sa contribution à la démocratisation de l'Amérique latine en général ont été extraordinaires. J'observe qu'on la critique pour se mêler de politique lorsque le curé recommande aux travailleurs de s'inscrire au syndicat, jamais lorsqu'il propose la résignation en ce bas monde ».

Alors, radical, Lula ? « Par rapport à la droite, je suis certes de gauche. Je ne refuse jamais l'étiquette « socialiste ». Mais si être « radical », c'est réclamer davantage de droits pour les travailleurs, ou exiger qu'il soit mis fin à la corruption, alors le Parti des travailleurs est radical. Et fier de l'être », conclut-il.

J.-P. C.

50 من الأمل

Politique

La préparation des élections municipales

Ile-de-France : politique d'abord

Leurs noms évoquent des résidences royales ou des ensembles d'HLM. Leur renommée n'a, à de rares exceptions près, que rarement franchi les frontières de la banlieue parisienne. Pourtant, les 223 communes de plus de 3 500 habitants d'Ile-de-France regroupent près du cinquième de la population française. C'est dire que, si la campagne municipale s'est, en général, déroulée dans la discrétion médiatique, elle n'en a pas moins été importante.

Dans ces cités, bien souvent trop vite grandies, où la qualité de vie est loin de dominer, que l'on quitte facilement pour trouver ailleurs un logement plus confortable, plus grand, où l'on arrive tout aussi facilement parce que les prix à Paris sont trop élevés, les réseaux qui font le trame des villes de province n'ont

guère le temps de se tisser. Les choix ici sont forcément plus politiques qu'ailleurs.

Les partis y attachent donc une importance particulière. En premier lieu le PC, bien sûr. De tout temps la couronne parisienne est son principal bastion. Mais depuis quelques années il s'est effrité, les municipales d'il y a six ans ayant été pour lui particulièrement douloureuses. Il avait alors perdu 33 des 119 communes de plus de 3 500 habitants qu'il dirigeait, avant que les tribunaux ne lui en retirât dix autres pour fraude électorale.

Aujourd'hui, il lui faut préserver ce qui lui reste. Malgré la tentation des militants socialistes, la direction du PS a finalement accepté de ne pas trop lui compliquer la tâche, puisque c'est en Ile-de-France qu'il y a relativement le moins de primaires à gauche, seulement dix dans les communes dont le maire sortant est soit communiste, soit socialiste.

Pour le PS, l'enjeu est tout aussi important, puisque les dernières municipales ont été pour lui désastreuses. Il avait perdu 24 de ses 70 communes, et il a besoin de consolider dans les municipales son implantation législative (32,39 % des suffrages

exprimés en Ile-de-France, y compris Paris, au premier tour des législatives de 1988).

Quant à la droite, il lui faut essayer de conserver les 64 communes gagnées il y a six ans. Si elle n'a pas trop de souci à se faire dans l'immédiate couronne parisienne, où l'évolution sociologique lui est aussi favorable que dans la capitale, elle est plus menacée dans d'autres villes gagnées de peu en 1983.

En outre, la qualité des gestionnaires des maires sortants sera déterminante. Mais les résultats seront analysés politiquement, ne serait-ce que parce que les socialistes ne conçoivent pas leur rêve de contrebalancer, par un poids accru en banlieue ou dans la région tout entière, la puissance du maire de Paris.

Th. B.

Conflans-Sainte-Honorine : la ville dont le maire est premier ministre

Conflans, c'est son maire. Et son maire est à Matignon. Alors, il y a dans l'opposition ceux qui se battent « pour Conflans » et ceux qui se battent « contre Matignon ».

Et puis, il y a M. Michel Rocard, qui se bat à Matignon pour Conflans et, à Conflans, pour Matignon. Enfin, il y a Conflans, trente mille habitants, ses bords de Seine, ses bords d'Oise, son RER, son train de banlieue. Célèbre jusqu'ici pour sa bêtellerie et son « Appel » d'octobre 1980 (1), la ville est devenue, depuis le mois de juin 1988, l'un des principaux lieux de pèlerinage avec Paris, la capitale toute proche, pour les manifestants de toute espèce.

« Nous, c'est pour Conflans », proclament les affiches de M. Amick Blondeau, quarante-trois ans, conseiller municipal sortant RPR, qui vient d'obtenir l'arracé le ralliement à sa liste (dis-sidente) du candidat régulièrement investi par les instances nationales RPR-UDF, M. Gérard Rebeyreux (PR).

À voir le regard bleu dur, le sourire carnassier de l'une et l'air bonhomme de l'autre, on devine que le combat fut inégal. M. Blondeau conduira donc, comme en 1983, la liste de droite contre le maire sortant. Faute de pouvoir atteindre sérieusement le maire sortant, M. Blondeau s'est abstenu sur les budgets de fonctionnement mais a voté les investissements et parle, avec un zeste de tendresse, des « rapports courtois et presque complices » qu'elle entretient avec M. Rocard — elle joue la carte du « confortisme exalté ». Il est vrai que la ville s'est dépeuplée depuis huit mois de quelques-unes de ses têtes pensantes : M. Rocard a commenté dans ses bagages de premier ministre son premier adjoint, M. Jean-Paul Huchon, et a chargé de missions à Matignon plusieurs de ses conseillers municipaux. « Que voulez-vous, les papillons sont attirés par la lumière », souffle-t-elle.

M. Blondeau sera donc la gardienne de l'identité conflanaise. Sa profession de foi : « Michel Rocard préfère son avenir à celui de Conflans. Aujourd'hui, premier ministre en charge d'une tâche délicate, il est bien loin de nous, de nos soucis quotidiens. Nous avons besoin d'un maire proche des gens, disponible ». Son arme électorale : une liste conflanaise pur sucre, dûment authentifiée par la reproduction, dans son journal de campagne, d'un plan de la ville, avec les rues d'origine de ses cotés. Son programme : « Faire de Conflans un petit Saint-Tropez des bords de Seine ».

M. Blondeau trouvera toutefois sur son chemin la liste conduite par M. Jean Fraleux, conseiller sortant UDF, qui prône l'apolitisme et accueille en seconde position un membre du Front national.

« Nous, c'est contre l'austérité de Matignon », c'est ce que les communistes qui ont décidé de faire bande à part le 12 mars, derrière M. Pierre Canchard, conseiller sortant, pour protester, en particulier, contre l'entrée sur la liste conduite par M. Michel Rocard, d'une représentante de l'Association des démocrates et, en général, contre la politique d'ouverture, prônée par le premier ministre. Les communistes refusaient, en outre, l'étiquette de « majorité présidentielle », revendiquée par M. Rocard. Surtout, observe M. Canchard, « quand figure dans cette majorité le ministre du chômage de M. Giscard d'Estaing, M. Michel Durafour, élevé au rang de ministre d'Etat ».

Pour la première fois depuis 1977, date de la première élection de M. Rocard à la mairie de Conflans, la gauche part donc divisée. La RUPP était en fait consommée depuis 1983, lorsque la crise de l'ITT-CGE, la principale entreprise de la ville qui, en dix ans, supprima quatre mille cinq cents emplois. Les

chefs communistes, au nombre de huit, dont trois maires-adjoints dans le conseil sortant, avaient alors soutenu la CGT et s'étaient depuis désolidarisés de la gestion municipale en s'abstenant sur le vote du budget.

Produits finis

Face à eux, ils retrouveront « Michel Rocard, PS, tête de liste, inspecteur des finances, cinquante-huit ans, marié, quatre enfants, maire de Conflans depuis 1977. Et provisoirement premier ministre », comme il se présentait lui-même le 27 février dernier, lors de la petite cérémonie d'ouverture de la campagne dans la maison des jeunes et de la culture de Conflans. Sans doute le candidat-premier ministre aurait-il préféré réunir symboliquement sur son nom une large majorité, allant des communistes aux centristes. Mais s'il déclare « regretter » la défection communiste, il ajoute aussitôt que « leurs exigences » (notamment le retrait de la représentante de l'Association des démocrates) « étaient inadmissibles ».

Le 12 mars, si, comme lors des deux précédentes élections, sa liste l'emporte dès le premier tour, il fera avec les Conflanais « une autre partie du chemin ». De celui déjà parcouru, M. Rocard n'est pas peu fier. On y a vu un « laboratoire du record », observe M. Canchard, « quand moi car, dit-il, « contrairement à un laboratoire, nous faisons à Conflans des produits finis ». Il cite volontiers sa gestion municipale comme illustration de ce que l'on a appelé la « méthode Rocard ».

Après douze ans de mandat, qui ont permis de doter la ville des grands équipements nécessaires, tant sur le plan de l'urbanisme, de la circulation, des transports en commun, que sur le plan scolaire ou social, M. Rocard place les six

années à venir sous le signe du « mieux vivre » à Conflans. Une bibliothèque de 1 800 mètres carrés vient d'être achevée — et inaugurée, premier ministre oblige, par M. Alain Desaux, ministre de la francophonie — et une salle polyvalente verra le jour en 1990.

Et, depuis que le maire est à Matignon, l'usine d'incinération des ordures ménagères qui, après débâcle du syndicat intercommunal, devait s'installer sur les bords de Seine en face de Conflans — en dépit de l'opposition de l'ensemble de la population — a soudainement été remise en cause. Le préfet a annulé le décret d'utilité publique et un « Moniteur Oise » a été nommé auprès du ministre de l'environnement, pour trouver un site plus « é » aux déchets des Yvelines et du Val-d'Oise.

Mais il est un projet auquel le premier ministre, maire, accorde tout particulièrement son attention : l'amélioration du fonctionnement des services publics à Conflans, commencé en janvier 1987. Le « projet d'entreprise des fonctionnaires » concerne sept cents employés communaux. Tous ont participé à la réflexion sur l'organisation du travail, la qualité du service, l'aménagement des locaux ; et la ville a financé un important effort de formation des personnels et d'information des bureaux. Symbole de cette politique, « l'entreprise mairie » qui se doit d'avoir « un fonctionnement exemplaire », notamment en matière d'accueil des usagers et de continuité du service public. A Conflans, ça a l'air de marcher.

PASCALLE ROBERT-DIARD.

(1) C'est de l'hôtel de ville de Conflans-Sainte-Honorine, que le 19 octobre 1980, M. Michel Rocard avait annoncé sa candidature à l'élection présidentielle de 1981.

Gennevilliers : une histoire d'amour avec le PCF

Gennevilliers et le PCF, c'est une histoire d'amour vieille de cinquante-cinq ans. Elle a commencé en 1934 avec Jean Grandel, le premier maire communiste, fusillé sept ans plus tard par les nazis. Elle a repris, après guerre, avec Waldeck L'Huillier qui a piloté la mairie jusqu'en 1973. Elle s'est poursuivie avec M. Lucien Lanterrier, un Savoyard malin et cabochard qui a cédé la main, le 19 septembre 1987, à M. Jacques Brunhes, député et ancien professeur de lettres.

A cinquante-quatre ans, l'âge de cette histoire d'amour, M. Brunhes a déjà plusieurs élections législatives et cantonales derrière lui, mais c'est la première fois qu'il conduit la liste d'union de la gauche devant les électeurs, après dix-huit mois de rodage. L'événement serait qu'il ne soit pas, comme tous ses prédécesseurs, élu dès le premier tour, alors qu'il affirme que « le climat change à l'égard du PCF ». Favorablement, bien sûr. En 1983, M. Lanterrier avait obtenu 62,49 % et en 1977, il avait fait encore mieux, avec 77,71 %.

Autant dire que la droite doit se contenter de la portion congrue dans cette municipalité des Hauts-de-Seine. Une fois de plus, cela risque d'être le cas pour M. Bernard de Froment, collaborateur de M. Charles Pasqua, qui conduit une liste RPR-UDF, et pour M. Joseph Jouan, tête de liste du Front national, même si M. Jean-Marie Le Pen a talonné M. André Lajoie à l'élection présidentielle (20,73 % contre 21,30 %) et fait plus de voix que M. Jacques Chirac et Raymond Barre réunis. Un résultat plutôt inquiétant pour les communistes dans cette ville à forte tradition ouvrière.

L'histoire d'amour aurait pu se poursuivre dans « la solidarité et la fraternité », selon le slogan choisi par M. Brunhes pour sa ville, mais voilà qu'elle a quelques ratés. La présence de M. Lanterrier, désigné à l'unanimité par la section locale, derrière M. Brunhes chagrine certains communistes. Ils ne comprennent pas comment « ce reconstruc-teur, ami de Gaston Viers », le maire d'Orly, exclu du PCF, peut être toléré sur cette liste, alors qu'il a signé des textes qui dénoncent la direction du parti. Il faut dire que M. Lanterrier, tête dure et bien faite, ne chagrine pas que d'un seul côté.

La vie municipale communiste aurait pu être un long fleuve tranquille, mais voilà que six adjoints sur les dix sortants que compte le PCF ne figurent pas sur la liste de M. Brunhes. Les raisons officielles, et non contestées publiquement par les intéressés, sont l'âge, les convenances personnelles et professionnelles. « Tous ceux qui étaient sur la liste précédente ont été présentés par la section du parti », affirme M. Brunhes. « Tous ceux qui ont désiré rester sont restés », dit prosaïquement M. Lanterrier qui croix de bois, croix de fer, mourra avec sa carte du parti en poche.

Le prix des amitiés rénovatrices

Et puis, il y a eu cette manœuvre affaire d'exclusion qui comme chacun sait, n'existe que dans l'imaginaire. Elle a été menée par M. Marcel Foucaud, un adjoint en rupture de ban. Il a eu beau appeler à voter pour M. Lajoie à l'élection présidentielle, et pour M. Brunhes aux élections législatives suivantes, il a rapidement payé ses amitiés rénovatrices naissantes (Le Monde du 23 juin).

Pour M. Brunhes, la chose était naturelle car « il était membre d'un autre parti ». Pour M. Lanterrier qui, après avoir voté l'exclusion est revenu sur sa décision, elle l'est un peu moins car « elle s'est déroulée dans des conditions qui n'étaient pas correctes ». Collatéralité : trois adjoints s'étaient abstenus de charger M. Foucaud. Et aujourd'hui, cet adjoint exclu conduit une liste composée de membres du Mouvement des rénovateurs communistes (MRC) et de trotskistes de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR). « Un non-événement », selon M. Brunhes.

Amusé, le maire explique qu'aux deux listes d'extrême gauche de 1983 succèdent deux autres listes d'extrême gauche en 1989. Il n'y a rien là d'extravagant, excepté qu'une des deux comporte douze anciens membres du PCF et seulement six militants de la LCR sur quarante-trois candidats. Excepté aussi, qu'il y a six ans, Lutte ouvrière (LO) et la LCR faisaient cause commune sur une liste alors que l'autre était présentée par les amis de M. Pierre Lambert du Parti communiste internationaliste (PCI). La première avait recueilli 3,54 % des suffrages et la seconde 2,82 %.

Faute d'accord politique avec la LCR, LO qui, par ailleurs, se méfie quelque peu des « rénovateurs », a donc décidé de se lancer seule dans la bataille, en couronnant ainsi le trouble de l'histoire d'amour du communisme gennevilliers. Fidèles à leur credo, les partisans de M. Arlette Lagulier défendent la commune des douze autres villes de France, une ligne inchangée et inébranlable : « Ligne de la droite et de son extrême, méfiez-vous de la gauche et de ses promesses, prenez votre sort en main ! L'amour amène ».

JEAN PERRIN.

OLIVIER BUFFAUD.

Alfortville : l'électeur du terrain vague et celui du court de tennis

A Alfortville (Val-de-Marne) on oublait souvent de rayer les noms des électeurs morts ou qui avaient déménagé. Un candidat aux élections municipales, M. Jean-Louis Auriche (RPR), a découvert le pot aux roses, et a patiemment enquêté à réuni à faire supprimer 2 937 noms sur les listes électorales, soit près d'un électeur sur huit.

Tout a commencé lors des élections de mai 1988 lorsqu'une femme s'est plainte, dans un bureau de vote, que son mari, décédé en 1982, recevait, toujours sa carte d'électeur. Le cas est assez fréquent, mais certaines personnes de l'équipe Auriche ont alors décidé de procéder à quelques vérifications.

Cinq personnes à plein temps aidées par une trentaine d'autres menèrent une enquête minutieuse pendant près de six mois.

L'enquête allait donner lieu à des découvertes étonnantes. Ainsi M. Nadine B., inscrite au bureau N° 5 et qui a voté aux dernières élections, est domiciliée au 4 bis, rue Jules-Guesde. Or, c'est un terrain vague depuis plusieurs années. Juste, Sonia et Jean-Pierre habitent respectivement aux 97, 150 et 162 rue des Alouettes. Or cette voie ne compte que huit numéros. Au terme de l'enquête, c'est un total de 4 000 fiches d'électeurs qui sont classées « douteuses ». Le dossier est alors transmis au maire d'Alfortville, M. René Bouquet, député socialiste, successeur de Joseph Franceschi, qui fut secrétaire d'Etat à la sécurité publique, à qui il est demandé de faire le nécessaire.

En novembre et en décembre, la commission administrative fait le ménage, et, le 10 janvier, elle donne le résultat de ses travaux : 2 702 électeurs (12 % des inscrits) sont radiés (304 étaient décédés, 35 personnes étaient juridiquement classées « incapables », 961 avaient voté dans une autre commune, 1 402

avaient disparu d'Alfortville). Par ailleurs, 1 191 inscriptions nouvelles étaient enregistrées.

Ces radiations effectuées, il demeure encore des inscriptions douteuses. M. Auriche en soumet 377 au tribunal d'instance. Sur 643 décisions déjà rendues, 235 électeurs ont été radiés et 95 autres remis à leur bonne adresse dans la ville.

Saisie informatique et fautes de frappe

C'est le cas d'un couple d'employés communaux domiciliés, avec d'autres personnes, chez une conseillère municipale du canton nord, alors qu'ils habitent le canton sud, 330 autres demandes ont fait l'objet de rejet, la plupart du temps, souligne M. Auriche, « parce que nous n'avons pas pu fournir la nouvelle adresse ».

C'est le cas de M. Henri D., domicilié 3, rue des Myosotis... sur un court de tennis appartenant à la ville.

A la mairie, où l'on avait notamment imputé ces oublis et ces erreurs à une mauvaise saisie informatique et à des fautes de frappe, le secrétaire général déclare : « Je me suis aperçu en juin que beaucoup de cartes revenaient. J'ai demandé au service « élections » de faire les radiations. La commission a fait son travail ».

La marmitte d'Alfortville, déjà portée à bonne température, est proche de l'ébullition. M. Serge Franceschi, fils de l'ancien secrétaire d'Etat Joseph Franceschi, décédé depuis, se présente contre celui qui a succédé à son père, M. René Bouquet, maire socialiste sortant. Serge Franceschi, socialiste dissident, a passé un accord avec les écologistes locaux.

FRANCIS GOUGE.

Sarcelles : le « manager » contre le « papi »

« Moi, je veux manager Sarcelles », affirme M. Dominique Strauss-Kahn (PS), député du Val-d'Oise, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale et candidat à l'élection municipale de la cité qui a tenté d'« approprier le béton ».

Bon chic, bon genre, ce professeur d'université semble sortir tout droit d'un salon du boulevard Saint-Germain après un entretien avec des représentants du patronat. Et le voici à Sarcelles. Il connaît, puisqu'il en est, depuis le mois de juin 1988, le député. Il fouce. Il est parti à l'abandon de l'hôtel de ville, blotti au cœur de vieux village.

Mais le geste ne trompe pas. L'homme est politicien. On est bien loin des premiers « pionniers » qui dans les années 50, une fois installés dans leurs tours et leurs barres, achetaient en priorité une paire de bottes pour affronter le boubou des rues. Management, efficacité, modernité sont les maîtres-mots de la campagne lancée par le jeune député. Il veut faire de Sarcelles une ville de « droit commun ». C'est-à-dire desservir l'étrémité de la Caisse des dépôts (la Caisse gère, en effet, plusieurs milliers de logements) et favoriser l'installation d'entreprises.

M. Strauss-Kahn a sorti la grosse artillerie. On a vu, on va voir, sur les marchés ou dans les salles de réunion MM. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, François Doulon, ministre du commerce, Jacques Chirac, ministre de l'aménagement du territoire, M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat chargé du Plan, s'est proposé.

M. Strauss-Kahn n'est pas venu, non plus, la besace vide : il a arraché à M. Michel Delabarre, ministre du logement, 150 millions de francs pour la réhabilitation de six mille appartements : « J'ai des relations et des entrées, je m'en sers pour Sarcelles », imparement. Mais voilà un style d'actions politiques que l'on

croyait réservé à d'autres. M. Strauss-Kahn fait fi de ces critiques. « Croit-on que cela ait été à Conflans-Sainte-Honorine d'avoir Michel Rocard pour maire ou à Grand-Quevilly d'avoir Laurent Fabius ? », réplique-t-il. Il y a eu Bernard Tapie et du Marcel Dassault chez cet homme-là. S'il est élu maire, on ne tardera pas longtemps, du côté des Flamands, à l'appeler DSK Chic...

Une des clés du scrutin

Ambitieux pour Sarcelles, M. Strauss-Kahn ne peut cependant pas être élu seul à la mairie. « Au deuxième tour, je ferai l'union avec les communistes », affirme-t-il.

« L'union, d'accord », déclare M. Marie-Claire Beaudou (PCF). « À condition que ne figure pas sur cette liste des candidats de droite ». Conseillère municipale de Sarcelles depuis 1972, conseillère générale et sénateur, M. Beaudou effectue sur le terrain un travail de fourmi. Elle réclame la réhabilitation des logements dégradés « sans augmentation de loyers ». Cette lancée réhabilitation a conduit, selon la section du PCF, à un doublement des loyers. « Une telle hausse, affirme M. Beaudou, est la conséquence de la convention signée entre le gouvernement Fabius et la Caisse des dépôts qui gère ces logements ».

Les 150 millions de francs jetés dans la bataille par M. Strauss-Kahn devraient, selon lui, calmer le jeu. Forte des traditions sarcelloises, la candidature communiste voulait conduire la liste d'union de la gauche.

« Dans mon canton, charcuté par la majorité de l'époque puis par le PS, j'ai toujours battu la droite », soutient M. Beaudou. « Depuis 1983, le Parti socialiste est régulièrement devant le Parti commu-

niste », ont répliqué les amis de M. Kahn. La gauche va donc à la bataille en ordre dispersé. Elle espère cependant l'emporter le 19 et reprendre ainsi à la droite la seconde ville du Val-d'Oise.

C'est M. Raymond Lamontagne (RPR) maire sortant, vice-président du Conseil général et conseiller régional qui défend les couleurs de la droite. « J'ai un bon bilan », déclare-t-il. Il est devenu maire, le premier de droite, le 9 octobre 1983 après que l'élection de M. Henri Canac (PC) ait été invalidée par le tribunal administratif pour fraude. Ce « papi » de soixante-six ans habite Sarcelles depuis vingt-trois ans. Lui-même veut lancer une zone industrielle en liaison directe avec l'aéroport de Roissy, créer une pépinière d'entreprises et un pôle universitaire.

Mais le combat sera rude dans cette ville de près de 60 000 habitants où M. Mitterrand a obtenu 65,5 % des suffrages au second tour de l'élection présidentielle. D'autant plus que M. Lamontagne est concurrencé sur sa droite par une liste du Front national qui mène une campagne musclée contre l'insécurité.

Sarcelles s'est « humanisée ». Il lui manque encore un vrai cœur de ville pour relier le vieux village aux grands ensembles. Mais au-delà des quartiers construits par des urbanistes qui ont oublié les courbes et les reliefs, Sarcelles est une aventure unique dans l'hexagone.

D'abord peuplée dans les années 50 par les Parisiens les plus pauvres, la commune le fut, en 1962, par 3 000 pieds-noirs. Aujourd'hui, près de soixante ethnies coexistent entre l'église, la synagogue (la communauté juive représente 20 % des habitants) et la mosquée. C'est une des clés du scrutin des 12 et 19 mars.

Genevilliers : une histoire d'amour avec le PCF

A l'occasion de son numéro anniversaire, le magazine GEO a choisi de donner la parole à 16 personnalités que le sort du monde préoccupe. Autant de regards lucides et passionnés pour faire le bilan d'une décennie. Leurs témoignages sont accompagnés d'une rétrospective des plus belles photos de GEO pour illustrer dix années d'évolution bouleversantes.

GEO, le magazine qui parle du monde avec passion.

Jean-Claude Guillebaud
Directeur littéraire aux éditions du Seuil



UN NUMÉRO EXCEPTIONNEL A COUVERTURE DORÉE POUR LE BILAN D'UNE DÉCENNIE
NUMÉRO DE MARS EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Source: <https://www.industrydocuments.ucsf.edu/docs/000000>

Politique

La préparation des élections municipales

Marseille : quand la division profite à la gauche

M. Robert Vigoroux, maire sortant de Marseille, exclu du PS pour s'être présenté contre le candidat socialiste officiel, M. Michel Pezet, député des Bouches-du-Rhône, est d'abord favori par les sondages pour les élections municipales. Il doit cette position à une excellente image contrastant avec celle de ses deux principaux adversaires, MM. Pezet et Gaudin, chef de file de la droite marseillaise. L'« effet Vigoroux » reste à vérifier dans un scrutin qui se joue dans chacun des huit secteurs de la ville.

MARSEILLE
de notre correspondant régional

A l'origine, la candidature de M. Robert Vigoroux était avant tout, dans l'esprit, du moins du petit groupe de ses partisans initiaux, une candidature d'opposition à M. Michel Pezet. Il s'agissait moins de faire gagner le maire de Marseille que de faire perdre l'homme fort de la fédération socialiste à tout jamais coupable d'avoir « tué le père ».

Personne n'imaginait alors que M. Vigoroux, unanimement désigné au moment de son élection comme un « maire de transition », deviendrait, au fil des mois, un candidat crédible à sa propre succession. Encore moins qu'il s'imposerait finalement comme un vainqueur en puissance du scrutin municipal, le premier organisé depuis la disparition de Gaston Defferre. Personne, sauf, peut-être, le maire de Marseille lui-même qui paraît n'avoir jamais douté de ses chances en développant inlassablement le même credo du maire qui « n'a pas démenti » et du socialiste « sans reproche ».

Désavoué par les instances nationales du PS, mais explicitement encouragé par l'Élysée, M. Vigoroux a joué, en fait, avec succès l'opinion contre le parti en prenant appui sur des sondages de popularité concordants et des comités de soutien actifs (renforcés, en janvier, par l'association Carrefour socialiste rassemblant les adversaires de M. Pezet, au sein ou en

marge du PS). Les spécialistes en communication auxquels il s'est confié ont, par ailleurs, peaufiné l'image dont il jouit aujourd'hui : celle d'un maire sortant légitimé par ses trois années de gestion, d'un candidat au-dessus des partis, voire apolitique, et d'un homme rassurant, neuro-chirurgien réputé, sans autre ambition que celle d'administrer sa ville en bon père de famille.

Paradoxalement, pourtant, il n'a été que coopté sans avoir eu le temps de marquer son demi-mandat de réalisations personnelles et il a derrière lui une fort longue carrière de militant et d'homme politique dont il ne peut faire abstraction. M. Vigoroux, en l'occurrence, est apparu à nombre de Marseillais comme la victime d'un sectarisme de son parti. Il a également bénéficié, de toute évidence, de l'usage de ses principaux adversaires et, sans doute, de l'aspiration au calme de la population marseillaise après une longue période d'affrontements politiques.

Le maire sur l'olympus des sondages

A l'exemple de M. François Mitterrand lors de l'élection présidentielle de 1988, le maire de Marseille a retardé jusqu'au bout son entrée en campagne. Pendant deux mois il s'est contenté de couper des rubans, un sondage d'opinion sur les intentions de vote lui donnant, le 3 février, un avantage psychologique énorme sur ses adversaires. Selon les résultats de ce sondage il serait alors arrivé en tête, au premier tour de scrutin, dans sept secteurs municipaux sur huit (1). Lorsqu'on est porté par une telle vague, on ne prend aucun risque, notamment celui d'un débat avec M. Jean-Claude Gaudin, décommodé aussitôt qu'il a accepté, au grand dam du chef de file de la droite marseillaise,

M. Vigoroux ne s'est finalement lancé dans la bataille qu'à douze jours du premier tour de scrutin à l'occasion de la présentation, très médiatique, de son bilan, de ses listes et de son programme. On l'attendait, en particulier, sur la composition de son équipe, en définitive sans réelle surprise avec un fort contingent de socialistes dissidents — aussitôt exclus — et un

« marais » de socio-professionnels cohabitant avec une poignée de communistes reconstruits.

Comment combattre un candidat qui ne s'expose pas et qui trône sur l'olympus des sondages ? Tel a été le problème que n'ont pas réussi à résoudre les principaux adversaires de M. Vigoroux. Désigné, dès la mi-novembre, comme le candidat officiel du PS, M. Michel Pezet a d'abord dû attendre jusqu'au 4 janvier que la rue de Solferino tranche, en sa faveur, une situation paralysante. Mais l'excitation du PS de M. Vigoroux ne lui a pas rendu, pour autant, sa liberté de manœuvre. D'abord parce que cette sanction n'avait pas, de toute évidence, reçu l'aval de l'Élysée. Ensuite parce qu'elle n'avait pas été approuvée par tous les dirigeants du parti — M. Joxe, entre autres, ne cachant sa préférence pour M. Vigoroux. Enfin, parce qu'il convenait de ménager toutes les possibilités d'un arrangement ultérieur avec le maire de Marseille.

Placé, dès lors, dans une position fragile, M. Pezet était exposé à toutes les surenchères pour constituer ses listes et mettre sur pied sa campagne. Alternativement en butte aux pressions du PC, des différents courants ou personnalités du PS et même du minuscule MRG, il perdait un temps considérable dans des tractations stériles, conclues, seulement, le 23 février. Aucune avance ne lui a, par ailleurs, été épargnée. Ni sa mise en cause dans l'affaire des fausses factures du Sud-Est, ni le ralliement de dernière heure de M. Bernard Tapie à M. Vigoroux.

En dépit de la défection d'une fraction notable de militants, pressés dans le camp du maire de Marseille, M. Pezet a conservé l'appui de la plupart des barons du PS marseillais (à l'exception de MM. Loo, Ohmetta et Léonetti qui ont fait partie de la chartre des trente-six exclus de la liste Vigoroux). Il a également eu la satisfaction de recevoir le soutien de MM. Michel Rocard et Lionel Jospin, le premier, mesuré, le second, inconditionnel et chaleureux. Galvanisé par les situations difficiles sinon désespérées — on l'a vu entre les deux tours de l'élection de 1983, — il a tout mis sur une campagne de terrain, courte mais intense, dont l'objectif est de mobiliser l'électorat de gauche « légitimiste ». Dans

cette tâche, il n'a guère été aidé par le Provençal, qui, à jout, en revanche, un grand rôle dans l'émergence du maire de Marseille.

Principale cible : M. Gaudin, présenté comme le fourrier de l'extrême droite et le porteur d'un projet « dangereux » pour Marseille. Dans les derniers jours de la campagne, M. Vigoroux n'a pas, cependant, échappé aux attaques de ses concurrents, notamment des communistes qui l'ont accusé de « manœuvre politicienne » consistant à « diviser la gauche pour lancer des passerelles sur sa droite ». On lui a également reproché de « s'arroger, à des fins personnelles, le travail d'une équipe ».

La droite désarçonnée

La tournure prise par les événements a, enfin, désarçonné la droite marseillaise. La « guerre socialiste », qu'elle s'était fait un plaisir de brocarder sur les murs de la ville, en décembre, lui laissait espérer une victoire facile. « Ce qui s'est passé ne correspondait pas à la ligne de plus grande probabilité », commente, avec un air consommé de la litote, M. Claude Bertrand, l'émancipation grise de M. Gaudin. Que d'efforts déployés, pourtant, pour convaincre les Marseillais que leur ville avait besoin de « sérieux », de « force » et de « courage » et trouverait ces qualités cardinales en M. Gaudin.

S'est-il trompé de campagne ? En 1983, il avait fait trembler sur son fauteuil Gaston Defferre lui-même. Mais de son propre aveu, il n'était pas prêt, alors, pour assumer les lourdes charges de maire de Marseille. Six ans plus tard, M. Gaudin a voulu persuader les électeurs qu'ils auraient en lui un véritable gestionnaire ayant fait ses preuves, depuis 1986, à la tête du conseil régional et, surtout, disposant d'un programme clair et cohérent, étudié sur toutes ses coutures. Une sorte de bible du développement de la ville à long terme. Son « projet pour un million de Marseillais » lancé en fanfare dès le 17 janvier et popularisé avec un grand luxe de moyens.

La démarche de M. Gaudin était certainement très louable mais sans doute trop exclusive. Sa volonté était aussi, il est vrai,

d'éviter une trop grande politisation du scrutin. Or, les programmes sont généralement peu lus — parce que peu crus — et ne constituent qu'un critère parmi d'autres dans le choix des électeurs. M. Gaudin a fini par s'en rendre compte à l'avantage déveillé, en dernier lieu, sa campagne sur le terrain en recevant le renfort de plusieurs personnalités de droite, au premier rang desquelles M. Valéry Giscard d'Estaing. Avec une « bonne liste » composée « d'hommes et de femmes d'honneur », il pensait, par ailleurs, marquer des points, qui n'ont pas été décisifs, sur ses adversaires.

Les élections de Marseille se seront, en fait, largement réduites à une bataille d'images qui a profité à M. Vigoroux au détriment de MM. Gaudin et Pezet. M. Gaudin s'en était avisé puisqu'il a pris soin, tout au long de la campagne, de se « recentrer » politiquement (il a notamment proclamé son refus de passer un accord de fusion avec le Front national). Reste à mesurer, dans les urnes, l'ampleur de l'« effet Vigoroux ».

Le problème majeur du maire de Marseille est celui du vote par secteurs qui repose, dans chacun des huit secteurs de la ville, sur la notoriété propre des têtes de liste. Habilement, M. Vigoroux s'est proclamé « candidat dans tous les secteurs » en tentant de réduire les différentes élections sectorielles à un seul et même scrutin se jouant sur son nom dans l'ensemble de la ville. On l'a vu, ainsi, dans les derniers jours de la campagne, se multiplier sur le terrain aux côtés de ses chefs de file.

Ses partisans, très optimistes, pensent qu'il peut réaliser le « grand chelem », c'est-à-dire arriver en tête, au premier tour de scrutin, dans tous les secteurs municipaux. La gauche, elle, compte bien lui disputer au moins trois secteurs (les 2^e, 7^e et 8^e) et la droite a, de même, l'espoir de l'emporter dans trois autres (les 3^e, 4^e et 5^e). Ce n'est qu'au soir du 12 mars que l'on pourra, éventuellement, des accords de deuxième tour, l'enjeu du scrutin pour la gauche étant évident : conserver la mairie « symbole » de la deuxième ville de France.

GUY PORTE.

M. Robert Lacoste est mort

M. Robert Lacoste, ancien ministre, qui fut notamment ministre résident en Algérie (1956-1957) et ministre de l'Algérie (1957-1958) durant la IV^e République, est décédé dans la nuit de mercredi 8 mars à jeudi 9 mars, à l'hôpital de Péri-gueux, à l'âge de quatre-vingt-dix ans. Robert Lacoste sera inhumé samedi 11 mars à Azert (Dordogne), son village d'origine.

Né le 5 juillet 1898 à Azert (Dordogne), Robert Lacoste, licencié en droit, a commencé sa carrière professionnelle comme fonctionnaire des finances. Il s'engagea très vite dans le militantisme syndical, devenant secrétaire de la fédération générale des fonctionnaires et membre de la commission administrative de la CGT.

Résistant, il fonda le mouvement Libération Nord et fut membre du conseil politique de Libération Sud. Délégué général adjoint du général de Gaulle pour la France occupée en 1944, il devient, dans le gouvernement de Gaulle de 1944-1945, secrétaire général à la production industrielle, puis ministre chargé du même portefeuille. Membre des deux Assemblées constituantes, il est élu député socialiste de la Dordogne.

Perquisitions à Blois après la distribution de tracts mettant en cause M. Lang. — Des perquisitions ont été effectuées, mercredi 8 mars, dans les permanences électorales des cinq candidats aux élections municipales à Blois (Loir-et-Cher) à la suite d'une distribution de tracts, dans les boîtes aux lettres et sur les pare-brises des voitures, mettant en cause M. Jack Lang, ministre de la culture, candidat à la mairie.

le journal mensuel de documentation politique après-demain
Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :
LA QUESTION SOCIALE
Avec notamment des articles de :
J.-M. GALLARD, B. KOCHNER, J. DRAY, J.-L. GURHARD, R. VIELLEARD, P. MACLOUF
Envoyer 30 F timbres à 2 F ou chèque à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro).

PICARD
LIBRAIRIE INTERNATIONALE
82, rue Bonaparte, PARIS VI^e
Métro : Saint-Sulpice
HISTOIRE - ARCHÉOLOGIE
ARCHITECTURE - BEAUX-ARTS
REGIONALISME
Livres neufs - Livres anciens
Catalogue trimestriel
Envoi sur simple demande

Le mensuel **Passages**
Mars 89
EXCLUSIF :
Comment l'extrême droite française prépare le centenaire de la naissance de Hitler
EN VENTE DANS TOUS LES KIOSQUES

A La Réunion

Un maire sortant déclaré inéligible

SAINT-DENIS-DE-LA-RÉUNION
de notre correspondant

C'est la stupéur à Sainte-Suzanne, petite commune de la côte est de la Réunion, au lendemain de la décision du tribunal administratif de Saint-Denis, qui a confirmé, mardi matin 7 mars, le rejet de la liste conduite par le maire sortant, M. Lucet Langevin (Parti communiste réunionnais). Dès la décision connue du tribunal, des centaines de personnes ont envahi le centre-ville de la commune, dressant des barrages, avant de les lever en début d'après-midi.

Vendredi dernier, M. Langevin, maire de Sainte-Suzanne depuis neuf ans, avait vu sa liste refusée par la préfecture de Saint-Denis, pour défaut de présentation des attestations légales de contribution. La pièce que présentait M. Langevin pour justifier qu'il était bien contribuable à Sainte-Suzanne n'était pas la bonne. Le maire sortant ayant

choisi sa liste deux heures à peine avant la limite du dépôt des candidatures, il n'avait plus eu le temps de demander aux services fiscaux la pièce manquante. Le tribunal administratif de Saint-Denis a estimé, mardi, que le maire de la Réunion était parfaitement habilité, dès lors, à rejeter la candidature de M. Langevin.

La juridiction a fondé sa décision sur ce seul aspect sans se prononcer sur le fond, c'est-à-dire sur l'éligibilité du maire sortant. Au cours d'une réunion avec ses partisans, mardi soir, le maire de Sainte-Suzanne les a invités à poursuivre la campagne électorale normalement. M. Langevin et le PCR tenteront d'ici dimanche de trouver une solution à ce problème inédit dans l'île.

Mais on se demande déjà si les élections auront lieu à Sainte-Suzanne le 12 mars et dans quelles conditions.

ALIX DIJOUX.

PROPOS ET DÉBATS

M. Laurent Fabius

Femmes

M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, a affirmé mercredi 8 mars à Moulins (Allier) que le PS « devrait être le premier parti féminin de France ». Il « trouverait normal » que le nombre de femmes élues atteigne 40 % dans les prochaines années. Venu soutenir la candidature tête de liste socialiste aux municipales à l'occasion de la Journée internationale de la femme, M. Fabius a estimé qu'une plus grande représentation des femmes dans la vie publique constituerait « l'un des deux ou trois grands changements majeurs en politique pour la fin du siècle ». M. Fabius a déclaré qu'il y ait « moins de femmes députées qu'à la Libération et seulement 4 % de femmes maires dans une seule ville de plus de 30 000 habitants, Edith Cresson, ministre des affaires européennes, à Châtelleraut (Vienne).

M. François Léotard

Union

Venu soutenir M. Francisque Collob, maire de Lyon, dans la campagne des municipales, M. François Léotard a appelé, mercredi 8 mars, à « l'union dans une période qui est suffisamment dure pour l'ensemble de l'opposition ». Interrogé sur les récentes critiques de M. Francisque

M. Charles Pasqua

Atonie

L'ancien ministre de l'intérieur, M. Charles Pasqua, a déploré, mercredi 8 mars, à Saint-Maur (Val-de-Marne), le climat politique actuel : « Nous vivons une période curieuse, bizarre, sans débat. Cette ambiance d'atonie et d'apathie n'est pas bonne pour la démocratie. »

MONTÉLIMAR (Drôme) :

exclusions du PS. — La direction nationale du Parti socialiste a décidé, mercredi 8 mars, d'exclure M. Firmin Chastel et huit autres de ses cotisiens, candidats à Montélimar (Drôme) contre le maire sortant M. Maurice Fie (PS). Le Monde daté du 8 mars. M. Chastel, adjoint sortant, était trésorier fédéral du PS dans la Drôme. Parmi les autres exclus — dont un autre adjoint — plusieurs sont adhérents du PS depuis sa création au Congrès d'Epinal en 1971. — (Corresp.)

Précisions. — M. Yves Laurent,

maire socialiste sortant de Saint-Sébastien-sur-Loire (Loire-Atlantique), conduira une liste d'union PS-PCF au premier tour des élections municipales, dans cette ville qui comptait 22 058 habitants au dernier recensement local. Nous avions omis de le citer dans la liste des 389 villes (dont 390) de plus de vingt mille habitants publiées dans nos éditions du 8 et du 9 mars. En outre, M. Bruno Duval (PS) est le tête de liste d'union de la gauche à Sèvres (Hauts-de-Seine) et non pas M. Roger Fejzzyrbag.

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP
64, rue La Boétie, 45-63-12-66
MONTÉLIMAR 38.15 CODE A3T
prix OSP

VENTE sur folle enchère

en palais de Justice à Paris, le jeudi 23 mars 1989 à 14 h, en un LOT UN APPARTEMENT
Bât. A par esc. 3, au 6^e étage, de l'immeuble
à PARIS (15^e)
116-118 Bd de Grenelle
situé à gauche de l'axe, à l'angle Sud-Ouest de l'immeuble comp. 2 pièces principales, salle d'eau, w.c. et cuisine.
Mise à prix : 80 000 F
S'adresser à la SCP COURTEAULT, LECOQ, RIBEAUD-DUMAS, avocats, 17, av. de Lamboille, Paris (16^e)
Tél. : 45-24-46-40.

Vente sur saisie au pal. de Just. Paris jeudi 30 mars 1989 à 14 h 30
STUDIO A PARIS (2^e)
194 à 280, rue SAINT-DENIS et Cours du Roi-François mise n° 6/étage
accès à porte dr. : entrée coin cuis., s. b.m., w.c., p. couv. une chambre s/rue. - M. à p. 60 000 F. S'adr. à M^{rs} Hervé ROBERT ESCP ROBERT MOREAU et associés, avocats, 5, rue de Stockholm à Paris (8^e). Tél. 42-93-31-30.

Vente sur saisie immobilière, au palais de Justice de Paris le JEUDI 23 MARS 1989, à 14 h 30
BOULIQUE - 47, RUE DE LAPPE
à PARIS (11^e) - 1^{er} étage - 4 V. V.
S'adr. à M^{rs} Bernard MALINVAUD, avocats, 1 bis, place de l'Alma, Paris (16^e).
Tél. : 47-23-73-78. Tous avocats près Trib. Gde Inst. de PARIS.

Vente après accept. bloff. pal. de Just. Paris lundi 20 mars 1989 à 14 heures
LOGEMENT A PARIS-19^e
158, RUE DE FLANDRE - Bât. D, 5^e étage sous comble : 1 pièce cuis., s. b.m., LIBRE DE LOCATION
et OCCUPATION M. à P. : 30 000 F
S'adr. M^{rs} G. JOHANET, avocats, anciens avocats associés de la SCP Y. Nover et autres, 43, av. Hoche, Paris 8^e. Tél. 47-66-43-40.
(POSTE 456) de 10 à 12 h. - Pour vis. s/j. 17 MARS 1989 de 14 h 30 à 15 h 30.

Vente sur saisie immobilière, au palais de Justice de CRÉTEIL le JEUDI 23 MARS 1989, à 9 h 30
UN PAVILLON D'HABIT. à ABLO-SUR-SEINE (94)
20, rue Pitois
M. à P. : 250 000 F S'adr. SCP GASTINEAU, MALANGEAU et BOITELLE-COUSSEAU, avocats associés à PARIS 6^e - 2, carrefour de l'Odéon. - Tél. : 46-33-02-21. Tous avocats près trib. gde inst. de CRÉTEIL. Sur les lieux pour visiter.

Vente sur saisie immobilière, au palais de Justice à PARIS le JEUDI 23 MARS 1989, à 14 h 30
UNE BOULIQUE - 5, BD ORNANO
à PARIS (17^e) - 1^{er} étage - sous comble
M. à P. : 100 000 F S'adr. pour renseignements à SCP CHAVER, WILLAUME avocats associés à PARIS 7^e - 13, bd Raspail. Tél. : 45-49-22-40. Tous avocats près trib. gde inst. de Paris. Sur les lieux pour visiter.

LA PASSION L'EMPORTE.

ANTENNE 2 ET SES COPRODUCTIONS CINEMA GRANDS VAINQUEURS AUX CESARS 89



6 CESARS POUR 2 FILMS COPRODUTTS PAR FILMS A2:

- MEILLEUR FILM FRANÇAIS *"Camille Claudel"* coproduit avec Films C. Fechner.
- MEILLEURE ACTRICE I. ADJANI pour *"Camille Claudel"*.
- MEILLEURE PHOTO pour *"Camille Claudel"*.
- MEILLEUR DECOR pour *"Camille Claudel"*.
- MEILLEURS COSTUMES pour *"Camille Claudel"*.
- MEILLEUR JEUNE-ESPOIR MASCULIN S. FREISS dans *"Chouans"* coproduit avec Partners Production.

26 NOMINATIONS POUR 7 FILMS COPRODUTTS PAR FILMS A2:

- *Drôle d'endroit pour une rencontre.*
- *Quelques jours avec moi.*
- *Une affaire de femmes.*
- *Les années sandwichs.*
- *L'enfance de l'art.*

Et, bien sûr,

- *Camille Claudel.*
- *Chouans.*



Passionnement

Politique

La préparation des élections municipales

Tours : le président de la chambre de commerce à l'assaut de M. Royer

TOURS
de notre envoyé spécial

Quels que soient les résultats du premier tour, les électeurs tourangeaux devront remercier M. Roland Weyant. Inconnu ou presque avant de faire valoir ses ambitions municipales, cet expert-comptable de quarante-sept ans, président de la chambre de commerce et d'industrie, aura par son seul acte de candidature réussi à révéler la préfecture d'Indre-et-Loire, cette agglomération de cent quarante mille personnes dont tout le monde sait — sauf peut-être ceux qui y vivent — qu'elle souffre d'un mal chronique et pernicieux, une sorte d'impénitence majeure à la politique et aux débats d'idées qu'elle implique.

Il y a ici deux écoles pour expliquer l'origine de cette inquiétante pathologie. L'une — proche variante de la théorie bordelaise des climats — fait valoir que si les Tourangeaux sont ce qu'ils sont, c'est à cause d'un cocktail par trop émollient fait de vins de Loire, d'une douceur de vivre millénaire et d'une bourgeoisie ancestrale qui n'a jamais fondé son ascendant dans l'exercice de fonctions électives. L'autre, plus politique, ne voit là que le résultat de trente ans de pouvoir municipal sinon véritablement tyrannique du moins sans grand partage.

Sans doute la vérité doit-elle être cherchée à mi-chemin, les multiples mandats successifs de Jean Royer n'étant pas, en toute hypothèse, de nature à passionner la ville pour la gestion de ses propres affaires. Tout pourtant est en train de changer. D'abord parce que le « député-maire » se présente vraisemblablement pour son dernier mandat municipal. Ensuite parce que, coïncidence ou non, il doit, pour la première fois, faire face à une opposition inédite : celle des « professionnels » — des commerçants pour beaucoup — conduite par M. Roland Weyant.

« Rien ne va plus depuis 1974 »

L'affrontement était-il depuis longtemps prémédité ? Le président de la chambre de commerce et d'industrie assure que non. Il y avait pourtant eu sous sa signature la publication — une édition de la *Nouvelle République* — d'un ouvrage intitulé *Touraine réveille-toi !* qui, parce qu'il remettait en cause la gestion et l'ensemble des choix municipaux de ces dernières années, ne fut pas sans faire quelques bruits ni sans conférer à son auteur une petite notoriété chez les notables tourangeaux.

« Avoir une ambition pour la Touraine », écrit l'auteur, « c'est vouloir mettre en place une vraie structure urbaine à l'échelle de toute l'agglomération tourangeonne : la

ville de Tours et ses dix-neuf communes avoisinantes. Les soi-disant querelles d'hommes ou les soi-disant divergences idéologiques ne sont que des prétextes à un refus fondamental de certains. Une ambition pour la Touraine peut difficilement être portée par un homme seul, aussi convaincant soit-il. Qui demain dira qu'il est porteur d'une telle ambition, qualité humaine qui devient vaine lorsqu'elle est ce désordre d'une réussite d'ordre supérieur ? » M. Roland Weyant ne tarda pas à répondre personnellement — qui en doutait ? — à cette dernière question.

Début février, avec « Touraine alternative », il passait à l'offensive en organisant une primaire à droite et en attirant sur sa liste en deuxième et troisième position un ancien et un tout récent collaborateur du maire sortant. Ce dernier venait-il cela comme une trahison ? « Il ne s'agit pas pour nous d'une déclaration de guerre, assure le président de la chambre de commerce et d'industrie, mais plus simplement de la mise en route du changement ».

C'est peut-être oublier que précisément plaider pour le changement à Tours, c'est, d'une manière ou d'une autre, immédiatement engager le combat contre celui qu'on accuse alors directement d'immobilisme.

On est pourtant loin ici de la guerre fratricide. « Soyons juste », dit M. Weyant, « les quinze premières années passées par M. Royer à la tête de la municipalité furent plutôt une réussite. C'est grâce à lui en particulier et à sa politique d'urbanisme que Tours est aujourd'hui une ville agréable à vivre. Mais il faut reconnaître que depuis 1974 rien ne va plus. Ce n'était pas un économiste et il n'a pas su s'entourer d'hommes compétents ».

« Moralisateur et pudibond »

S'il peut apparaître sévère, le réquisitoire n'a rien d'irréversible et les portes de la négociation restent ouvertes, selon M. Weyant, grandes ouvertes pour le second tour. Si second tour il y a.

Car quand bien même il s'épuiserait, le crédit de M. Royer pourrait lui permettre d'une septième fois de faire l'économie d'un ballottage. Son concurrent de droite est peut-être parti un peu tardivement en campagne et, selon le Front national, il n'a su s'entourer que d'une bande de copains plus intéressés par le golf que par la politique municipale. Pour ajouter à l'impression de désordre, une autre liste de « droite populaire » vient de faire acte de candidature.

M. K.

A gauche, l'ordre règne. Jean Germain quarante et un ans, président de l'université et directeur de cabinet d'André Laignel, ayant réussi à rassembler les « forces de progrès » sous son nom. Son analyse n'est pas sans point commun économique, avec celle de « Touraine alternative », et son objectif demeure modeste : « Réussir à mettre le maire sortant en ballottage ».

C'est à peine si, en dépit du contexte électoral, le chef de file local de la gauche, soucieux de défendre à sa manière un « socialisme humaniste » et son « mitterrandisme », se risque à évoquer « le Royer qui brûle les livres, qui renverse Le Pen trois fois de suite, le Royer moralisateur et pudibond ».

L'inconnue, s'il y en a une, réside dans le score de la liste des Verts conduite par M. Dominique Boutin. La récente affaire de pollution de la Loire par l'usine Protex et plus encore les choix très critiqués dans les milieux écologistes d'aménagement du cours du fleuve par M. Royer expliquent peut-être le succès potentiel de cette liste qui, comme toujours au premier tour, ne se réclame ni de droite ni de gauche.

Face à tout cela, M. Royer, qui mène campagne depuis beaucoup plus longtemps que tous ses adversaires, annonce qu'il n'a, tout bien compté, que soixante-huit ans, l'énergie nécessaire à ses ambitions et des promesses à rembourser : six mille emplois dans les six ans, cinq mille logements, trois mille places de parking, un Zénith de cinq mille cent cinquante places au sud de la ville et un vélodrome au nord.

Pourtant, au-delà des conflits, des enjeux et des résultats à venir de la prochaine échéance électorale, tout le monde sait que bientôt rien ne sera plus comme avant. Après avoir bouleversé toute la hiérarchie de ses collaborateurs, M. Royer n'a pas encore de dauphin désigné. La compétition à droite risque fort de ne pas apporter d'éclaircissement, et la gauche demeure depuis trop longtemps en souffrance d'implantation pour imposer rapidement son bon sens.

Et l'on imagine déjà, entre la Loire et le Cher, que M. Jack Lang, candidat à Blois contre M. Pierre Sudreau, et M. Bernard Debré à Amboise, sur la liste de son père, pourraient bien rapidement regretter de n'avoir pas pensé à défendre les couleurs de la capitale ligérienne face à l'expansion dangereuse de cette commune Orléans, Angers ou Poitiers.

JEAN-YVES NAU.

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, sous la présidence de M. François Mitterrand, mercredi 8 mars au palais de l'Élysée. Au terme des travaux du conseil, le service de presse de la présidence de la République a diffusé un communiqué dont voici les principaux extraits :

● LA SÉCURITÉ ET LA TRANSPARENCE DU MARCHÉ FINANCIER
(Lire page 31 et le Monde du 8 mars).

● LE PACIFIQUE SUD

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer et le ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, ont rendu compte au conseil des ministres de la réunion des hauts fonctionnaires français civils et militaires en fonction dans le Pacifique sud qu'ils ont présidée à Nouméa les 10, 11 et 12 février 1989. L'évolution de la situation en Nouvelle-Calédonie permet à la France de mettre en œuvre une nouvelle politique dans le Pacifique sud.

L'action du gouvernement dans le Pacifique sud tendra à associer plus étroitement les territoires d'outre-mer à l'action de la France dans la région et à favoriser une coopération plus active de leur part avec les Etats insulaires et les grands pays riverains de la région.

Dans ce but, des mesures concrètes ont été arrêtées parmi lesquelles : la formation, à l'université française du Pacifique, de cadres locaux ; l'approfondissement des liens entre la CEE et la commission du Pacifique sud, en particulier dans le cadre de la Convention de Lomé entre la Communauté européenne et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ; le resserrement des

liens entre la métropole, les territoires d'outre-mer et tous les Etats du Pacifique.

Ces actions seront coordonnées par le secrétaire permanent pour le Pacifique sud, qui sera chargé de préparer une prochaine réunion du conseil du Pacifique sud.

● L'ACTION DU SECRÉTARIAT D'ETAT CHARGÉ DES DROITS DES FEMMES

M^{me} André, secrétaire d'Etat chargée des droits des femmes, a présenté au conseil des ministres une communication relative à l'action du gouvernement en ce qui concerne la situation des femmes au travail.

L'évolution récente du travail des femmes montre qu'un trop grand nombre de femmes occupent encore des emplois de peu de responsabilité ou insuffisamment qualifiés.

Pour remédier à une situation d'emploi et de formation peu satisfaisante, deux préjugés doivent être écartés : il n'existe pas de travail par nature féminin ; le travail féminin n'est pas un travail d'appoint. L'effort doit être poursuivi pour qu'à travail égal corresponde un salaire égal à celui des hommes.

Pour faire respecter les textes sur l'égalité professionnelle et favoriser le développement des divers modes de garde des enfants, le gouvernement :

- lancera des plans d'égalité professionnelle dans les entreprises ;
- créera un réseau d'entreprises pilotes ;
- augmentera le nombre de bourses de la vocation scientifique et technique destinées à des jeunes femmes ;
- aidera les femmes qui veulent créer, agrandir ou reprendre une entreprise, grâce au fon de garantie récemment créé.

M. François Cailleteau devient chef du contrôle général des armées

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, le conseil des ministres du mercredi 8 mars a nommé chef de contrôle général des armées le contrôleur général des armées François Cailleteau, en remplacement du contrôleur général des armées Henri Blandin, qui atteint la limite d'âge de son grade.

Fort de cent soixante personnes environ, le corps du contrôle général des armées est chargé, sous la tutelle directe du ministre de la défense, de vérifier l'observation des lois, règlements et instructions gouvernementales par tous les organismes qui composent l'institution militaire. En particulier, il est chargé de surveiller le droit des personnes et les intérêts de l'Etat, et ce contrôle

s'exerce la plupart du temps a posteriori.

Né le 17 mai 1938 à Limoges (Haute-Vienne), ancien saint-cyrien et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, François Cailleteau a été admis dans le corps des contrôleurs des armées en 1974. Entre 1981 et 1983, il a été directeur adjoint du cabinet civil et militaire du ministre de la défense, M. Charles Hernu, avant d'être nommé directeur de la fonction militaire et des affaires juridiques jusqu'en 1986, date à laquelle il prend les responsabilités de directeur de la fonction militaire et des relations sociales à la suite d'une réorganisation interne au ministère de la défense décidée par M. André Giraud.

En juin 1987, François Cailleteau devient chargé de mission « études générales » au département de contrôle des missions et affaires générales, qui est l'un des quatre départements au sein du contrôle général des armées.]

Le médiateur ne veut pas être assimilé à une autorité administrative

M. Paul Legatte, médiateur de la République, ne veut plus être assimilé à une autorité administrative. En présentant son dernier rapport annuel, il a récemment contesté la jurisprudence du Conseil d'Etat, qui dans une décision du 10 juillet 1981 avait émis l'avis que le médiateur « en raison notamment de son mode de nomination... a le caractère d'une autorité administrative ». Situation préjudiciable au bon fonctionnement de l'institution, estime M. Legatte.

En assimilant le médiateur à une autorité administrative, le Conseil d'Etat l'a en effet rattaché au pouvoir exécutif, déplore M. Legatte, ce qui contrarie l'idée que tout un chacun doit se faire de l'indépendance de l'institution. M. Legatte, membre honoraire du Conseil d'Etat, ancien membre du Conseil constitutionnel (où il a siégé moins de trois ans) appelle de ses vœux des modifications de ce qu'il estime être des « effets pervers » de l'attitude du Conseil d'Etat.

Il conviendrait, estime M. Legatte, que le Parlement prenne l'initiative d'affirmer que le médiateur de la République est une « autorité indépendante agissant dans le cadre du contrôle du Parlement sur l'administration ».

Cette précision, qui « aurait l'avantage de montrer que la mission du médiateur ne peut être sous influence administrative », devrait selon M. Legatte être accompagnée de deux modifications de la loi en vigueur. D'une part le médiateur de la République pourrait être nommé en conseil des ministres (c'est déjà le cas), mais désormais parmi des candidats présentés par le président du Sénat et celui de l'Assemblée nationale.

D'autre part les crédits du médiateur de la République seraient désormais inscrits dans la même rubrique que ceux destinés au Parlement et au Conseil constitutionnel et non plus, comme c'est le cas actuellement, au budget du premier ministre.

M. K.

FÊTE DU PRINTEMPS
FÊTE DES PRIX

Jusqu'au 11 mars
dans tous les rayons et sur
des grandes marques.

TROIS DERNIERS JOURS DE PRIX EXCEPTIONNELS

Mesures individuelles

Le conseil des ministres du mercredi 8 mars a adopté les mesures individuelles suivantes :

Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice, — M. Jean-Pierre de Longeville, conseiller d'Etat, est maintenu, sur sa demande, en position de disponibilité pour convenances personnelles pour une période de trois ans.

Sur proposition du ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale,

— M^{me} Marie-Thérèse Funel, administrateur civil, est nommée directrice de la pharmacie et du médicament à l'administration centrale du ministère de la solidarité, de la santé et de la protection sociale.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 9 mars 1989 :

UNE DÉCISION

● N° 89-15 du 7 mars 1989 du Conseil supérieur de l'audiovisuel relative au droit de réplique.

DES LISTES

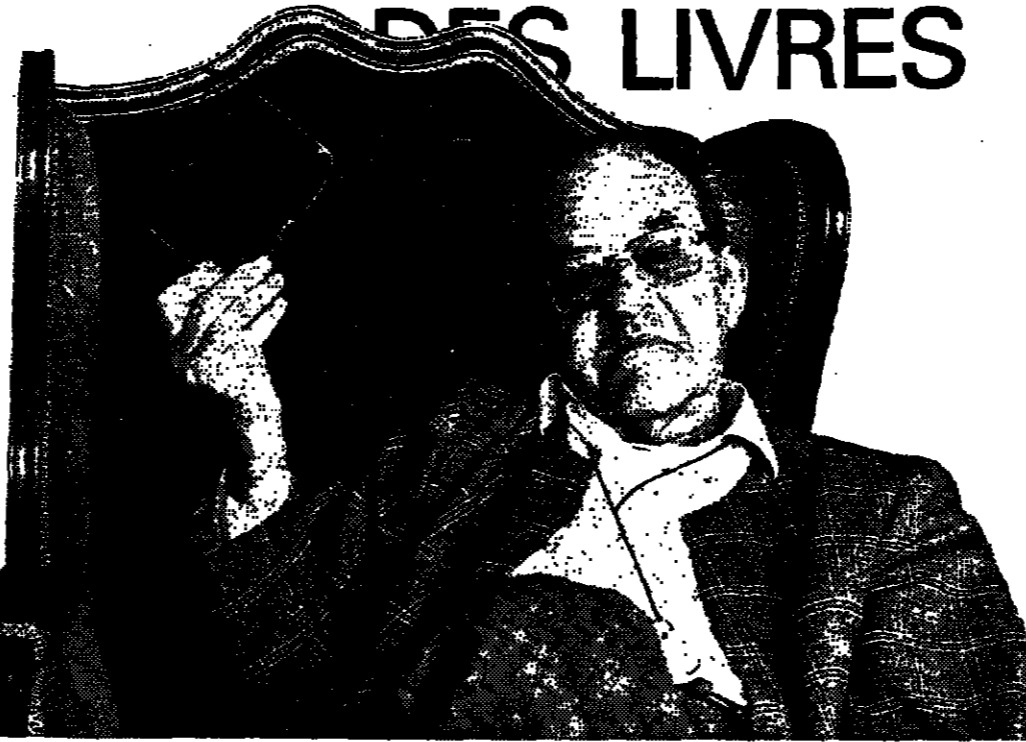
● Des élèves de l'Institut national des sciences appliquées de Lyon ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement en 1987.

● Des élèves de l'Ecole spéciale des travaux publics, du bâtiment et de l'industrie ayant obtenu en 1987 le diplôme de conducteur de cet établissement.

Le communiqué
du conseil des ministres

Le Monde

DES LIVRES



Romancier
allemand,
il a traversé
le siècle
sans être aperçu.
Mais il est
aussi étonnant
que Musil.

Albert Thelen, passager clandestin

EN même temps que *L'Homme sans qualités* de Musil paraissait en 1953 l'autre grand roman allemand de ce milieu de siècle, *l'Île du second visage*, de Thelen. Musil évoquait et analysait l'année 1913 à Vienne, et du même coup les dernières heures de la vieille Europe du dix-neuvième siècle. Thelen parlait des années 30 et de toutes les formes de folie qui font encore notre présent. Ces deux romans monumentaux avaient été écrits dans un exil solitaire et dans une pauvreté proche du dénuement. Ils avaient surtout en commun deux qualités rarement présentes (et encore plus rarement conjuguées) dans le roman allemand contemporain : l'humour joyeux et le style !

Musil, mort alors depuis dix ans déjà, connaît une véritable gloire posthume, même en France. Thelen vit encore, et, quoique son roman soit d'une lecture plus facile que l'opus musilien, il est demeuré un marginal

inclassable, adulé par les *happy few*. La vie étrange qu'il a menée y est sans doute pour quelque chose.

Né en 1903 entre Ruhr et Hollande, Albert Thelen se fait renvoyer du lycée et devra attendre la cinquantaine (et la publication de ce roman) pour qu'on lui décerne le titre de bachelier... *honoris causa* ! Apprenti souffreteux et malheureux, c'est un lecteur insatiable et impénitent. Dans un séminaire de l'université de Cologne, il glane le prénom médiéval de Vigoleis, qui lui sert désormais à désigner son propre personnage dans une œuvre largement autobiographique.

Guide
pour touristes

Avec sa Béatrice, rencontrée en 1928 et qu'il n'a plus quittée depuis lors, cet individualiste va traverser notre siècle en passager clandestin, mais en quittant plu-

sieurs fois le bateau pour échapper aux dictatures. En 1931, le couple part pour Majorque afin d'y venir en aide au frère de Béatrice, se disant malade, en fait accablé de méchantes affaires. En 1936, devant la conjonction de plus en plus efficace du franquisme et du nazisme, nouvel exil, forcé cette fois, qui mène avec quelques dévotions jusqu'au Portugal et sur les terres du poète mystique et ami Teixeira de Pascoas. En 1947, le régime de Salazar contraint Don Vito et Béatrice à faire encore leur bagage : à recroquer leur caisse de livres... Le couple va se fixer pour un temps à Amsterdam. C'est là que s'écrit, à une quinzaine d'années de distance par conséquent, le récit romancé du séjour à Majorque : c'est *l'Île du second visage*. Puis ce sera la Suisse (Ascona, Vevey, Lausanne), pendant trente ans ; et enfin, depuis peu, la Rhénanie natale.

Tout à tour secrétaire, traducteur, guide pour touristes ou gar-

dien de villas, Thelen, en fait, n'a jamais eu d'autre métier que la littérature — mais il n'a jamais fait non plus de la littérature un métier.

Outre quelques poésies et quelques rares articles, il n'a publié qu'un autre roman, dont l'action se situe à Amsterdam (*le Monsieur noir nommé Bassebeube*, non traduit en français) et dont la verve cocasse n'atteint pas aux sommets de *l'Île*. Vigoleis reste donc pour l'essentiel l'auteur d'un seul livre... dont il est le personnage essentiel ! Mais quel livre !

Cosmopolite
et polyglotte

Picaresques et romantiques, ces pages foisonnantes sont impossibles à résumer, sinon globalement : comme le récit d'une perpétuelle quête d'un travail et d'un logis, à Majorque, entre 1931 et 1936. Béatrice et Don Vito se débattaient, avec ténacité, avec humour et parfois avec désespoir, dans une société bigarrée où, venus de tous pays, des originaux parfois célèbres (Keyserling, Kessler, Ranke-Graves) se mêlent aux originaux du cru, moins notoires mais non moins pittoresques, depuis les prostituées jusqu'aux matadors. A la faveur des aventures miteuses et grandioses, rocambolesques en un mot, que le *struggle for life* impose aux deux héros, ce microcosme insulaire et méridional devient un véritable « théâtre du monde », dans la meilleure tradition baroque — à moins que ce ne soit celle des carnivals rhénans.

Cosmopolite et polyglotte par goût plus encore que par nécessité, notre Vigoleis sait tirer de l'allemand — et de quelques autres idiomes qu'il y mêle à petites doses savantes — de quoi nous communiquer irrésistiblement sa jubilation féroce d'humaniste allègrement désespéré par la folie du monde. Cette prodigieuse virtuosité verbale a trouvé en Dominique Tassel un traducteur français à la fois inventif et rigoureux qui mérite qu'on lui rende hommage. Car la gageure n'était pas mince. Thelen allie, en effet, à la truculence langagière une subtilité de vieux lettré pour qui l'érudition, voire la curiosité éotérique, peut parfois être tout aussi croissante que la franchise rigolade. Bref, ce roman fort peu bref est un perpétuel feu d'artifices !

Au centre de l'éblouissant kaléidoscope, le couple : merveilleux personnage à deux têtes, gentiment conflictuel, pince-sans-rire et cultoté, indéfectiblement et pudiquement uni. A la périphérie, l'horizon menaçant des bêtises militantes que l'on sait...

Oui, vraiment, un grand livre, à vous couper le souffle. De lire. D'étonnement. D'admiration.

BERNARD LORTHOLARY.

* *L'ÎLE DU SECOND VISAGE*, d'Albert Thelen, traduit de l'allemand par Dominique Tassel, Fayard, 771 p., 180 F.

Pour la traduction de cet ouvrage, Dominique Tassel vient d'obtenir le prix Gérard de Nerval, décerné par la Société des Gens de Lettres. D'une valeur de 20 000 F, ce prix est complété avec le Prix Paul-Célan remis, lors de la dernière Foire de Francfort, à Simon Werle, un écrivain de trente-trois ans, pour ses traductions, en allemand, de Racine, Segalen, Leiris, Genet, Koltès, etc.

Les nouveaux aristocrates

Une « noblesse d'école » aujourd'hui, comme jadis la noblesse de robe ? Pierre Bourdieu persiste et signe. Brillamment.

VOICI quatre lauréats du concours général. Le premier, couronné en français, fils de cadre supérieur, habite Paris, lit beaucoup, va souvent au cinéma, au théâtre, au concert, aimerait devenir écrivain, juge d'enfants ou peintre, et attribue son succès à l'« originalité » de sa copie et peut-être à son « style ». Le deuxième, récompensé en version latine, réside à Lille, où son père est ingénieur en électronique, sort peu, ne cite parmi les romanciers et les peintres qu'il admire que des noms ultracourus comme Camus ou Renoir, se verrait volontiers professeur, journaliste ou diplomate et pense qu'il a réussi une « bonne traduction ». Le troisième, distingué en géographie, vient d'Autun, où son père est représentant de commerce, aime Rousseau, Vigny, Valéry, se destine à l'enseignement de l'histoire et considère que son devoir était « d'être honnête, moyen, sans plus ». Le quatrième, fils de charcutier à Chartres, a obtenu un accessit en sciences naturelles : il estime que ce prix est dû à la « sobriété » et à la « netteté » de son travail, indique Brasseur comme seul poète contemporain important, Picasso et Van Gogh (sic) comme peintres préférés, et voudrait être chercheur, professeur de sciences naturelles ou vétérinaire.

Quatre profils, quatre destins. A travers ces portraits se dessinent quelques-unes des hiérarchies que l'école sanctionne par ses méthodes de classement et que ses usagers — maîtres et élèves — intériorisent plus ou moins consciemment : du français au latin puis à la géographie et aux sciences naturelles se décline la gamme descendante des disciplines, qui se distinguent selon la part qu'elles accordent au « talent » ou au « travail », au « brillant » ou au « terme », au « cultivé » ou au « scolaire ». Comme par hasard, cette opposition, que les lauréats du concours général reprennent à leur compte dans le jugement qu'ils portent sur leur propre production et que les examinateurs appliquent sans

y penser dans leurs corrections, en recoupe une autre, qui affecte les origines sociales des lycéens. Leurs réponses permettent ainsi d'établir la façon dont l'école opère « des classements qui, quoiqu'ils soient de toutes les apparences de la neutralité, reproduisent les classements sociaux préexistants ».

Ingéniosité
et rigueur

Ceux qui connaissent le travail de Pierre Bourdieu, tel qu'il se développe depuis plus de vingt-cinq ans, et qui savent la place qu'y occupe la sociologie de l'éducation, point nodal à la fois de toute sociologie de la connaissance et de toute sociologie du pouvoir, retrouveront dans ce livre des thèmes familiers, mais ils s'apercevront que jamais sans doute ceux-ci n'ont été traités par l'auteur avec une telle richesse d'information, une telle puissance de réflexion, une telle combinaison de précision dans le détail et d'ampleur dans la vision d'ensemble.

Les enquêtes auprès des lauréats du concours général, qui servent à établir « les formes scolaires de classification », ne sont qu'une des multiples données sur lesquelles s'appuie le livre : les rapports des jurys d'agrégation, les notices nécrologiques de l'annuaire des anciens élèves de l'Ecole normale supérieure, les réponses des élèves d'une vingtaine de classes préparatoires, littéraires et scientifiques, à de minuscules questionnaires, les comptes rendus d'entretiens approfondis avec des étudiants et des professeurs, les résultats d'investigations longues et scrupuleuses auprès des élèves de quatre-vingt-quatre grandes écoles, des sources écrites de toute nature enfin, font l'objet d'une lecture attentive dont on ne sait trop ce qu'il faut admirer, de l'ingéniosité inventive ou de l'infatigable rigueur.

THOMAS FERENCZI
(Lire la suite page 18.)

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Secret de famille, d'Irène Frain

Ça fonctionne...

« **P**OURQUOI parlez-vous si rarement des romans de grande vente dits faciles, ou encore : populaires ? Ils vous paraissent indignes de votre attention, du nom de littérature ? » La question n'est posée avec la même fréquence que la question contraire : « Quoi ! Vous vous attardez à pareils produits, qui n'ont rien à voir avec l'art littéraire ? Dites-nous plutôt quel penser — quel penser ! — des dernières tentatives de la psycho-linguistique ou de la poésie kurde... » Les deux soupçons d'écriture goimée et d'électisme démagogique devraient s'annuler : ils s'ajoutent l'un à l'autre. Répondre aux deux griefs en parlant un peu de chaque extrême revient à rendre une justice distributive. Le confort n'est pas au bout.

Aujourd'hui, parlons livres de gare. Irène Frain dispose d'une enviable réputation dans le genre. *Le Nabab* (1982) fut un triomphe : à lui seul, il a attiré les tirages cumulés des poètes et des essayistes pour un an. Cela impose la curiosité, sinon le respect. On dit que *Modern style* (1984) et *Désirs* (1986) ont moins marché. Cela prouve seulement que le commerce n'est pas une science exacte.

Secret de famille fera-t-il un meilleur score à la loterie des grosses ventes ? Au doigt mouillé, on dirait que oui. Tous les « ingrédients » y sont — c'est le mot consacré : province épre, fortunes bâties goulument, conflits sans merci, etc. Et, bien sûr, le siècle pour décor. Ah, ce siècle ! On a beau l'aimer comme une mère — on n'en a qu'une, disent-elles — à force de la voir balayé, dévoté en fond de tableau, en tapis roulant, derrière trois ou quatre générations de personnalités, ses guerres, ses autos, ses chapeaux cloches commencent à revenir un peu souvent ! On se croirait devant la même feuilleton, devant une « rediff. », pour parler comme les programmes télé.

INGRÉDIENT : ou pas, rien de tel que les bielles de famille pour que le lecteur s'identifie et, partant, tourne les pages. Les nœuds de vipères indémêlables, chacun connaît. A fortiori si le clan des assis résiste à celui des parvenus, et si s'acharne à gagner une femme de caractère, fermée sur ses secrets ! On mettrait aux voix le sentiment

qui fascine le plus le grand public, après l'amour, je prends les paris : ce serait la ténacité.

Marthe en est une, de ténacité. Elle tient cela, comme souvent, d'une naissance floue : pas de père à l'horizon, rien qu'une initiale dans un boîtier de montre, et qui sent l'étranger ! Il n'en faut pas plus pour que les minotiers d'avant 1914, entre Touraine et Beauce, traitent de juive la nouvelle venue. Le couvent est un bon endroit pour mûrir les revanches. Un amour sans lendemain fait bien, aussi. Marthe n'aura connu qu'une vraie passion, un certain Rodolphe, autrement physique que celui de Bovary, une bête, qui la prend dans les sablières de la Loire, sans un mot, la rage au ventre. A l'heure de mourir, près d'un pôle éteint, le regard ailleurs, c'est vers ces étreintes faites de vraie envie, et pures des frimés de la vie sociale, que la mémoire de Marthe, engourdie, se tournera.

Donc, elle se venge. Le monde des meuniers locaux ne l'a pas reçue : elle le prendra comme on enlève une citadelle, pour le seul bonheur d'entendre ses ennemis crier grâce, chez le notaire où s'accumulent ses bulletins de victoire.

RODOLPHE ayant fui, engagé pour l'Afrique et bientôt noyé après boire, Marthe, enceinte, épouse le frère — autre rebondissement qui, d'autant en emporte le vent à la bicyclette bleue, pleut aussi automatiquement que les tirades contre les impôts dans le théâtre de boulevard ! Par le mari, elle va atteindre le beau-père, seul partenaire à sa mesure, et l'héritage, but suprême. Au rictus du patriarcat, elle oppose ces yeux à la fois indifférents et brûlants que l'on sent résolus à toutes les patiences.

Le vieux père Monsacré — on pense à Gabin, qui s'appelait, sauf erreur, Moncorge, — flaire aussi un adversaire digne de son propre appétit de possession et de puissance. Le temps de Balzac n'est pas mort. Beaucoup d'êtres ne rêvent, sur terre, qu'à amasser, qu'à se gâcher la vie, fortune faite, à l'idée que d'autres, dont certains détestés, en profiteront.

(Lire la suite page 19.)

INTEMPS
S PRIX

ACCEPTATIONS



Toutes les voix d'« Orphée »

LES grandes entreprises éditoriales sont rares, les « folles » éditoriales plus rares encore. L'annonce du projet « Orphée », nom de code d'une opération d'invasion poétique, indiquait qu'une mission magistrale, risquée, mais hautement nécessaire, était en cours. Le maître d'œuvre ? Un inconnu, un poète, Claude-Michel Cluney. L'éditeur ? Un audacieux placide, Joaquin Vital, qui n'avait pourtant jamais légitimé à ce point l'emblème de sa maison : La Différence.

Au départ, l'idée est simple, presque banale : fonder une collection bon marché exclusivement consacrée à la poésie. Les défis ne se révèlent qu'ensuite : qualité d'impression, présentation critique, édition bilingue et surtout choix témeraires, voire insolent, des auteurs et des textes (1). Proposer ainsi, en numéro un, les *Psaumes pénitentiels* du roi David (2) ne manque pas de panache. Mais il ne s'agit nullement d'une provocation inaugurale, l'ensemble du programme participe de ce même esprit qui suscite et accompagne sans cesse la surprise, l'impatience, la jubilation. « En fait, dit Claude-Michel Cluney, je n'entends me priver, si possible, d'aucun des grands livres de la poésie universelle, qu'ils soient contemporains ou pas, qu'ils aient été écrits dans des langues usitées ou non. Je ne refuse ni les poètes connus (Baudelaire, Rimbaud, Hölderlin), ni les exclus de l'histoire littéraire (Philippe Desportes), ni les voix anonymes (les oracles de Delphes). Je ne veux aucune exclusive : il est aussi essentiel pour le lecteur d'aujourd'hui de découvrir la

beauté des poèmes sanskrits du troisième siècle que de lire ou relire Garcia Lorca.

« L'un des buts de la collection « Orphée », on peut même dire son but manifeste, c'est d'indiquer combien la poésie est riche de réponses grâce à l'extrême diversité de sa parole. Qu'elle touche au mythe, au mystère, à la mystique, à l'épopée, qu'elle chante l'amour, l'indignation, la révolte ou l'espoir, qu'elle reflète la joie, la solitude ou les aléas de la vie quotidienne, elle est toujours la ressource sublime, violente ou impuissante de nos sentiments, de nos désirs, de nos pensées, de nos rêves, de nos secrets.

« Donner à lire successivement Victor Segalen, Sandro Penna, Raymond Lulle, D. H. Lawrence et Martial s'apparente peut-être, au premier abord, à de l'éclectisme ; mais c'est plutôt une merveilleuse occasion de ressentir à quel point ils appartiennent tous à un champ unique d'animation.

« Désormais notre écoute doit être universelle. En insérant les poètes français dans un courant plus vaste, on en vient à les redécouvrir. Changer les perspectives, bousculer les pesanteurs universitaires, demander, par exemple, à Yoshio Abe de présenter Baudelaire, voilà qui ouvre autrement le regard. Ce choix du choc des cultures, cette attention portée à la singularité des autres tiennent sans doute au fait que je suis moi-même parfaitement cosmopolite. Mais j'y vois aussi comme un appel d'air indispensable à la poésie française actuelle. »

L'enthousiasme de Claude-Michel Cluney n'est pas seule-

ment convaincant et communi-catif, il sous-tend une aventure qu'il faut juger et soutenir à sa juste mesure. Avec « Orphée », l'enjeu dépasse de loin la réussite ou l'échec d'un caprice éditorial. Il y va de la présence révivifiée parmi nous d'une parole primordiale libérée des anachronismes, des barrières linguistiques et des interdits.

Resusciter Odilon-Jean Périer (1901-1928), ce météore virtuose et blessé ; promettre des traductions du comte de Villamediana (1582-1622), d'Ugo Foscolo (1778-1827) ou de Camilo Pessanha (1867-1928), c'est tendre de fabuleux visages à nos traversées des désillusions du monde. A suivre « Orphée » dans ses périodes, ses labyrinthes ou ses lumineuses découvertes, il semble bien que demeure intacte, ici et maintenant, la force d'attraction et d'éveil de la poésie, sa faculté d'être à la fois pain des rêves et pulpe du réel.

ANDRÉ VELTER.

(1) Chaque volume de la collection : 128 p., 29 F. Parmi les premiers parutions, un choix de poèmes de Victor Segalen (présentation de Simon Lévy), de Sandro Penna (Bernard Simone), de Friedrich Hölderlin (François Trépo), d'Odilon-Jean Périer (Michel Bulteau), du poète latin Martial (Dominique Noguère), de Philippe Desportes (Jean-Yves Masson), du comte de Villamediana (Edison Simon), de Joseph von Eichendorff (Philippe Girardon) et la première traduction mondiale du Baghavad, poèmes sanskrits du troisième et du dix-septième siècles, présentés par Paul-Marie Dubost.

(2) Choix et présentation de Ghislain Sarrasin.

CARNETS

Raymond Guérin

dans la déroute

« La campagne encore baignée de brumes révélait de gracieuses demi-teintes. On était entouré de Corot, d'excellents Corot. » Qu'un honnête homme, écrivain de surcroît, fasse cette notation, une aube de mal, et qu'en juin, il trouve les coriaces dédaigneuses, quel de plus charmant ? Reste que cette promenade n'est pas une promenade comme les autres. Ce printemps est celui de 1940 ; cet honnête homme porte un uniforme de soldat.

« Cette fuite — car c'en était une, — au pas lent de nos attelages, ressemblait aux fuites douloureuses qu'on vit dans les rêves », écrit Raymond Guérin, le romancier de l'Apprenti (1) et de la Peau dure (2).

Très vite, Raymond Guérin allait se retrouver dans une bousculade infernale, mêlant des gens de toutes armes, des vieillards, des femmes et des enfants, sur les routes que poussaient les maisons en flammes. L'exode des civils emplissait de tristesse le cœur de Raymond Guérin : vision d'homme attelé sur les brancards d'un char où a pris place sa petite-fille ; vieux bonhomme tirant sa vieille en habits du dimanche, tandis que « les héros, ces vaillants soldats dont parlaient les journaux », n'étaient plus que « de pauvres diables aussi peureux que vous ou moi ».

Le cercle se resserre. Les Allemands sont à un kilomètre. Ces pages que nous donne La Différence cessent le 22 juin 1940. Elles ont la force et la pureté du regard que Raymond Guérin portait sur les hommes, en un temps que sa retenue avait nommé celui de la sottise. Elles laissent, de façon étonnante, cette saveur de fraise qui s'écroule dans un casque de soldat. La déroute allait entraîner Raymond Guérin vers le staling.

SÉDA MALIANE.

★ LE TEMPS DE LA SOTTISE, de Raymond Guérin. La Différence, 66 p., 65 F.

(1) Gallimard, 1982.
(2) Le tout sur le Tout, 1981.

ESSAI

Magie

et politique

Anthropologue et historien, spécialiste du domaine gesson, Bernard Trainmont analyse ici trois affaires de sorcellerie qui s'échelonnent entre 1750 et 1830 et qu'il a découvertes dans les archives départementales. Encore un livre sur les sorciers de village, diriez-vous ! Oui, mais pas comme les autres.

Cessant de considérer la sorcellerie comme un pittoresque archaïsme, l'auteur l'envisage comme un mode d'expression des conflits politiques à l'intérieur d'une



communauté que ses caractéristiques traditionnelles ne pouvaient que dresser, vers le fin du dix-huitième siècle, contre la société centralisatrice, rationaliste et uniformisante qui tendait alors à se mettre en place.

Le travail de Bernard Trainmont peut donc être lu comme une contribution à l'histoire de la France révolutionnaire. Et plus précisément à l'impensé de cette histoire, trop fréquemment écrite depuis Paris.

Pourquoi la bourgeoisie des Lumières a-t-elle eu autant de mal à comprendre les mentalités rurales ? De quel prix s'est payé le triomphe du jacobinisme ? Voilà les questions qui se posent en filigrane derrière ces tragi-comédies judiciaires où passent d'étranges sorciers — tantôt curés et tantôt proxénètes — entre Bordeaux, Dax et Bayonne. CH. DELACAMPAGNE.

★ LE POUVOIR DE LA MALADIE, de Bernard Trainmont. Presses universitaires de Bordeaux, 228 p., 100 F.

PAMPHLET

L'insolence

de Marcel Paquet

Pour avoir publié, en 1885, le *Concile d'amour*, violente diatribe contre le catholicisme, Oscar Panizza (1853-1921) fut condamné à une année de prison. Il mourut interné dans l'hôpital psychiatrique où il avait lui-même exercé. Et il fut attendu 1968 pour que sa pièce fût jouée pour la première fois à Paris...

Ce que l'on pourrait craindre pour Marcel Paquet, auteur d'un livre au titre un brin provocateur, *Merde à Jésus*, c'est qu'il passe inaperçu, écrasé par le scandale Rushdie. Ce serait fort regrettable



car, en une centaine de pages, d'une insolence raffinée, il trace le portrait d'un Jésus tout à la fois prétentieux, manipulateur et victime de ses rêves de puissance.

Le tour de force de Marcel Paquet est d'avoir donné la parole au frère aîné de Jésus, José de Nazareth, un bon bougre qui assiste, impuissant et médusé, à la sanglante mascarade qui enfante un nouveau dieu, c'est-à-dire une nouvelle religion. « Ecouter Jésus », écrit José dans ses *Mémoires apocryphes*, ce serait se mutiler et, de mutilations en mutilations, aller jusqu'à la mort. »

A l'heure où les fanatismes de tous bords s'emparent du sacré pour étouffer la doute et la déraison, on ne boudera pas cette leçon d'humour et d'irrespect.

ROLAND JACCARD.

★ MERDE À JÉSUS ! de Marcel Paquet, éd. de La Différence, 100 p., 49 F.

À signaler un numéro de la revue « Mentalités » consacré à « Injures et blasphèmes ». (Image, 160 p., 95 F.)

SCIENCE-FICTION

Le retour des vieux mythes celtiques

La « fantasy », dont les Anglo-Saxons sont si friands, peut-elle s'acclimater en France ?

DEPUIS quelques années, la littérature anglo-saxonne d'imagination est dominée par deux grands courants dont l'édition française commence à se faire sérieusement l'écho : le roman d'horreur (1) et la fantasy. Sous ce terme, imposable à traduire de manière satisfaisante en français, on englobe des œuvres ressortissant au fantastique, au merveilleux, à l'insolite et qui empruntent aussi bien au roman épique qu'au roman d'aventures. Le meilleur exemple que l'on puisse en donner est celui du *Seigneur de anneaux*, de J.R.R. Tolkien, qui a d'ailleurs servi de modèle à tout un courant que certains critiques américains qualifient de *high fantasy*.

« La fantasy fait vivre tout un monde sur le mode du « il était une fois ». Elle se nourrit souvent de détails concrets, le plus souvent étranges et poétiques... Elle édifie des cosmos de rêve », écrit Jacques Golmar dans la très remarquable préface-manifeste dont il a accompagné la publication, dans la collection « Univers

sans limite », qu'il dirige aux Presses de la Cité, d'un roman du genre, *Faerie, la colline magique*, de Raymond E. Feist.

Dans une petite ville des Etats-Unis, un scénariste à succès de Hollywood a décidé de renouer avec ses premières amours : le roman. Il s'est installé, avec toute sa famille, dans une vieille ferme isolée entourée d'une forêt dense et sombre, vaguement menaçante... Une forêt dont les nouveaux habitants de la ferme Kessler découvriront peu à peu et à leurs dépens qu'elle sert de refuge aux créatures légendaires des vieux mythes celtiques, au vieux peuple d'avant l'homme : elfes, fées, dames blanches, etc. Comme ils découvriront d'ailleurs qu'ils sont engagés bien malgré eux dans un conflit manichéen entre forces de la lumière et forces des ténébreux.

Est-ce parce que les différentes tentatives d'acclimatation du genre en France n'ont jamais vraiment réussi que Jacques Sadoul a publié sous l'étiquette « science-fiction » l'ouvrage de *fantasy* le plus original, le plus accompli de ces dernières années ? Toujours est-il qu'il se dégage du *Pays du four rire*, de Jonathan Carroll, un charme entêtant.

Un jeune universitaire américain décide d'écrire la biographie d'un auteur de livres pour enfants qui ont bercé sa jeunesse : Marshall France. Il part pour Galen, le village où France a passé le plus clair de sa vie, et subit une véritable épreuve initiatrice avant que la fille de l'écrivain n'accepte de le laisser accéder aux archives familiales. Pour mener à bien son grand œuvre, il s'installe à Galen même et ne tarde pas à constater qu'il s'y passe des événements bizarres... Cette célébration fascinante des pouvoirs sans limite de l'imagination est le premier roman de Jonathan Carroll. Retenez bien ce nom : il devrait faire beaucoup parler de lui.

JACQUES BAUDOU.

★ FAERIE, LA COLLINE MAGIQUE, de Raymond E. Feist, traduit de l'anglais par Jean-Denis Briquet, Presses de la Cité, 372 p., 120 F.

★ LE PAYS DU FOUR RIRE, de Jonathan Carroll, traduit de l'anglais par Jaws Tate, J'ai lu, 314 p., 25 F.

(1) Presses-Pocket vient précisément de lancer une nouvelle collection, « Terreur », dont les quatre premiers titres comportent trois rééditions et un inédit, *Le Marquis de l'oubli*, de Dean R. Koontz.

EN BREF

Une nouvelle nomination chez Julliard

M. Christian Bourgois, qui vient de prendre la direction de Julliard, l'une des maisons d'édition du groupe de la Cité, a entrepris la restructuration éditoriale de cette entreprise. Ainsi, Mme Elisabeth Gille vient d'être nommée directrice littéraire de Julliard. Elle était jusqu'ici aux éditions Flammarion, où elle occupait les fonctions d'adjointe à la direction littéraire pour la littérature française et de directrice du département de littérature étrangère.

Par ailleurs, l'écrivain Jean-Dider Wolffronm devient conseiller littéraire de M. Bourgois qui « supervise » désormais tout le domaine littéraire des Presses de la Cité.

Le prix Efficon 1989 de l'expansion internationale a été décerné à ALAIN-ERIC GORDAN pour son livre *Exporter Plus 2* (Editions Economica).

Le Concours annuel de NOUVELLES de la revue La France est ouvert, date limite 15 juillet. Ecrire La France, 7, rue de Molit, 66500 Frades.

La *Poésie, art et science*, ouvrage de notre collaborateur JEAN-PIERRE COLIGNON, chef du service de la correction du Monde, est de nouveau disponible. Soit auprès de l'auteur (25, avenue Ferdinand-Buisson, 75016 Paris), soit, pour les libraires, aux éditions Eole, 171, rue Saint-Jacques, 75003 Paris (diffusion Distique). — 180 p., 50 F.

DERNIÈRES LIVRAISONS

CRITIQUE LITTÉRAIRE

● COLLECTIF : Paul Nizan écrivain. — Ces études, réunies par Bernard Alluin et Jacques Deguy, sont le fruit d'un colloque organisé par le Centre de la Sorbonne, 20-50 autour des problèmes posés par l'œuvre littéraire de Paul Nizan. Elles prouvent que cette œuvre, souvent réduite à la fameuse phrase d'ouverture d'*Adam Arabie*, garde une vitalité et un pouvoir d'interrogation sociale plus vivants que la plupart des romans des années 30. (Presses universitaires de Lille, 286 p., 95 F.)

DROITS DE L'HOMME

● FÉDÉRATION FRANÇAISE DES CLUBS UNESCO ET LIGUE DES DROITS DE L'HOMME : *Le Conquête des droits de l'homme*. — A l'heure du Bicentenaire de la Révolution française, voici une chronologie des grands textes qui jalonnent l'histoire des droits de l'homme à travers le monde. De la Grande Charte (en l'an 1215) à la Convention européenne pour la prévention de la torture (1987), en passant par la Déclaration soviétique des droits du peuple travailleur et exploité (1918), les textes fondamentaux sont là, en extenso. (La Cherche-Midi, 345 p., 120 F.)

GUIDE

● LE GUIDE POILANE DES TRADITIONS VIVANTES ET MARCHANDES. — Des patenôtres d'Amber au fabricant de leumres pour la pêche ou aux sabotiers bretons, des bécasseurs artois aux boisseliers savoyards, cent vingt corps de métier qui maintiennent des traditions souvent oubliées et sept cents adresses pour les retrouver, à travers toutes les régions de France. (Robert Lafont/Lionel Poilâne, 480 p., 195 F.)

LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE

● FRANZ KAFKA : *Œuvres complètes*, tome IV. — Après les « Kafka » de Claude David et de Pierre Citati (voir « Le Monde des livres » du 3 février), voici le dernier volume de l'édition de ses œuvres dans « La Pléiade » ; édition dirigée précisément par C. David. Entre ces deux monuments de la correspondance amoureuse (et malheureuse...) que sont les lettres à Felice et à Milena, on trouvera l'admirable Lettre au père et de moins passionnants textes professionnels. Traduit de l'allemand par Marthe Robert, Alexandre Vialatte et Claude David. (Gallimard, « La Pléiade », 1502 p., 330 F jusqu'au 31 mai, ensuite 370 F.)

LINGUISTIQUE

● COLLECTIF : *L'interaction*. — Un volume de synthèses et d'études empiriques sur ce concept qui traverse l'ensemble des sciences du langage (265 p., à commander à l'Association des sciences du langage, 33, rue Croulebarbe, 75013 Paris, 120 F + 15 F de port.)

LITTÉRATURE

● ANTONIN ARTAUD : *Œuvres complètes* (Tome XXIV). — Après les sept volumes des

Cahiers de Rodas, voici le troisième des *Cahiers du retour à Paris*, qui couvre les mois d'octobre et novembre 1946. On se tient au bord de ces milliers de pages, effrayé ou fasciné par l'offre d'immersion dans une existence et un temps transformés en écriture. Il faut aussi saluer ici une étonnante (et anonyme) aventure éditoriale. (Gallimard, 492 p., 230 F.)

PHILOSOPHIE

● SARAH KOFMAN : *Socrate (et...)*. — Hegel, Kierkegaard et Nietzsche, après Platon, ont, chacun, écrit ce que Sarah Kofman nomme des « romans socratiques ». Elle se fait à son tour la lectrice de l'œuvre absente et tente de la sortir des classifications et des systèmes. La bibliographie en fin de volume souffre d'un manque de rigueur. (Gallie, 338 p., 160 F.)

POÉSIE

● ADONIS : *Désert*. — Libanais d'origine syrienne, Adonis est l'une des grandes voix de la poésie arabe contemporaine. L'héritage méditerranéen et arabe, aussi vaste soit-il, n'est pas ici une limite à l'inspiration : « Je ne me connais comme poète que par la langue et la subjectivité », affirme Adonis. Traduit de l'arabe par André Velter et l'auteur. Préface d'A. Velter. (Les Cahiers de Roysumont, Editions de Roysumont, 95270 Luzarches, 50 F.)

Les Cahiers de Roysumont poursuivent un remarquable travail collectif visant à constituer, autour de séminaires de traduction, une « anthologie de la poésie mondiale ». Derniers titres parus : *Du labyrinthe du monde au monde du labyrinthe*, du poète canarien Eugenio Padorno (traduit de l'espagnol par Claudine Fitte et Bernard Noël), et *Dessin du corps de l'Espagne* Angel Garcia Lopez (traduit par Rémy Hourcade et Emilio Sanchez-Ortiz).

RELIGIONS

● SIMONE WEIL : *Le Pesantier et la Grâce*. — Quelques années après la mort de Simone Weil, Gustave Thibon avait tiré de ses *Cahiers* ce livre, quintessence de sa pensée mystique. Une réédition nécessaire, parallèlement à la publication des œuvres complètes que Gallimard (voir « Le Monde des livres » du 6 janvier). (Pion, 210 p., 75 F.)

ROMANS

● ROBERT MARGERIT : *L'Amour et le Temps et les Autels de la peur*. — Réédition des deux premiers des quatre volumes de cette immense fresque historique sur la Révolution française, publiée en 1963. Parlant du « génie visionnaire » de R. Margerit (décédé en juin 1988), G.-E. Clancier écrit, dans la préface, que « ce chef-d'œuvre en quatre tomes est parfaitement digne de son sujet prométhéen ». (Phébus, 488 p., 139 F, et 686 p., 159 F.)

L'Ère des Médiums

La première grande étude critique, sur un phénomène insaisissable : le paranormal, des spirites aux devins... Le prêt-à-penser d'une croyance contemporaine.

En librairie 232 pages, 89 F.

Le numéro de la revue *Autrement*.

autrement

● BIOGRAPHIE

Gustave Flaubert

Grâce à Herbert Lottman, la carte

par HECTOR BIANCIOTTI

COMME tous les écrivains, Flaubert maudissait l'indifférence de son temps à l'égard des lettres : « Qui donc, dans ce lamentable pays, s'occupe encore de littérature ? s'écriait-il vers la fin de sa vie. Un seul homme peut-être : moi ! débris d'un monde disparu, vieux fossile du romantisme. »

Or, comme aucun autre écrivain, il est en même temps celui qui brida le plus son génie, afin que rien de personnel ne transparaît dans son œuvre — où en conformité avec son credo, l'auteur devait être, comme Dieu dans l'univers, présent partout et visible nulle part, — et celui qui allait léguer à la postérité un personnage monumental faisant pâlir ses propres créations, même Emma Bovary : Flaubert lui-même, « Adam d'une espèce nouvelle, selon le mot de Borges, celle de l'homme de lettres comme prêtre, comme ascète et comme martyr (...), premier écrivain à se consacrer à la création d'une œuvre purement esthétique en prose. »

Nous possédons des bibliothèques entières suscitées par le destin de Flaubert — par les quelques volumes volontairement hétérogènes sur lesquels il s'extasia, ainsi que par cet autre livre parallèle, et inépuisable, que, grâce au ciel le temps, compila à son insu : sa Correspondance.

Cependant, il nous manquait bien un ouvrage tel que celui de Herbert Lottman : « Pure biographie, mais qui intègre la genèse, la publication et la fortune de ses œuvres », comme observe, dans une préface qui n'est pas sans rappeler celle de Marcel Schwob à ses *Vies Imaginaires*, Jean Bruneau, l'admirable artisan de la *Correspondance*, dans « La Pléiade », laquelle, soit dit par parenthèse, après nous avoir mis l'eau, et même l'alcool, à la bouche avec les deux premiers volumes, nous fait trop attendre la suite.

La biographie que propose Lottman n'est pas de celles qui développent de façon romanesque quelques faits historiques et bon nombre de suppositions, et qui peuvent être décevantes quand elles sont signées Chesterton ou Savinio.

Avec sa chronologie rigoureuse, ses inventaires, la récapitulation

de l'emploi du temps de son héros et du temps qu'il faisait à tel ou tel autre moment de la vie de celui-ci — détail magique qui transporte le lecteur à l'endroit même dont on lui parle, — l'ouvrage se présente comme une sorte de carte minutieuse de la vie de Flaubert. Et, de même que la carte d'un pays ou d'une ville que nous connaissons à fond nous aide à bien situer les monuments, les rues, les palais que la mémoire a élus, cette carte-biographie nous offre l'occasion de mieux percevoir la cohérence reliant les innombrables contradictions d'un personnage génial.

On savait qu'un vieux retraité ami de la famille avait tant de fois lu le *Quichotte* à l'enfant Flaubert que l'écrivain se vantait un jour de l'avoir su par cœur.

On trouvera moins connue, sinon inédite, la visite que, à six, sept ans, un oncle l'emmena à l'asile de fous de Rouen, où l'on se rendait, à l'époque, comme au zoo.

A propos de la légende tenace selon laquelle Flaubert aurait été un enfant arriéré n'ayant appris à lire qu'avec une extrême difficulté et seulement vers l'âge de neuf ans, Lottman rappelle que, justement à cet âge, le petit Gustave écrivait à son camarade Ernest Chevalier une lettre l'invitant à entreprendre une collaboration littéraire, se réservant de noter les « bêtises » proférées par « une dame qui vient chez papa ». Sans compter qu'à dix ans ce gamin rédige un *Eloge de Corneille*, et un traité sur la constipation... Et sans oublier cette réflexion, plus tardive, au sujet de la fille de son frère Achille : « Selon la façon abominable dont on l'élève, elle ne sait pas encore lire, bien qu'elle ait six ans. »

« Noir » au genre humain

Par ailleurs, à l'encontre de Sartre qui, dans *L'Idiot de la famille*, voit dans l'enfant un « être enfermé dans le pathétique », Lottman cite les *Mémoires d'un fou* : « J'étais gai et riant, aimant la rixe et ma mère. J'ai lu, j'ai travaillé dans l'ardeur et l'enthousiasme, j'ai écrit. »

Il n'a alors que dix-sept ans, et depuis fort longtemps il sait que son destin est la littérature. A l'époque, il aime en particulier



A Flaubert, Trouville reconnaissant.

Rabelais et Byron, les seuls auteurs « qui aient écrit dans l'intention de nuire au genre humain et de lui rire à la face ». Néron lui semble louable, et il découvre avec gravité les œuvres de Sade dont, bien des années plus tard, lorsqu'il invitera des amis à séjourner à Croisset, il laissera quelques volumes sur leurs tables de chevet.

A vingt ans, il avoue avoir écrit une lettre d'amour pour écrire et non pas parce qu'il aime : « J'aime, je crois, en écrivant. » Il y a sans doute de la vérité, mais aussi une certaine pose dans cette affirmation. Comme lorsque, quatre ans après, il dit se sentir vraiment assez bien depuis qu'il a consenti à être toujours mal et qu'il s'exclame, comme un acteur repagant les coulisses : « J'ai dit à la vie pratique un irrémédiable adieu. »

L'amour — en tout cas cette forme de l'amour qui seule a de l'avenir, l'amitié — aura été l'élément essentiel et de son écriture et de sa vie. Les frères Goncourt, ces croque-morts d'amis qui, au fil des ans, le guettent, l'épient et le dissèquent dans leur *Journal*,

ont beau l'accuser d'être matois, de nouer des relations mondaines, de vouloir concurrencer Victor Hugo, « tout en faisant le dégoûté, le paresseux, le solitaire », ne peuvent pas lui dénier le sens de l'amitié. Au demeurant, il a puisé la force d'écrire dans l'amitié qui le liait, d'abord à Maxime Du Camp, et à Alfred Poitevin, à Louis Bouilhet, pour qui il remua ciel et terre — avec une obstination qu'il ne mit pas à se faire publier lui-même, — afin que ses pièces fussent jouées. Ensuite, et jusqu'à la fin, c'est grâce à Tourgueniev (1), à Zola, à Taine, à George Sand qu'il va poursuivre son œuvre alors qu'ils doutent, autant que lui-même, de la validité des projets dont il les entretient. Car il ne faut pas oublier que presque tous les romans de Flaubert furent des échecs et que — c'était lui le premier à l'admettre — il ne devait sa renommée qu'au procès dont *Madame Bovary* fut l'objet.

Et s'il fallait une preuve très concrète de la fidélité des sentiments qu'il nourrissait à l'égard de ses proches, il suffirait peut-

grandeur nature

minutieuse de la vie d'un génie

être de rappeler que, de la mort de son père à celle de Bouilhet — son « accoucheur », « celui qui voyait dans ma pensée plus clair que moi », — en passant par sa sœur Caroline, il n'a cessé de faire tailler dans le marbre des bustes, des statues, des monuments, pour prévenir l'oubli.

L'ouvrage de Lottman, scrupuleusement neutre, fourmille de notations de ce genre, qu'il revient au lecteur d'enfiler comme des grains pour mieux connaître le phénomène Flaubert. En voici une parmi tant d'autres, qui donne à réfléchir : Flaubert aimait la prostitution parce qu'il y trouvait « un point d'intersection si complexe, luxure, amertume, néant des rapports humains, frénésie du muscle et sonnement d'or, qu'en y regardant au fond, le vertige vient et on apprend là tant de choses... Oh, là ? Dans le corps, quand après cette forme de suicide qu'est le plaisir atteint, l'être est rendu à un état primaire où règne l'indifférence — l'indifférence.

Flaubert est donc, avant tout, un homme essentiellement « physique », regardant son corps, les machineries de son corps comme, enfant, il regardait, à travers les fenêtres, les cadavres que son père disséquait dans l'amphithéâtre de l'hôtel-Dieu. Souffrant dans son corps quand il écrit, et subissant ce qu'il écrit : « L'assaut de Carthage me procure des courbatures » ; « L'empoisonnement de la Bovary m'a fait dégueuler dans mon pot de chambre... »

Et quelle vitalité que la sienne, même peu d'années avant sa mort, si l'on en juge par ce témoignage de George Sand qui, l'ayant invité pour la Noël 1873, à Nohant, avec Tourgueniev, note qu'il a dans le fandango travesti en Andalouse, « gneulé » de ses chapitres l'après-midi, et parlé à s'en étouffer, Tourgueniev — « qui est bien plus intéressant » — ne réussissant pas à placer un mot. Et Sand d'avouer qu'elle se sent « courbaturée » par son hôte, et d'ajouter : « Il nous brise (...). On vit avec le caractère plus qu'avec l'intelligence et la grandeur. »

En ce qui concerne les pensées paradoxales de Flaubert, sans se le proposer, Lottman nous aide aussi à faire le point à leur sujet : Flaubert croyait qu'il n'y avait qu'une manière d'exprimer les choses, et que c'était la tâche de l'écrivain de la trouver. Plus étonnant encore, il croyait à un « rapport nécessaire » entre le mot juste et le mot musical.

A ce sujet, Claudel — mais est-il permis de citer un écrivain qu'on ne lit guère comme par crainte d'avoir à ne plus le mépriser — voyait en Flaubert « l'un des martyrs les plus étonnants de la littérature », à cause de « ce tourment d'un sourd cherchant à réaliser une note qu'il ne parvient pas à entendre », notamment dans le célèbre début de *Salammbo*. Et

dire que Flaubert confiait un jour à un ami : « Je n'ai plus qu'une dizaine de phrases à écrire, mais j'ai toutes mes chutes » — ce qui faisait s'esclaffer les Goncourt.

Or Flaubert disait que la prose était née d'hier, alors que la poésie avait épuisé ses combinaisons : « Ce qui me semble beau, disait-il, ce que je voudrais faire, c'est un livre sans attache extérieure, qui se tiendrait de lui-même par la force interne du style... comme la terre sans être soutenue se tient en l'air. » Et Zola dirait que Flaubert avait repris tout seul, pour la langue du romantisme, la besogne de Boileau lorsque, pour la première fois, une compagnie d'hommes de lettres se mit au service du prince pour discipliner les muses.

Un travail de forçat

Un fait difficile à comprendre, c'est que Flaubert se soit toujours imposé des sujets que lui-même jugeait impossibles à traiter. Plus encore, que celui qui lui tenait à cœur depuis toujours, *Bouvard et Pécuchet*, et qui exigeait qu'il ouvrit les vannes à sa haine de l'humanité, il l'ait pour ainsi dire gâché d'avance en confiant à deux imbéciles la tâche de prouver l'imbécillité du genre humain. Alors qu'il s'écriait : « Je ne voudrais pas crever avant d'avoir déversé encore quelques pots de merde sur la tête de mes semblables. »

Pas plus qu'un autre homme, le romancier ne sait ce qu'il fait au juste, en dépit de ses calculs et de ses projets. Peut-être les tourments de Flaubert, son travail de forçat sur chaque phrase, n'ont-ils été que des moyens pour assouplir l'instrument du langage afin qu'il pût livrer tout ce qui bouillonnait en lui — tout ce qu'il s'interdisait de mêler à ses romans, tout ce dont ses lettres regorgent.

S'il n'y avait pas *Madame Bovary*, on serait tenté de dire, en paraphrasant Wilde, qu'il a mis son talent dans son œuvre et son génie dans sa correspondance — ces plus belles lettres du monde dans lesquelles il se montre aussi grand, peut-être, parce que, à la différence de ses romans, il s'y adresse vraiment à quelqu'un. Le secret primordial de toute grande littérature ne consisterait-il pas en cela, dans le fait de s'adresser vraiment à quelqu'un ?

★ GUSTAVE FLAUBERT, de Herbert Lottman, préface de Jean Bruneau, traduit de l'anglais par Marinette Véron, Fayard, 580 p., 150 F.

— La collection « Agora » (Presses-Pocket, n° 32), réédite les *Improvisations* de Michel Eutor sur Flaubert.

(1) La correspondance Gustave Flaubert-Tourgueniev, à paraître le 26 mars, a été réunie, préface et annotée par Alexandre Zviaginsky (Flammarion, 350 p., 140 F.).

● ARTS

Le sauvage et l'esclave

En deux volumes, l'histoire de l'image du Noir dans l'art occidental, de la traite des Noirs à l'éthnologie moderne

L'IMAGE du Noir dans l'art occidental est une série publiée par les soins de la Menil Foundation, dont l'une des ambitions est de rassembler la plus vaste documentation sur ce thème. Les deux tomes dont paraît la traduction française s'inscrivent dans ce projet. Fragments d'un ensemble, ils traitent d'un peu plus d'un siècle, de l'indépendance des Etats-Unis à la première guerre mondiale en additionnant peintures, sculptures, gravures et dessins, où figurent Noirs et Nègresses, et cela quelle que soit la raison de leur présence et son importance.

Ils réunissent donc une iconographie d'une surprenante variété et d'une richesse plus surprenante encore. Aucun genre, de la peinture murale à la caricature, aucune nation occidentale, aucun motif n'a été négligé. Toutes les écoles et presque tous les maîtres de la période apparaissent et l'on peut rêver à l'exposition que ferait ce livre si quelque musée imaginait d'accrocher à ses murs tout ce qui est là — fort bien photographié de surcroît. On irait de Delacroix aux pères pompiers chroniques de la colonisation, de l'art populaire américain à Gauguin,

d'Ingres à Cézanne et de Géricault à Manet. Ce serait une collection luxueuse, singulière, et légèrement incohérente.

Car telle est la difficulté : le principe de sélection posé, il reste à l'auteur à déduire une analyse de son enquête. Y renoncer le condamnerait à n'écrire qu'un catalogue péniblement énumératif. Hugh Honour a refusé de s'en contenter et cherché un principe explicatif qui ordonne son ouvrage. La chose était malaisée, et la difficulté à la mesure du nombre des œuvres retrouvées. Cela se sent dans la division en deux tomes, le premier traitant essentiellement de l'esclavage et de son abolition dans l'art, et le second de tout le reste, c'est-à-dire aussi bien du Noir modèle d'académie que de l'indigène dans la forêt équatoriale et de la servante d'Olympia que du Zoulou qui tua le prince impérial.

Cela se sent encore chaque fois que l'auteur s'efforce de relier au problème, évidemment majeur, de l'esclavage des œuvres qui ne l'évoquent que de façon bien allusive. Soutenir que le *Radeau de la Méduse* est une toile d'esprit abolitionniste parce qu'un marin

noir est placé au sommet du groupe des naufragés et agite un lingot, n'est-ce pas aller au-delà du vérifiable ? Et n'est-ce pas oublier un instant qu'il s'agit ici de peinture, d'esthétique, d'effets et de culture et que Géricault, tout comme Delacroix, aimait à rivaliser avec Rubens, qui fit d'admirables portraits d'Africains ?

Rivaliser avec les maîtres

Les images dont traite Hugh Honour sont de deux genres distincts : les unes, documentaires ou polémiques, expriment un jugement moral, que l'artiste soit d'un parti ou d'un autre et qu'il admire ou non l'égalité des races. Ce sont les plus limpides, souvent les plus curieuses, et celles dont la composition et l'exécution sont les plus banales. Propices à l'étude historique et sociologique, elles se prêtent mal à la contemplation et ont perdu, avec leur actualité, l'essentiel de leur valeur.

Les autres, inventées hors de toute circonstance politique et guerrière, obéissent à des règles plus lâches : goût du pittoresque, de l'exotisme — tous les orienta-

listes y sacrifient, et Gauguin après eux, — de l'incongru parfois, volonté de rivaliser avec les maîtres dans un exercice périlleux, recherche d'un érotisme nouveau — que l'on songe donc au *Bain turc*, — besoin d'un contraste chromatique, la liste des causes possibles serait infinie. L'une d'elles mériterait un traitement tout particulier : la fascination du sauvage, qui se métamorphose en primitivisme au tournant du siècle.

Le grand mérite de l'ouvrage est d'exposer toutes ces hypothèses et de les illustrer somptueusement. Et son défaut de les exposer quelquefois trop vite et comme à la queue leu leu. Ces deux volumes achevés, il vient au lecteur le regret qu'il en manque un troisième, ou peut-être deux autres, qui traitent du sujet du point de vue de l'histoire des arts et des esthétiques. La matière est là, magnifique, abondante et nouvelle.

PHILIPPE DAGEN.

★ L'IMAGE DU NOIR DANS L'ART OCCIDENTAL, de Hugh Honour, traduit de l'anglais par M.-C. de La Coste-Mesleard et V.-P. Hémeux, Gallimard, 2 volumes de 380 et 304 p., 800 F.

Denœl

LES AMERICAINS ONT STEPHEN KING NOUS AVONS SERGE BRUSSOLO

● LA PHILOSOPHIE, par Roger-Pol Droit

Alain Renaut et l'avenir du sujet

Au commencement était Descartes. Avec lui naît, dans l'histoire philosophique, le sujet. Celui-ci est transparent à lui-même, et donc capable de se connaître entièrement : « Rien ne peut être en moi, c'est-à-dire dans l'esprit, dont je n'aie conscience », dit-il. Le sujet, l'homme cartésien est aussi doué d'un savoir : le savoir peut le rendre « comme maître et possesseur de la nature ».

L'histoire de la pensée contemporaine n'a pas seulement mis à mal ce sujet. En un sens, elle l'a mis à mort. Avec Marx, Nietzsche ou Freud, la conscience est apparue soumise à des forces dont elle ne sait rien. Déterminée à son insu par un inconscient économique, biologique ou psychique, elle n'est devenue qu'un point de vue — partiel, illusoire, et finalement impuissant. Bref, la modernité a dressé l'acte de décès de l'humanisme classique. Elle a même cru y discerner la source de tous nos maux, pensant trouver dans le rationalisme des Lumières l'origine des totalitarismes.

Tout cela est bien connu. Mais doit-on nécessairement en conclure que tout humanisme est devenu impossible, voire dangereux ? Peut-on élaborer un nouveau statut du sujet — que requièrent notamment l'éthique, les droits de l'homme, les luttes politiques — sans pour autant réactiver malheureusement des figures disloquées par deux siècles d'histoire de la pensée ? Ces questions, difficiles mais cruciales, sont au cœur de la réflexion conduite par Luc Ferry et Alain Renaut, ces dernières années. Ensemble ou séparément, ils ont publié d'importants travaux, dont les enjeux ont peut-être été masqués par l'effervescence suscitée par la Pensée 68 (Gallimard, 1985).

Cet essai, qui malmenait de grands noms de l'ère structuraliste (Foucault, Derrida, Bourdieu, Lacan), suscitait bien des débats, dont beaucoup étaient jadis simplistes que certains de ses analyses. Autour d'un vrai problème, les auteurs n'avaient fait qu'un méchant pamphlet. Bien que les iconoclastes suscitent toujours quelque sympathie, la caricature et l'arnage nuisaient à leurs desseins.

TOUT autre est l'Ere de l'individu, qui vient de paraître chez Renaut. Certes, il y a bien une continuité. Il s'agit toujours de tirer au clair cet étrange paradoxe : devenu théoriquement le lieu de tous les pouvoirs et la source de tous les errements, le sujet est d'autre part supposé, pratiquement, par toutes les revendications et les combats liés à la dignité ou au respect de l'homme. Mais la tentative pour élucider cette énigme

se poursuit cette fois à travers une vaste et très ambitieuse investigation, qui embrasse l'histoire de la pensée moderne, de Leibniz à Emmanuel Lévinas.

Alain Renaut, quitte donc délibérément le terrain de la polémique facile, comme celui de l'érudition historique, pour tenter de restituer une logique interne de l'évolution philosophico-politique de l'ère contemporaine. Son projet est d'esquisser les grands traits de l'histoire du sujet dans la réflexion occidentale. Il entend ainsi mettre au jour les tensions et les lignes de force dont cette histoire, qui n'est pas uniforme, se trouve traversée.

Sa première tâche consiste à montrer l'insuffisance des analyses antérieures. Celle de Heidegger, en interprétant toute la métaphysique postérieure à Descartes comme une longue expansion triomphante de la subjectivité, raterait, chez Leibniz, Hegel ou Nietzsche, une dimension capitale. La lecture de

suffit à lui-même. L'indépendance est donc du côté de l'individu qui peut, à la limite, ne prendre pour norme que son désir. L'autonomie, en revanche, n'a rien à voir avec l'auto-suffisance ou le déni de toute règle. Elle consiste à se donner à soi-même, en l'autre, une loi, plutôt que de la recevoir de la nature ou d'une autorité extérieure.

A l'aide des distinctions que l'on vient de schématiser très grossièrement, Alain Renaut n'entreprend rien de moins qu'une relecture de la modernité. La monade de Leibniz, « sans porte ni fenêtres », marque la naissance, dans la philosophie, de l'individu contre le sujet. Berkeley et Hume poursuivent, sur le versant empiriste, la dissolution du sujet au profit de la croissance de l'individu. Hegel et Nietzsche, enfin, sont également interprétés à partir de cette logique de l'individualisme. Hegel l'achève dans la rationalité du Système, en faisant de l'individu sans dehors « l'Esprit du monde ». Nietzsche la porte à sa limite, en brisant l'idée même d'une universalité du vrai. Du coup, le sujet ne serait ni mort ni ombragé.

Oublié, remplacé par la logique de l'individu, le sujet serait, pour les impasses du présent, comme une issue en attente. A condition de le réinventer et de chercher quel sens l'autonomie peut encore avoir, hors du cadre de la métaphysique. Du côté de Kant pourrait se trouver un recours — non pas un pur et simple retour à sa philosophie, qui ne serait qu'une régression sans portée. En répétant non pas Kant, mais son geste critique, il y aurait encore un avenir pour le sujet.

Sur ce dernier point, l'ouvrage n'est pas absolument convaincant. Peut-être parce qu'il reste trop près du texte kantien, sans développer toutes les conséquences de sa lecture. Ce n'est d'ailleurs pas le seul grief qu'on pourrait lui adresser. Par exemple le parallèle qu'il établit constamment, comme allant de soi, entre les analyses métaphysiques et la sphère socio-politique peut paraître trop peu éclairé. Il n'en reste pas moins que ce livre ardu impressionne par sa rigueur et par l'ampleur de ses vues. Prenant à contre-pied les courants dominants de l'époque, il propose une mise en perspective de la philosophie moderne suffisamment inédite et forte pour faire date. S'il n'emporte pas toujours la conviction, il se situe au cœur du débat contemporain sur l'humanisme, dont chacun sait que les enjeux ne sont pas simplement des querelles byzantines.

★ L'ERE DE L'INDIVIDU, d'Alain Renaut, Gallimard, « Bibliothèque des idées », 306 p., 115 F.



Louis Dumont, qui voit dans l'individu la clé de l'Occident moderne, manquera à son tour ce qui, dans l'idée kantienne d'autonomie, vient faire obstacle à l'individualisme.

REPRENONS. Car on ne saisisse pas le propos de cet important essai sans préciser qu'il repose tout entier sur une distinction entre des notions coupées dont on tend, très souvent, à confondre les termes : sujet et individu, autonomie et indépendance. Le sujet, pour Alain Renaut, n'est pas l'individu. Le premier est toujours en relation à d'autres sujets, en rapport avec une loi qui règle leurs conflits ou leurs obligations. L'individu, au contraire, unique et solitaire, se

● HISTOIRE

La métamorphose des villes

Une démonstration de Bernard Lepetit : comment, entre 1740 et 1840, se modela l'espace urbain français.

A sa manière discrète, ce livre constitue une petite révolution historiographique. Avec lui, en effet, se trouvent révoqués les principes qui, depuis vingt ou trente ans, fondaient la tradition française de l'histoire des sociétés : le choix du cadre monographique, la définition des objets de recherche à partir des archives disponibles, l'évidence probante des données empiriques. L'ouvrage de Bernard Lepetit renverse chacune de ces perspectives ordinaires.

A l'étude de cas, localement enracinée, il oppose la « macro-analyse », seule capable d'établir les relations et régularités caractérisant différents modes de l'organisation spatiale. A la primauté de la source, il préfère le jeu des hypothèses, ce qui oblige parfois à reconnaître qu'il est des interrogations sans possible solution étant donné l'état de la documentation, mais ce qui, plus souvent, conduit à l'invention de l'archive nécessaire au déploiement du questionnement.

Aux constats immédiats, donnés comme imposant par eux-mêmes leur vérité, il substitue la constante confrontation entre les données construites par l'enquête et les modèles formels qui, par conformité ou écart, sont aptes à en produire la compréhension. De là, le large emploi des systèmes d'intelligibilité maniés par les disciplines voisines de l'histoire et, plus encore, à la façon d'Ernest Labrousse ou de Jean-Claude Perrot, de ceux forgés par les économistes et les arithméticiens politiques des dix-huitième et dix-neuvième siècles. De là, la rare rigueur d'un livre dont la démonstration est articulée comme un raisonnement scientifique.

La notion de réseau

Au point de départ, une question : dans le siècle qui enjambe la Révolution, entre la première moitié du dix-huitième siècle et la monarchie de Juillet, l'espace s'organise-t-il à partir de fonctionnements nouveaux de son réseau urbain ? Et peut-on même parler de « réseau » pour cette époque ? En première approche, la réponse semble négative.

Durant ces cent années, rien ne paraît bouger : la part de la population citadine n'augmente pas, la hiérarchie des villes, établie à l'aune de leur population, fige ses rangs. Postérieure aux recensements de la première modernité, antérieure aux bouleversements apportés par l'industrialisation, la période choisie donne l'impression d'une monotonie stabilisée.

Pourtant, à son terme, la manière de penser l'urbain n'est plus celle de ses commencements. Si aux représentations les plus traditionnelles de la cité close et monumentale, les économistes et administrateurs du dix-huitième siècle substituent le concept de la ville multiplicité des richesses, la pensée d'un réseau urbain articulé à l'échelle du royaume leur demeure étrangère.

Paradoxalement, c'est au moment où la ville disparaît de l'analyse économique, supplantée par la production, qu'apparaissent, chez les ingénieurs et les utopistes (qui souvent ne font qu'un :

pensons aux saint-simoniens), tout un ensemble de notions inédites : ainsi celle d'espace continu, de dépendances réciproques des cités, de système urbain. Une nouvelle modalité de l'organisation spatiale devient-elle ainsi pensable ? Mais est-elle déjà inscrite à la surface du territoire ?

Sans doute, mais pas dans toute la France, et pas du fait des innovations les plus spectaculaires. La réorganisation de l'espace administratif, qui promet nombre de cités modestes au rang de chef-lieu de département et qui construit une véritable pyramide urbaine, n'a pas les effets que l'on aurait pu en attendre. Elle contribue sûrement à resserrer les écarts de la hiérarchie urbaine, rapprochant les villes moyennes des anciennes capitales provinciales. Mais, surtout, elle renforce les vieux modes de domination de cités consommatrices et rentières, maîtresses de l'espace cloisonné que chacune commande.

La clef de la novation est ailleurs : dans le progressif développement d'un réseau routier plus dense et mieux utilisable. S'il s'arrime à l'armature urbaine existante et favorise les villes dotées d'un pouvoir bureaucratique, ce réseau démultiplie les relations entre les cités, les associant non plus le long d'axes coupés d'étapes, mais selon les possibilités multiples offertes par un maillage serré.

France du Nord, France du Sud

De cette mutation, l'effet n'est pas général. Maniant avec une extrême virtuosité plusieurs indices — le contraste entre une France des marchés et des boutiques et une France des foires (1), la diffusion prompt ou retardée de l'innovation, l'uniformisation plus ou moins précoce des prix du blé, — Bernard Lepetit montre que le Midi demeure durablement un espace enclavé où les villes campent séparées les unes des autres, comme autant de petites capitales. Les fonctionnements nouveaux sont au Nord, dans une France parisienne largement entendue, là où la politique d'équipement voulue par l'autorité a mis en mouvement et relation un très ancien semis urbain.

France du Nord contre France du Sud. Conclusion attendue, direz-vous. Peut-être. Mais l'impeccable démonstration de Bernard Lepetit l'établit en toute certitude, débarrassant sans merci les fausses explications, faisant justice des fausses oppositions (par exemple, entre modèle maritime et modèle continental de l'organisation urbaine : les villes françaises sont toujours, à la fois, administratives et marchandes). Il faut lire ce livre austère et exigeant qui anticipe peut-être un déplacement du travail historique, délaissant le genre monographique hérité de la géographie régionale du début de ce siècle pour la recherche des raisons qui gouvernent la large échelle, dans le cadre national, l'inégale distribution des faits sociaux.

ROGER CHARTIER.

★ LES VILLES DANS LA FRANCE MODERNE (1740-1840), de Bernard Lepetit, Albin Michel, coll. « L'évolution de l'humanité », 490 p., 195 F.

(1) Sur ce sujet, un livre très neuf de Dominique Marguier : *Foires et marchés dans la France préindustrielle*, éditions de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, 281 p., 150 F.

Vient de paraître :
LAWRENCE DURRELL
Letters to Jean Fanchette
Editions Two Cities
11, chaussée de la Muette
75016 PARIS
Tél. : 45-24-65-70.
110 p. - 110 F

● ESSAI

Les nouveaux aristocrates

(Suite de la page 15.)

Ce que suggèrent toutes les observations recueillies, c'est que les principes de classement appliqués notamment aux lauréats du concours, général sont à l'œuvre sous d'autres formes, tout au long du parcours des étudiants, qui se trouvent ainsi répartis, selon des critères apparemment scolaires et réellement sociaux, entre les différents lieux d'accueil qu'offre le système. Mais celui-ci ne livre la clé de cette répartition qu'à condition d'être considéré dans sa totalité. « C'est bien parce que le champ des institutions d'enseignement supérieur remplit sa fonction classificatoire en orientant les élèves vers des institutions elles-mêmes classées que l'on ne peut saisir l'effet majeur de son fonctionnement qu'à l'échelle du champ dans son ensemble », écrit l'auteur.

Tous les mécanismes de la vie scolaire, des procédures de sélection les plus ostensibles aux manières de faire les moins visi-

bles, conduisent à une série de dualités : entre les classes préparatoires, qui produisent les futurs cadres supérieurs en leur imposant des épreuves, « qui, en tant qu'affirmations publiques de la maîtrise de soi, sont autant d'affirmations du droit à la maîtrise des autres », et les filières universitaires, qui préparent les cadres dits moyens, mais aussi entre les « grandes » et les « petites » écoles, comme entre le « pôle scientifique et intellectuel, socialement dominant mais économiquement et socialement dominé » (Ulm-Sciences ou Ulm-Lettres) et le « pôle administratif et économique, socialement dominé mais socialement et économiquement dominant » (ENA ou HEC). Ces divisions, qui se traduisent dans tous les aspects de l'organisation des études parce qu'elles sont elles-mêmes la traduction de divisions antérieures, se retrouvent ensuite dans celles des milieux dirigeants, s'il est vrai que « la structure du champ des écoles du pouvoir » est une « relation d'homologie structurale » à « la structure du champ du pouvoir lui-même ».

On n'entrera pas dans le détail des démonstrations conduites avec beaucoup de subtilité par Pierre Bourdieu. On n'en retiendra que deux ou trois indications générales. La première est le recours à la notion de « noblesse d'Etat » qui donne son titre au livre. Ce n'est pas une simple métaphore. L'acte de séparation qui distingue les élus des réprouvés est, précise Pierre Bour-

dieu, « un acte de consécration ou, si l'on préfère, d'ordination qui, à la façon de l'adoubement selon Marc Bloch, institue un ordre ». C'est la même logique qui, en dépit des apparences, produit l'aristocratie d'Ancien Régime et la « noblesse scolaire » d'aujourd'hui. Comme les titres nobiliaires, les titres scolaires assurent à ceux qui les détient « un monopole légal protégé par l'Etat ». On peut même aller plus loin et considérer que la « noblesse d'école » est l'héritière de la noblesse de robe, qui s'est imposée jadis contre la noblesse d'épée.

Structures sociales structures mentales

Le deuxième enseignement de cette étude est qu'il est indispensable de saisir ensemble les structures sociales et les structures mentales. Autrement dit, contre ceux qui ont tendance à privilégier les premières, Pierre Bourdieu rappelle à juste titre qu'elles ne produisent leurs effets qu'à travers les comportements des hommes, mais, contre ceux qui soutiennent que seules comptent les secondes, il précise que, si les agents construisent par leurs actes la réalité sociale, ils le font toujours en fonction de la position qu'ils occupent. Ainsi la machine scolaire ne tourne dans les conditions décrites par Pierre Bourdieu que parce que, par un effet de « renforcement circulaire », ses utilisateurs en créent et en subissent simultanément les rouages

ou, selon une formule paradoxale telle que les aime l'auteur, « l'école choisit ceux qui la choisissent parce qu'elle les choisit ».

Enfin, il faut souligner que les relations mises au jour par le sociologue obéissent à des régularités statistiques, non à des lois déterministes, et que ces tendances sont d'autant plus fortes qu'elles se dissimulent à ceux qui les mettent en pratique. Aussi, en luttant contre cet effet de méconnaissance, le dévoilement de la réalité rend-il aux acteurs sociaux une part de liberté.

THOMAS FERENCZI.

★ LA NOBLESSE D'ETAT, *Grandes écoles et esprit de corps*, de Pierre Bourdieu, Editions de Minuit, coll. « Le sens commun », 578 p., 149 F.

— LA VIE DU LIVRE —

A l'occasion de la parution de l'ouvrage de
PIERRE BOURDIEU
La noblesse d'Etat
Grandes écoles et esprit de corps
Les Editions de Minuit
et la Librairie Compagnie
vous invitent à un cocktail
Le jeudi 16 mars à 19 heures
Librairie Compagnie, 58, rue des Ecoles
75005 Paris. Tél. : 43-26-45-36.

livres d'histoire
neufs et épuisés
LIBRAIRIE
PAGES D'HISTOIRE
8, rue Bréa, 75006 Paris
(1) 43-54-43-61
CATALOGUES MENSUELS
Recherche de livres d'histoire

Vient de paraître :
LAWRENCE DURRELL
Letters to Jean Fanchette
Editions Two Cities
11, chaussée de la Muette
75016 PARIS
Tél. : 45-24-65-70.
110 p. - 110 F

● HISTOIRE

Et la Croix-Rouge se tut...

Un universitaire genevois détaille sans complaisance les carences de l'organisation humanitaire face à la barbarie nazie.

« EN 1944, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) se voit décerner pour la seconde fois le prix Nobel de la paix. Mais les hostilités ne sont pas achevées en Europe que des questions lui sont posées sur son attitude face aux persécutions politiques et raciales perpétrées sous le III^e Reich. Des critiques (...) dénoncent son absence d'initiative. Son silence public est mis en question. »

C'est sur ce constat, somme toute banal, que s'ouvre une analyse historique rigoureuse du rôle de la grande institution helvétique pendant la seconde guerre mondiale. Et c'est sur ce constat, accablant, qu'elle s'achève : face aux victimes de l'holocauste, le CICR, garant du droit humanitaire, « a souvent cherché, non les moyens de l'action, mais, au contraire, une justification pour ne pas agir, afin de ne pas ébranler les missions conventionnelles sur lesquelles reposaient, à ses yeux, son existence même ».

Entre les deux constats, 375 pages forment l'essentiel d'un gros livre qui devrait faire date. « Une mission impossible ? » apporte, en effet, sur le problème le plus douloureux de notre temps des réponses espérées, ou redoutées, depuis quarante-cinq ans. Qu'il fasse du même coup l'effet d'un pavé dans la mare humanitaire de Genève n'est donc pas pour étonner.

L'exposé des faits et la critique sont, de surcroît, bien difficiles à contester : Jean-Claude Favez, l'homme qui a mené l'enquête pendant plusieurs années, est au-dessus de tout soupçon : il est recteur de l'université de Genève, son travail est bénévole et ses sources inattaquables. C'est le CICR lui-même qui lui avait confié la clé d'archives jusqu'alors tenues secrètes l'autorisant à puiser librement dans les dossiers aux fins de publication.

A travers les trois interrogations qui l'ont guidé (qu'a su le

CICR des persécutions politiques et raciales ? qu'a-t-il pu faire ?), l'auteur suit l'organisation dans sa prise de conscience, ses réactions et ses interventions, de 1934 à 1945. Il laisse largement « parler les documents » ; et, à travers eux, les hommes qui eurent le redoutable honneur de présider alors aux destinées du CICR.

D'étranges celliers

Dans l'Europe en guerre, l'Europe de Hitler, la mission du CICR était-elle vraiment impossible ? Très tôt, grâce aux témoignages qu'il recueille, le Comité prendra conscience des déportations de prisonniers politiques et des persécutions raciales, en Allemagne d'abord, puis dans les pays de l'Est. Très vite, il constatera que le Reich ne se sent « plus tenu par aucun engagement juridique ni par aucune considération traditionnelle d'humanité ». Pourtant, ses réactions, ou du moins celles de ses dirigeants (car sur le terrain les délégués sont souvent plus courageux), seront toutes de prudence et de retenue. Pour ne pas dire plus.

Arrestations politiques, déportations, aggravation des persécutions contre les israélites, camps de concentration : pendant dix ans, alors que le champ humanitaire et le nombre des victimes de la guerre s'étendent considérablement, le CICR, comme protégé par des ombres, maintient étroitement le cap sur ses « tâches originelles » et cède du terrain, tout particulièrement face à la Croix-Rouge allemande. Cette dernière, dont la croix n'a pas tardé à se noircir et à se nazifier, refuse souvent d'aider le CICR dans l'accomplissement de sa mission, surtout quand elle aborde la question juive.

Le comité n'en continuera pas moins à se prêter au petit jeu des relations et échanges diplo-

matiques dans lesquels il gaspille son efficacité et sa crédibilité ; il se prêter à des visites de camps qui sont des mises en scène dont le Reich tirera le plus grand profit ; il acceptera bientôt de laisser de côté certains sujets, à commencer par celui des juifs, que le Reich considère comme tabous.

Au fil des événements se dégage, au sein de l'organisation,

compassion et de soutien. Mais ils ne constituent à aucun moment une catégorie en soi.

C'est dans de telles dispositions, et après avoir déjà tant cédé, que la Croix-Rouge se retrouve, en 1942, face aux terribles développements de la « solution finale » : les déportations et exterminations massives de juifs. Et, que fait-on ? Favez résume la situation : « En

nationalité ennemie. En renouant à la fin de l'année à une réponse que tout annonçait négative, il a en quelque sorte de lui-même retiré sa note (adressée à Berlin). Jusqu'en octobre 1944, il ne soulèvera plus ce problème dans une démarche officielle. »

En 1944, pressé par le Congrès juif mondial, par le War Refugee Board américain et par des sociétés de Croix-Rouge de relancer le Reich sur ce point, le CICR s'y refusera après s'être « assuré discrètement que les autorités helvétiques en feraient de même au cas où elles seraient consultées (...) ce que l'on accepte à Berne ».

Pour sauver l'honneur

Entre-temps, pour sauver malgré tout l'honneur, il avait été envisagé, en octobre 1942, de lancer un appel solennel au respect du droit des gens et des principes humanitaires. La majorité des membres du Comité (vingt et un) y étaient favorables mais pas les deux principaux dirigeants, proches du gouvernement helvétique, lui-même défavorable. Aussi l'appel eut-il droit à un « enterrement de première classe » et le CICR perdit l'occasion, face à la barbarie nazie, d'apparaître comme la grande conscience de l'humanité. Quelques semaines plus tard, à Londres, une déclaration approuvée par les gouvernements alliés et le Comité national français condamnaient les « mesures bestiales d'extermination » du Reich. Le pape lui-même, dans son message de Noël, exprimait sa douleur pour les victimes.

Ces refus d'agir ou de prendre position, le CICR les a invariablement justifiés par les mêmes arguments : des interventions en faveur de certaines catégories de personnes soumises exclusivement à la loi nationale excéderaient le cadre des activités traditionnelles et conventionnelles de l'organisation ; elles pourraient passer pour des ingérences dans les affaires internes de l'Etat, apparaître comme dictées par des considérations plus politiques qu'humanitaires. Elles risqueraient de compromettre l'action du CICR pour les pri-

sonniers de guerre et internes civils qui sont de son ressort. Enfin, vu l'intransigeance de Berlin, il serait illusoire et dangereux de vouloir trop en faire.

Il est vrai que, jusqu'en 1949, le droit humanitaire ne protège que les combattants des guerres entre les Etats (blessés, malades, prisonniers de guerre), vrai aussi que les persécutés raciaux « se trouvaient entièrement hors du domaine des conventions internationales humanitaires et même en tant que tels de la perception de la Croix-Rouge. Car le critère racial n'existe pas aux yeux du CICR (...) ». Mais le CICR ne pouvait-il pas se fonder sur d'autres critères ? Sur un devoir général envers l'humanité persécutée ? Sur son article 5 qui le rend « libre de prendre (...) toute initiative humanitaire rentrant dans son rôle traditionnel » ?

Coïncée entre le refus inflexible du Reich et le carcan des conventions, la Croix-Rouge n'a pas osé. Elle a renoncé à certaines tâches essentielles de sauvegarde et de protection, tout en multipliant les opérations de secours et les envois de colis à certaines catégories de victimes. Le geste humanitaire concret remplace ici l'impossible protection juridique. C'est mieux, beaucoup mieux, que rien. Mais au regard de ce qui se passe alors, au regard de l'autorité, de l'obligation morale dont le CICR est investi, n'est-ce pas, malgré tout, dérisoire ? La mission était peut-être impossible ; mais élever le ton, dire non, exprimer une condamnation ne l'était pas. C'est de ne pas l'avoir fait, d'avoir gardé ce non-appel de la fin 1942 dans la gorge, qui change tout, qui modifie à jamais le jugement de l'histoire. Neutralité, que d'inaction, que de silences couverts par ton nom !

R.-P. PARINGAUX.

★ UNE MISSION IMPOSSIBLE ? Le CICR, les déportations et les camps de concentration nazis, de Jean-Claude Favez, Payot, Lausanne, 428 p., 220 F.

Sur le même sujet, rappellons l'ouvrage de notre correspondant à Genève Isabelle Viehman : Croix-Rouge : R les stratégies de la bonne conscience, aux éditions Alain Moreau.



CAGNIAT

une position qui va déterminer mais aussi pervertir toute sa mission : pendant toute la période nazi, « les détenus des camps de concentration, déportés, prisonniers politiques et persécutés raciaux sont considérés par le CICR comme des groupes de victimes dignes d'intérêt, de

automne 1942, après de longues hésitations, le CICR s'est penché sur le sort des détenus dans les camps de concentration, et parmi eux des juifs, en cherchant à suggérer une assimilation ou à défaut un rapprochement avec les internés civils de

● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Ça fonctionne...

(Suite de la page 15.)

Autant d'existences où les lettres d'amour enrubannées auront moins compté que les testaments refaits en hâte, que le plaisir torve de déshériter tel ou tel. Elargir puis transmettre le lopin de planète conquis jour après jour : telles sont leurs raisons de vivre, et leur mortelle gangrène.

PASSONS sur les grossesses et les contrats qui ponctuent ce genre de destin. Les démenagements, les lettres anonymes, les départs à la guerre, les comes de bois et les moulins qui se négocient férocement. Sachez que le mari de Marthe tarde à revenir de la première guerre, qu'il finit par rentrer, par mourir quand même. A quarante ans, Marthe a gardé l'attrait des êtres qui se battent. Un autre métier que de son espèce y est sensible, malgré ses treize ans de moins. Cellier, c'est son nom d'emprunt, est juif, plus sûrement qu'elle. Entre eux se noue, au-delà d'une idylle intermittente, la connivence des réprouvés. Dans la région, on appelle ces gens d'« ailleurs » les « accourus ».

D'autres « romanos » surviennent entre les deux guerres : les sœurs Bronski, riches et fantasques comme peuvent l'être des Russes qui ont fui 1917 avec leur samovar et un sens de la fête où les minotiers de Tours, faute de le partager, violent la main du diable. Les Bronski rachètent le manoir de noblesse locaux et y organisent des folles nuits dans le style de la Règle du jeu, de Renoir. Déjà l'approche de la deuxième guerre mondiale accentue le goût des hresses au bord du gouffre.

Des alliances se forment et se défont. Une des Russes, peintre, devient la belle-fille de Marthe. Des appartements parisiens s'ajoutent aux domaines amassés. Des actrices tournent la tête des bons bourgeois. Un noble allemand fuit le nazisme. Munich apporte son lâche soulagement, dans des odeurs de quintonine et de brillante Roja. L'exode passe par les ponts de Tours. Les Stuka jouent les destins aux dés. L'Occupation met fin aux extravagances dont Marthe n'a jamais eu l'idée, fautes d'un minimum de biens au départ, le sens du luxe s'hérissant avec le luxe même.

Une mort silencieuse, et suspects, clôturera cette vie à la fois imposante et limitée, à force de n'avoir servi qu'une idée fixe : enlever sous les possessions terrestres, tarriennes, la honte d'un monogramme au dos d'une montre...

TANT qu'à traverser le siècle à dos de familles, mieux vaut emprunter l'inénarrable caravane de l'Exposition coloniale, avec le recul ironique et attendri qu'invite à prendre Erik Orserna. Les Figurants, de Weyergans, ont le même

mérite de plonger dans les entrelacs de l'Histoire et de certaines vies singulières en prenant avec le genre des distances neuves.

Irène Fraïn se refuse systématiquement ce « second degré ». Elle ne raconte pas pour jouer mais pour être lue. Elle s'adresse à cet « accouru » de la culture qu'est le lecteur pour qui ce qui est écrit est vrai, qui n'est pas là pour plaisanter ou réfléchir sur l'art de conter ; il en va de son plaisir unique, celui de croire.

Tant de respect pour l'instrument romanesque hérité du siècle dernier revient à cultiver le lieu commun, non sans ascétisme. L'auteur, on le pressent, ne demanderait qu'à multiplier les clins d'œil et les surprises. La signification du roman y perd en subtilité. Nous n'aurons guère appris que nous ne sachions, sur la violence et la softude tapies derrière l'esprit dit de famille, sur la hideur de l'acquisition forcée et de la transmission mesurée en stères de bois ou en bagues de grands-mères. On a la confirmation tous les jours de ce que, quand l'argent commença à occuper l'esprit, fut-ce le plus gratuit et le plus enjoué, l'amour, l'amitié, la dignité violent en éclats. Ce n'est pas parce que les hommes politiques convaincus de cette évidence ne s'y réfèrent plus volontiers qu'elle a cessé de sauter aux yeux...

VOICI donc une histoire à l'ancienne, où rien ne dépasse, où l'auteur observe strictement le vieux pacte réaliste, se servant de la prose comme d'un instrument fiable, indiscuté, et laissant aux poètes d'avant garde le soin de le mettre en cause. Comme au siècle dernier, une solide convention assoit la réalité de la narration. Ici, il s'agit de photos retrouvées dans un carton, de quelques films Pathé-baby : autant de traces dont nous avons tous des exemples, comme de ces secrets qui fondent les traditions familiales, plus que tous les messages d'agréments : l'oncle fêru de bordels, le trésor caché, la liaison clandestine du cousin...

Quand Marthe grelotte près de son poêle en s'apercevant qu'elle n'a plus d'avenir, on craint que ce ne soit le cas de la manière dont son histoire nous a été contée. Mais les vieilles règles sont observées avec agilité. La pluie mouille. Les descriptions associent tous nos sens. Les mots justes créent des instants de grâce. Les vélos traversent la campagne. Le tuffeau des maisons blanchit sous l'orage.

Selon une formule si employée qu'on en oublie l'horreur : ça fonctionne...

★ SECRET DE FAMILLE, d'Irène Fraïn, Lattès, 496 p., 95 F.

PICARD ÉDITEUR

82, rue Bonaparte, 75006 Paris



par Bernard MARREY

Codition Pavillon de l'Arseval à l'occasion de l'exposition "Le fer à Paris" au Pavillon de l'Arseval du 9 mars au 21 mai 1989. Un volume 18 x 30, 209 pages, 130 illustrations dont 40 en couleurs, broché, 180 F.

Vient de paraître la 2^e édition revue de LA CONSTRUCTION ROMAINE Matériaux et techniques par Jean-Pierre ADAM Collection Grands manuels Picard Un volume 22,5 x 27, 368 pages, 156 illustrations, relié, 550 F.

IMPRESSION LASER

EN LIBRE SERVICE

Tirez vos documents Macintosh, PC ou portable sur notre imprimante à laser. Location laser et formation à l'usage. LASERMARK 48 bd Richard Lenoir 75011 Paris Tél : 48 08 84 01 Lun - Ven 9.00 - 18.30 Sam 14.00 - 18.00



384 PAGES 179 Frs.

L'apajette recherche pour leur nouveau département librairie

UN VENDEUR(SE) EXPÉRIMENTÉ(E)

Spécialiste des livres pour la jeunesse

Ecrire avec CV, photo à : T. Blanc, service recrutement 40, boulevard Haussmann, 75009 PARIS

● D'AUTRES MONDES - La chronique de Nicole Zand

« Mon pauvre vieux papa... »

★ PIANISTES, d'Anthony Burgess, traduit de l'anglais par Jean-Pierre Carasso, Grasset, 281 p., 99 F.

ENCORE une fois, Anthony Burgess, le géant insatiable (1) — avec une vingtaine de titres traduits en français, — nous fait rire, nous fait pleurer. Qu'est-ce qu'on peut demander de plus à un livre où le talent éclate à chaque page ?... Et s'il éclate trop, tant pis, tant mieux. *Pianistes*, ou plutôt « les Jouvains de piano » (*The Piano Players*), publié par Hutchinson à Londres en 1986, le roman qui sort cette semaine en librairie et qui a dû être écrit juste avant la grande autobiographie contenant la première partie de ses confessions (*Little Wilson and Big God*, publiée pour son sixième-dixième anniversaire, en cours de traduction chez Grasset), offre la particularité d'être une autobiographie romancée. Mais racontée au féminin.

Cette vieille dame, me direz-vous, la narratrice qui prend le soleil aux terrasses des cafés d'un village du Var et qui nous raconte sa vie, ne ressemble pas, au premier abord, à l'auteur d'*Orange mécanique*. Et pourtant... « Je suis une gentille petite vieille toute mince, le cou un peu décharné, mais c'est bien naturel, et mes cheveux blancs sont joliment teintés de bleu par le meilleur coiffeur de Carnes, l'endroit où je passe l'hiver, et mes ongles sont très soignés et vernis cannelle et je porte un peu de rouge à lèvres et d'ombre à paupières, et d'ordinaire on me voit vêtue d'un tailleur-pantalon de bonne coupe bleu, gris ou doré. Je m'enorgueille d'être très anglaise, j'essaie même de parler français avec l'accent. (...) On m'a appelée « la Belle Hélène », du temps de ma splendeur, mais je suis née Helen Henshaw et je conserve mon nom de jeune fille. »

Anthony Burgess lui-même, né Anthony Wilson à Manchester en 1917 comme son « héros », n'a-t-il pas choisi de conserver le nom de jeune fille de la mère qu'il n'a jamais connue, Elizabeth Burgess, une danseuse et chanteuse de music-hall, célébrée alors comme la « Beautiful Belle Burgess », morte de la grippe espagnole en même temps que Muriel, la sœur unique de l'écrivain, alors qu'il avait un an ? C'est cette sœur, qui n'a existé que dans son souvenir et qui n'a vécu que dans son imagination, et surtout Joe Wilson, son père, son « pauvre vieux papa », un peu ivrogne, très rêveur, pianiste dans les bastings et les cinémas du temps du

musé, qu'il évoque dans *Pianistes*, s'ingéniant par tous les moyens à faire remonter la mémoire d'une Angleterre qui n'existe plus...

« Il y a les violonistes et puis les violoncelles. Mais, en face des pianistes, il n'y a pas de piano. C'est à cette deuxième catégorie qu'appartient mon pauvre vieux papa, se souvient la vieille dame. Au pub, au cinéma et au bout de la jette à Blackpool, il fut toujours le pianiste. Pas d'applaudissements pour mon papa. Il n'était ni Schnabel, ni Rubinstein, ni Horowitz, ni son arrière-petit-fils. Il était le pianiste. »

Pianiste, pianiste, pianiste... Helen-Anthony évoque son enfance misérable, elle, mal nourrie de trop de tourtes, de pâtés et de trop de « fish-and-chips », lui, de bière Bass à la pression ; mais une enfance pleine de musique. Burgess, qui n'a jamais caché sa passion profonde pour la musique et qui avait décidé à quatorze ans de devenir compositeur — il a composé un nombre impressionnant de chansons, de symphonies, de concertos, de sonates, etc. — écrit pour la première fois un roman de musique, sur son rapport à la musique. (Actuellement, il prépare le livret d'un opéra sur 1789, qui sera créé à la Scala de Milan avec des marionnettes d'Enrico Baj, et il a dû renoncer, faute de temps, à composer la musique, qui a été confiée à Massimo Sestini, un ancien du Théâtre américain Bread and Puppet.)

La petite Helen, l'enfant de la balle, prend conscience de la vie, à quatre ans — en 1921, — lorsqu'elle commence, sur les pas de son père, à hanter les salles de cinéma de Manchester, au Piccadilly, au Royal, au Star, où Joe (« Mon papa disait qu'il était musicien, peut-être mauvais, mais musicien quand même ») tape sur des instruments plus ou moins dégingués, frappant parfois directement sur les cordes avec un petit marteau pour



Le cinéma parlant allait finir par combler la fosse du pianiste...

produire un effet de cloches ou de cithare, faisant le tonnerre en secouant des pois secs dans une boîte à biscuits ou avec une feuille d'aluminium, faisant chanter à la fillette de neuf ans Home Sweet Home, sur des images de Mary Pickford...

Lorsqu'il décrit les leçons de piano que le père donne à la fillette, l'initiant aux accords, aux triades, aux septièmes, montant et descendant le ré mi fa sol la si et le si la sol fa mi ré (qui font en anglais DEFGAB ou BAGFED), composant pour elle des airs dont les notes sont des lettres, tel ce CABBAGE (do la si la sol mi), FACE (fa la do mi) : « Face de chou, cabbage face, Comme tu habites ici un point c'est tout. On l'appelle face de chou. » Quelle tendresse se glisse entre les notes quand ce vieux bonhomme de daddy, qui ne peut enseigner que ce qu'il sait, glisse comme il peut la petite orpheline ! Quelle grâce lorsqu'il se met à la place de la petite pour la faire parler, pour éprouver ses sentiments à elle ! On en rit. On en pleure.

Ainsi, la première expérience de la gamine de onze ans obligée de remplacer son père malade, au pied levé, pour un film qu'elle n'a jamais vu, une super-

production allemande qu'elle appelle *Metro Polis* : « Je sais jouer, je vous dis, dit-elle brava au directeur de la salle qui veut l'empêcher de passer. Mon papa m'a appris à jouer. » Rejetonne d'un vieux catholique romain qui n'accepte pas la loi de la majorité anglaise et joue parfois — ô scandale ! — Foie de nos pères, un vieil hymne catholique au lieu du *God Save The King*, et qui se réveille lorsque le recteur (qu'il appelle le recteur) veut lui imposer les airs et les cantiques à jouer sur les images d'un film pieux sur Jésus intitulé *Lumière du monde* : « Ainsi, dit mon papa, Notre Seigneur est devenu la propriété privée de l'église d'Angleterre, c'est bien ça ? »

BURGESS n'a pas attendu les Versets sataniques pour se dresser contre tous les obscurantismes, toutes les intolérances, et ce n'est pas un hasard s'il fut le premier, dans la presse anglaise, à s'élever contre les menaces de mort de l'ayatollah en dénonçant les « tactiques de gangsters de l'islam » et un « opportunisme qui fait honte à l'islam » (« Je ressens à l'égard de Khomeiny la même sentiment que celui que j'éprouvais à l'égard de Hitler avant 1939 », écrivait-il, unissant dans sa protestation tous les fondamentalismes, « qu'ils soient islamiques ou chrétiens. » Mais revenons à *Pianistes*, dans lequel il se rappelle, avec la même hargne, les années de son enfance : « Il arrive qu'on programme ce film religieux à propos duquel il y a eu tant d'histoires aux États-Unis où on l'avait tourné, la vie de Notre Seigneur, tout le monde disant que c'était un sujet trop vénérable pour qu'on en fasse un film que les gens regarderaient en maugréant du chocolat ou en tirant sur des câbles et on se pelotonne au dernier rang. (...) Lorsque le film fut programmé au Star, le papa reçut des instructions fort strictes édic-

tées par le recteur de l'église de la Sainte-Croix. « On aurait cru que quel-que grand concile religieux ou autre se mêlât soudain de coller son nez dans la distribution du film en exigeant qu'un membre du clergé dise quelques mots, en fait, délivre un sermon avant la projection. » Et pourtant, on ne jouait pas intolérance.

Burgess n'a pas l'air de croire à l'efficacité des éducatrices bourgeoises et s'intéresse peu à la formation donnée à Helen dans un pensionnat anglais, puis à Bruxelles, dans l'étrange couvent de religieuses à talons aiguilles où l'on enverra l'adolescente, mais il passe vite sur ces écoles à former des jeunes filles « bien » ou des putains de haut vol et s'intéresse peu à la carrière d'Helen-Hélène, devenue chef d'entreprises très spéculatives et ouvrant des « Écoles d'Amour » à Singapour, Bangkok, Hambourg, Londres... Il expédie aussi, à toute vitesse, le mariage d'Helen avec Al Betross, la naissance de son fils Robert — le père du futur pianiste virtuose William Betross —, le divorce et une folle équipée en Italie avec le cadavre de la belle-mère qu'on balance sur le toit de la voiture, pèture idéale pour les corbeaux et les mitraillettes de policiers maladroits, etc. Humour démolitionniste dans lequel se complait Anthony Burgess, qui mène à la mort le « pauvre papa » dans un tragique « marathon » pianistique dont il ne se relèvera pas.

LES mots explosent dans une richesse verbale absurde et multilingue d'un auteur qui joue avec les notes de musique, les langues, les calembours, la quintessence de la culture anglaise avec une virtuosité digne d'un « Padousski » (1), admirablement rendue par un Jean-Pierre Carasso en grande forme qui se montre à la hauteur de son auteur (comme du précédent traducteur attitré de Burgess, Georges Belmont).

« Mon papa était convaincu qu'avec sa méthode tous les enfants pourraient jouer Mozart en un mois. Ce fut la seule chose sur laquelle il se montra jamais optimiste », conclut le narrateur-narratrice. Introduit-il là une vague métaphore sur le stage de l'artiste et sur le destin de l'écrivain qui ne peut être qu'une prostituée ? Qui sait ? Dieu le sait. Burgess le sait.

(1) Vient de paraître cette semaine à Londres un nouveau roman : *Any Old Iron* (Hutchinson, 339 p.), mélange hirsute de mythes sur le glorieux militaire et la pureté raciale. Ce qui porte à plus de quarante les œuvres de fiction de l'auteur en moins de trente ans.

Et si l'on parlait du livre de Rushdie ?

Sous l'affaire, l'œuvre. Elle est riche et complexe. En voici quelques clés.

PARMI ceux qui parlent de l'affaire Rushdie, combien ont lu le livre ? C'est d'ailleurs un écrivain très peu (ou très mal) connu en France. Il est donc enfin temps de parler un peu de son œuvre. On peut d'ailleurs se demander si la publication dans les journaux d'extraits des *Versets sataniques* a vraiment rendu service à son auteur, car ce livre si riche et si complexe, structuré autour de leitmotivs et de thèmes récurrents, se prête mal à ce genre de découpage. Les extraits, qui concernent notamment le Prophète et l'islam, donnent également une vision quelque peu déformée du livre qui décevra en fin de compte les lecteurs à la recherche d'un pamphlet antislamique.

Salman Rushdie est, comme tout le monde le sait maintenant, un Indien devenu britannique. C'est plus précisément un Indien musulman dont la famille est partie s'installer au Pakistan et qui lui-même a été éduqué en Angleterre, où il vit à présent. Toute son œuvre s'inscrit sous le signe de cette triple appartenance, qui se retrouve dans les *Satanic Verses*



et qui apparaît comme un enrichissement plutôt que comme un déchirement. Ainsi, le livre éblouissant qui l'a fait connaître, *Midnight's Children* (les Enfants de minuit), concerne essentiellement l'Inde (1), le suivant *Shame* (la Honte) plutôt le Pakistan, et celui-ci, les *Satanic Verses* (les Versets sataniques) — mais il faut noter que « verset » en anglais n'a pas forcément une connotation religieuse ; d'ailleurs, le livre s'ouvre sur d'autres vers d'origine douteuse), concerne... quoi au juste ? Il parle des trois pays et n'est guère tendre pour les auto-

rités britanniques : il soulève notamment quelques problèmes délicats concernant la communauté immigrée en Angleterre. Mais son sujet est plutôt la nature de l'inspiration religieuse, la confusion entre inspiration divine et inspiration diabolique, entre le principe du bien et le principe du mal ; bref, il sème le doute.

Voilà en effet des thèmes qui dérangent. Mais la polémique, en fixant l'intérêt sur le côté blasphématoire de certains passages concernant l'islam, fausse le sens du livre en lui attribuant uniquement un côté provocateur assez simpliste. En fait, ce livre, comme

ses ouvrages précédents, crée un monde baroque et foisonnant proche par certains aspects du « réalisme magique » qui est peut-être la seule façon de raconter le tiers-monde aujourd'hui. *Midnight's Children* parle de l'histoire récente de l'Inde à travers son héros et sa famille, dans des péripéties qui mêlent l'histoire à la magie et au mythe. Le récit très complexe renvoie à des aspects multiples de la réalité indienne, comme à des mythes hindous, en un foisonnement éblouissant, car Rushdie est aussi un conteur. Mais tout cela est inséré dans une structure rigoureuse fondée sur des récurrences qui renvoient à la réincarnation. En passant, il critique sans merci le gouvernement indien et surtout M^{re} Ghandi, comme dans *Shame*, livre encore plus féroce, où il s'attaque à Zia Ul Haq et à l'intolérance.

Dans les *Satanic Verses*, nous trouvons la même complexité et le même foisonnement du monde rushdien, cette fois raconté par le diable. Le lecteur est pris dans un univers qui mélange la réalité et le fantastique où, comme dans *Midnight's Children*, le cinéma indien joue un rôle important. Les événements qui se déroulent dans plusieurs continents entretiennent des liens très complexes, et l'interprétation en est moins aisée que dans ses ouvrages précédents. Un épisode qui reste particulièrement en mémoire est le pèlerinage fantastique de tout un village indien affamé qui part à la suite d'une jeune fille illuminée, au milieu de nuages de papillons, à travers le pays en direction de la mer qu'ils doivent traverser à pied pour se rendre à La Mecque. Le pèlerinage est suivi en Mercedes par le

grand propriétaire terrien qui essaie de semer le doute et combattre l'influence de la prophétie. Est-elle inspirée de Dieu ou du Diable ? Arrivé au bord de la mer, le village entier s'engloutit sous les flots, mais continue à marcher vers La Mecque... Cet ambivalence symbolise les questions que pose Rushdie. C'est la même interrogation qui sous-tend les passages sur le Prophète et qui constitue un sujet d'indignation pour les croyants.

Il faudrait aussi parler de l'humour de Rushdie, car, comme

ses autres romans, les *Satanic Verses* est un livre très drôle. Cet humour repose en grande partie sur un travail du langage, car il transforme la langue anglaise en un jeu d'artifice verbal fait de jeux de mots, d'allusions, d'inventions lexicales, et il exploite différents registres : l'anglais indien, l'anglais indien mob, l'américain, le langage des immigrants, celui des fonctionnaires...

L'incompréhension de cette ouverture aux autres, de ce « métissage », rend l'affaire Rushdie consternante. Cet auteur qui prêche la tolérance et milite pour le droit des minorités en Angleterre a déchaîné une vague d'intolérance et de fanatisme qui, à son tour, sert à justifier les pires préjugés contre les musulmans. On comprend l'amertume de l'auteur face à ce déferlement qui semble sortir tout droit des pages d'un de ses livres. Dans une boucle toute rushdienne, la ligne de partage entre la fiction et la réalité s'efface, les thèmes du livre se retrouvent sur la scène mondiale avec des illuminés (inspirés par qui ?) faisant croire aux foules que leur conscience est violée par un livre dont ils ne savent rien. Cette campagne aux motivations troubles rend encore plus difficile la tâche de ceux qui, comme Rushdie, défendent la laïcité dans les pays musulmans, et menacent l'équilibre fragile entre des communautés différentes.

ANN THOMSON, Angliciste, maître de conférences à l'université d'Alger.

(1) Les Enfants de minuit, traduit de l'anglais par Jean Guillemin, a été publié chez Stock en 1983, suivi de la Honte (1984) et de la Sourire du Jaguar, Un voyage au Nicaragua (1987).

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. : 43-26-51-09

UN HOMME POUR L'ÉTERNITÉ
THOMAS MORE : SON SECRET
L'UTOPIE
ORIGINAL INTÉGRAL. Traduit et
présenté par André Prévert,
docteur en lettres, maître de
l'Académie française. Biographie,
Tableaux, Index. Questions
actuelles. 780 pages.
UNE ÉDITION D'ART : papier à
l'antique, reliure de luxe. Titres
en Toile de lin chiffrée.
Signets. Sous-couche. Portrait de
MORE en couleurs par Hol-
bein. 18 x 24.
LE LIVRE À OFFRIE : l'Utopie de
Thomas More, même édition,
en librairie SOS, 106, rue du
Bac, Paris (7^e).
PAR POSTE : COMMANDE à
A. Prévert : 250 F. franco.
CCP 1462-612. Ligne ou chè-
que bancaire ou euro-chèque
en francs français, 16, avenue
des Fleurs, 59110 La Made-
leine. Livré par retour. Embal-
lage à toute épreuve. Pour
envoi en recommandé, ajouter
20 F.
Officiers sur demande - Tél. : 20-85-29-16.

Société

Un contrat de formation pluriannuel

M. Joxe veut doter la France de « la meilleure police d'Europe »

M. Pierre Joxe veut doter la France de la « meilleure police d'Europe ». Son arme : un nouveau plan pluriannuel de formation présenté, mercredi 8 mars, par le ministre de l'Intérieur et accueilli favorablement par les syndicats. Très ambitieuses, ses quarante-quatre propositions

visent à rapprocher la police de la population, en l'insérant mieux dans la ville ; à accroître ses performances, par une sélection accrue et des contenus d'enseignement étoffés ; et à unifier ses corps et catégories, en développant les tronc communs de formation. A terme, les gardiens de la paix seront recrutés au niveau du baccalauréat, leur formation initiale passera rapidement de huit à douze mois, tandis qu'un Institut des hautes études de la sécurité intérieure (IHESI) sera inauguré l'automne prochain.

La formation : rapprochement avec les universités, conseils d'établissements ouverts aux syndicats et à des personnalités extérieures, contact avec le milieu scolaire et les associations. Au cœur de cette transformation : la définition d'une nouvelle carte scolaire des établissements. Actuellement les écoles de police sont dispersées sur le territoire, parfois éloignées de tout — et notamment du milieu urbain —, déconnectées de la réalité qu'elles devraient préparer à affronter. Il y aura donc des fermes et des fusions, dont le ministre s'est bien gardé d'annoncer la liste avant les élections municipales.

La consécration paraîtra sans doute inattendue. Mais les enseignants saisis par le doute sur les finalités de leur métier ne pourraient-ils trouver quelque réconfort dans le zèle de la police nationale ? La formation des hommes — et aussi, pour 5 % des effectifs, des femmes — y occupe désormais une place exceptionnelle, laboratoire d'un changement des mentalités et des pratiques et levier d'une révolution douce au sein de l'institution.

Si l'utopie éducative retrouve, dans ce décor d'ordinaire plutôt déprimé, une seconde jeunesse, c'est aussi parce qu'elle n'y a pris pied que récemment : la formation n'est vraiment prise en compte sur la durée par le ministère de l'Intérieur que depuis 1982. Il en résulte, à l'époque, une charte dont les objectifs furent ébauchés jusqu'en 1987. Entretemps, le gouvernement ayant changé, MM. Charles Pasqua et Robert Pandrang laissèrent le chantier en l'état, ce que M. Joxe ne manque pas de leur reprocher. Reprenant à son retour place Beauvaux le fil interrompu, celui-ci réclama en août 1988 une évaluation des résultats de la charte de 1982.

L'importance des moyens mis en œuvre illustre la priorité. Comportant 93 questions et obtenant plus de 90 % de réponses, un questionnaire fut adressé à 10 000 policiers de toutes grades, toutes directions et toutes régions. Des enquêtes sur le terrain furent menées dans 66 services. Des entretiens approfondis furent conduits auprès de 250 policiers. Experts ou usagers, des représentants de ce qu'il est convenu d'appeler la société civile furent invités à apporter leur regard critique dans des assemblées décentralisées. Deux sociétés d'audit et de formation furent consultées. Des études furent menées sur l'état de la formation dans les polices étrangères.

« Il me semble indispensable qu'une administration moderne

sache repérer ses faiblesses et n'hésite pas, si le besoin s'en fait sentir, à changer de cap afin d'améliorer son efficacité au service du pays », a estimé M. Joxe en présentant le résultat de cette vaste consultation. Le ministre de l'Intérieur insiste sur la continuité de sa réflexion autour de la modernisation et de la professionnalisation de l'outil policier. Une continuité qui se traduit aussi par le choix des hommes : créateur du laboratoire de la formation sous le règne de Gaston Defferre, M. Jean-Marc Erbs révisait comme chargé de mission, avec le rang de directeur, auprès du directeur général de la police nationale. Assisté d'un sous-préfet, M. Jean-François Bureau, et d'un commissaire divisionnaire, M. Jean-Marc Berlioz, il devra mettre la partition en musique.

Cinq ambitions

Cependant, plus que la continuité des objectifs, c'est l'accélération des rythmes qui frappe à la lecture de l'épais document présentant ce « contrat pluriannuel de formation », remis aux organisations syndicales afin de connaître leur point de vue. Après l'étape quelque peu technocratique du plan de modernisation adopté pour cinq ans en 1985, qui visait surtout à rattraper le retard matériel d'une police sous-développée, il s'agit maintenant d'une transformation en profondeur de l'institution, où l'on retrouve nombre des idées du principal syndicat, la FASP. Les personnels sont invités à concevoir autrement leur métier, leur carrière, voire même leurs relations, qu'il s'agisse des rapports hiérarchiques ou des divisions catégorielles.

Les objectifs proposés recouvrent cinq grandes ambitions : hausser le niveau ; généraliser la formation continue ; rapprocher les policiers

de la population ; unifier la police nationale ; renforcer les contenus d'enseignement.

● **Hauser le niveau.** — A terme, le ministre de l'Intérieur souhaite élever les seuils de recrutement : niveau bac pour le concours de gardien de la paix, DEUG exigé pour les inspecteurs et les officiers, maîtrise pour les futurs commissaires de police. De huit mois actuellement, la durée de scolarité des gardiens de la paix sera rapidement portée à douze mois, alors qu'en 1981 elle n'était que de quatre mois. Les tests de personnalité seront généralisés lors du recrutement. Enfin, tout à la fois lieu de réflexion sur les problèmes de sécurité, centre de recherche de la police nationale et centre de formation pour la hiérarchie, l'IHESI verra le jour dès l'automne 1989.

● **Généraliser la formation continue.** — Le métier de policier est très divers, fait d'imprévu et tissé par l'événement. Aussi, pour avoir une véritable portée, la formation continue doit-elle être rapprochée de l'expérience vécue sur le terrain par les personnels. Chaque service est donc invité à se doter d'un plan local de formation, appuyé sur « un projet de service ». Cette démarche est exigeante pour la hiérarchie qui devra « acquiescer la dimension du pédagogique », en animant des « formations-actions dans le domaine de la déontologie et des retours d'expérience ». Tous les policiers bénéficieront d'un « crédit formation » atteignant quarante heures par an, soit une augmentation de 60 %. Un guide de la formation adressé chaque année aux cent vingt mille policiers leur permettra d'individualiser leur parcours et de lier leurs choix de stage aux franchissements de grade, par un système d'unités de valeur.

● **Rapprocher la police de la population.** — L'idée de M. Joxe est de faire de la police un « service de proximité contribuant à la régulation sociale ». Le mot d'ordre est

donc l'ouverture tous azimuts de la formation : rapprochement avec les universités, conseils d'établissements ouverts aux syndicats et à des personnalités extérieures, contact avec le milieu scolaire et les associations. Au cœur de cette transformation : la définition d'une nouvelle carte scolaire des établissements. Actuellement les écoles de police sont dispersées sur le territoire, parfois éloignées de tout — et notamment du milieu urbain —, déconnectées de la réalité qu'elles devraient préparer à affronter. Il y aura donc des fermes et des fusions, dont le ministre s'est bien gardé d'annoncer la liste avant les élections municipales.

● **Unifier la police.** — L'objectif de M. Joxe est de réduire les divisions catégorielles en unifiant le plus possible la formation autour d'objectifs communs. Ainsi les inspecteurs en civil et les officiers de paix, qui encadrent les policiers en tenue, auront-ils, désormais, un tronc commun de formation. De même, des lignes de force — notamment l'ouverture aux problèmes sociaux et la lutte contre le racisme — traverseront l'ensemble des formations.

● **Renforcer les contenus d'enseignement.** — Afin d'associer les personnels à leur définition, des « cercles de qualité » seront instaurés dans les services. La toxicomanie — avec deux cents formateurs supplémentaires — et les langues étrangères — en raison de l'acte unique européen — deviennent des priorités. L'insistance sur la « dimension déontologique » et sur la « maîtrise de soi » est renouvelée.

L'intendance suivra-t-elle ? Les pesanteurs du passé n'entraveront-elles pas ce vaste programme ? Affaire à suivre. Mais l'idée de M. Joxe est claire : faire de la police une vitrine du « renouveau du service public ».

E. P.

JUSTICE

L'affaire Jobic au tribunal de Nanterre

Les métamorphoses du clan Moustafa

Le procès à Nanterre de l'affaire Jobic est un procès glauque, où il se passe toujours quelque chose. Mercredi 8 mars, tandis que le tribunal examinait les activités de la famille Moustafa, le dossier d'un avocat a subitement disparu et un témoin, proche de son métier, a été incalqué pour avoir fait pression sur trois des acteurs du procès.

Ca sent mauvais, très mauvais... Et depuis le premier jour, Lundi, des inconnus fracturent la Fosse de M. Francis Terquem, l'un des avocats des parties civiles et fouillent dans les dossiers de ses clients. Mardi, le juge d'instruction, M. Jean-Michel Hayat, reçoit une lettre de menaces signée « Honneur de la police ». Mercredi, en fin de suspension d'audience, M. Marcel Bazzoli commence à s'agiter, attrache sa robe, pique un sprint dans les couloirs du palais et revient en grinçant des dents : « Ça alors... ça alors... ». L'un des défenseurs de Jean Moustafa, sorti quelques minutes du prétoire, vient tout simplement de constater la disparition du dossier de son client.

Ca sent mauvais et, comme au premier jour, les témoins et les prévenus n'hésitent pas à siffler leurs injures, à s'insulter en arabe devant le tribunal, alors que l'on vient d'apprendre que Bernard Lemouton, l'un des « parrains » de la rue de Budapest, haut lieu de la prostitution à l'abattoir, a été incalqué, mercredi 8 mars, en raison de la menace qu'il a proférée lors de la première audience contre deux des prostituées, partie civile contre le commissaire Jobic, et un témoin (le Monde du 4 mars).

Bref, l'ambiance est lourde. Et plus ça va, plus les incalques sont anodins. Les marchands d'héroïne en demi-gros sont devenus d'honnêtes tenanciers de bars, de bons pères de famille avec des fins de mois difficiles et même des découvertes bancaires.

Jean-Claude Moustafa, dit Aziz (le bien-sûr), un Français d'origine irakienne, ne comprend : plusieurs fois qu'il tenait au téléphone, il y a trois ans, avec ce signe était placé sur écoute. Il fronce les sourcils, comme s'il lui fallait traduire du Tive-Live. Que pouvaient-ils bien se dire avec Yahia Taleb ?

« Qu'est-ce que tu veux ?
— Comme d'habitude...
— Tu me dois déjà... (27 000 F).
— Si tu m'apportes, je règle tout !
— Tu veux combien ?
— Cent cinquante...
Ne se reconnaissent-ils pas ce que se racontent deux trafiquants d'héroïne

quand ils se rencontrent ? Pas du tout ! Peut-être une histoire de hashish, et encore...

Moustafa prend un air découragé et donne sa langue au chat. A vingt-neuf ans, dans son complet, bleu nuit, il est le digne aîné de ses sept frères et sœurs, un homme responsable, couvé du regard par sa maman, fière de son rejeton.

Elle ne doute de rien, Louise Moustafa. Avec ses quarante-cinq ans, tous ses diplômes de voleuse délivrés par les tribunaux, elle assure. Elle a le regard bazooka et un joli nez rose piqué dans sa permanente. C'est une battante. Mais, quand le président lui demande si elle est une « Bagdadine » (gitane irakienne), comme l'avance le dossier d'instruction, elle ignore superbement la question ; et quand une prostituée, à la barre des témoins, prétend que, un jour, elle lui a jeté au visage : « Vous toutes, après le jugement, il n'y en a pas une qui restera vivante », elle rugit, hors d'elle : « Hein ? Je vous ai menacées, moi ? »

Non, la justice fait encore fausse route. Louise Moustafa est une bonne mère de famille, qui fréquente seulement de drôles d'endroits. Trois fois par semaine, pour gagner sa vie, elle prend son cabas et s'installe au bar Le Fox, en haut de la rue de Budapest. Et là, sans chichis, maman Moustafa vend des blousons, des pulls et toutes ces petites choses qui font envie aux filles de joie entre deux passes.

De toute manière, elle est accusée aujourd'hui d'avoir fait « tourner » le studio de son fils Jean, dit Bourd, dit Bonkhit, après l'arrestation de ce dernier. Mais c'est certainement une grave erreur puisque ce fils, le deuxième de la fratrie, ne fréquente pas le studio du quatrième étage, en face de l'escalier du 3 bis, rue de Budapest... Là, en 1986, dix prostituées se relayaient nuit et jour dans une chambre sordide, entre un sommier pisseux et une poubelle bourrée de mouchoirs en papier usagés. Jean Moustafa, condamné en 1983 pour proxénétisme, ne voit pas de quoi il est question.

C'est l'un des seuls prévenus qui parle à haute et intelligible voix. L'une de ses « maitresses », prostituée occasionnelle, le dépeint comme « un garçon très sensible, intelligent ». Mais, pour l'instant, son intelligence ne peut pas grand-chose contre les témoignages de prostituées de la rue de Budapest, qui expliquent que ce « salopard » encaissait chaque semaine par l'intermédiaire de son ancienne « fiancée », promue « taulière » du studio, un loyer de 1 200 F par fille.

LAURENT GRELSAMER.

Les réactions syndicales

● La fédération autonome des syndicats de police (FASP) « salue les ambitions du ministre de l'Intérieur en matière de formation des policiers » où elle « retrouve l'essentiel des idées qu'elle défend depuis toujours ». Principale organisation syndicale policière, la FASP estime qu'après la modernisation et la professionnalisation, « il faut maintenant passer à la troisième étape, une réforme des structures et des carrières ». Dans cette perspective, elle demande au gouvernement « vingt-cinq points d'indices supplémentaires pour tous les policiers », en tant que « mesure d'attente pour une rénovation de la condition policière ».

● L'Union des syndicats catégoriels de la police (USCP) « se réjouit de ce que les idées-forces » du plan de formation de M. Pierre

Joxe « rejoignent beaucoup de ses revendications ». Elle espère cependant que « ce plan fera l'objet d'un financement adéquat sans lequel la véritable évolution tant attendue ne pourra se concrétiser ».

● Le syndicat national autonome des policiers en civil (SNAPC) estime que « les principales propositions correspondent à ses orientations ». Toutefois, il « s'interroge sur la capacité à mettre en œuvre un plan aussi ambitieux, compte tenu des inherited administratives et des contraintes budgétaires ».

● La CFDT-Police juge les objectifs « ambitieux » mais ajoute que « pour faire adhérer les policiers, il faut avoir les moyens de ses ambitions ».

Un vote de défiance ?

M. Eugène Nongue-Sans élu président de l'Association des hauts fonctionnaires de la police nationale

L'Association des hauts fonctionnaires de la police nationale a élu, jeudi 2 mars, son président : M. Eugène Nongue-Sans, directeur adjoint des renseignements généraux de la préfecture de police de Paris, succède à M. Marcel Leclerc, détaché comme directeur du cabinet de M. Charles Pasqua au conseil général des Hauts-de-Seine.

Dans le petit monde de la hiérarchie policière, cette élection a été observée à la loupe bien que la fonction soit essentiellement honorifique. L'association regroupant parmi ses deux cent quatre-vingt-dix-huit adhérents — actifs et retraités — les principaux chefs de service, les inspecteurs et contrôleurs généraux ainsi que les préfets délégués pour la police, ses choix illustrent, en effet, la sensibilité des « patrons » face au ministre de l'Intérieur.

Or, le candidat proche de M. Pierre Joxe n'a obtenu que 36 voix contre 117 à M. Nongue-Sans. Il s'agit de M. Jean-Claude Riquois, qui vient d'être nommé adjoint au directeur central des

polices urbaines. M. Riquois, qui avait fait partie en 1984 et 1985 du cabinet de M. Joxe, lors du premier séjour de celui-ci place Beauvaux, avait été « exilé » lors du changement de gouvernement, en 1986, à la commission interministérielle de la sécurité nucléaire.

Vote de défiance ou manifestation d'indépendance ? Selon les sensibilités, les commentaires varient. Toujours est-il que M. Nongue-Sans, élu pour trois ans, prend sa retraite dans six mois.

Président la réunion, qui ne fut guère animée, M. Leclerc commenta sévèrement son éviction par M. Joxe de l'inspection générale de la police nationale (IGPN), en estimant avoir été « foudroyé pour avoir exécuté une commission rogatoire concernant des plombers », allusion à l'affaire des « plombers » du Conseil supérieur de la magistrature qui, début 1988, opposa M. Pasqua, alors ministre de l'Intérieur, à l'Elysée.

E. P.

Une révolution et ses risques

INSENSIBLEMENT, depuis quelques années, la police change. De cette évolution, M. Pierre Joxe a décidé d'accroître le rythme. Non sans calculer le risque d'indivisibles contradictions nouvelles, puisqu'il est dans l'ordre des choses que le vieux résiste au neuf et que la nouveauté fasse germer de nouvelles exigences.

De l'ampleur des changements récents, l'enquête menée pour définir ce plan de formation donne une photographie précise. La police vieillit : après le recrutement de quarante-six mille policiers, entre 1967 et 1974, sa pyramide des âges s'est épaissie au centre et la moyenne y est désormais de trente-neuf ans. La police change de statut culturel : 8 % de bacheliers en 1981, plus du tiers actuellement et 55 % dans les toutes dernières promotions. Elle se féminise — 5 % des effectifs — et s'ouvre aux jeunes du contingent qui y font leur service.

La compétence y est inégalement répartie : la tranche d'âge trente-quatre ans est la plus exposée aux fautes professionnelles, un risque qui s'accroît si l'on n'y remédie pas : 41 % des policiers ont aujourd'hui entre trente-cinq et quarante-cinq ans. Les déséquilibres y sont d'abord géographiques : plus de 80 % des nouveaux recrutés sont affectés en région parisienne.

Quelle sera l'influence des ambitions ministérielles sur ce paysage ? D'apocryphe d'abord, si l'on en juge par les réactions favorables des syndicats. De contradiction renouvelée, ensuite. Vers le haut et vers le bas de l'institution. La révolution douce de M. Joxe est très exigeante pour la hiérarchie policière. Elle suppose une modification de son comportement, une ouverture au dialogue social et à la concertation des personnels qui est loin d'être la règle générale. Elle appelle une transformation des aptitudes vers le management et la pédagogie. Les cadres actuels de la police y sont-ils tous prêts ? Nul doute qu'une politique de gestion de l'encadrement devra accompagner les ambitions du ministre de l'Intérieur.

Mais les conflits risquent aussi de venir de la base, de la masse policière puisqu'avec seulement

2 000 fonctionnaires, le corps hiérarchique des commissaires reste une tête d'épingle comparé aux 120 000 hommes et femmes que compte au total la police. Plus le niveau culturel s'élève, plus les exigences à l'égard du métier risquent de s'accroître. Exigences de qualité de vie mais aussi revendications matérielles, d'enrichissement des tâches mais aussi d'avantages pécuniaires.

L'argent est ici le clé du succès. Aussi n'a-t-on pas été surpris d'entendre M. Joxe annoncer qu'il demanderait, pour le budget 1990, « une enveloppe sécuritaire, cadre budgétaire unique pour les différents corps qui contribuent à la sécurité ». Le ministre de la défense et le gendarmier sont-ils d'accord avec cette démarche ?

EDWY PLENEL.

Suicide pendant une garde à vue à la brigade de répression du banditisme

L'inspection générale des services (IGS), la « police des polices », a été saisie d'une enquête après le suicide d'un agent de surveillance de la sécurité de transports de fonds Brink's durant sa garde à vue dans les locaux de la brigade de répression du banditisme (BRB), dans la nuit du mardi 7 au mercredi 8 mars.

Selon les premiers éléments de l'enquête, l'employé de la Brink's, Bernard Leguellec, vingt-cinq ans, accompagné aux toilettes par un gardien, s'est jeté sur celui-ci, lui a pris son arme de service et s'est tiré une balle dans la tête.

L'agent de la Brink's était soupçonné de complicité de vol dans un dépôt de bijoux, dans la nuit du 17 au 18 février, à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne). Un malfaiteur avait embroché de bijoux, seul, et s'était emparé de bijoux estimés à un million de francs. Le dépôt était relié à la Brink's, où l'agent de surveillance était, cette nuit-là, de permanence, d'où les soupçons des enquêteurs qui avaient interpellé Bernard Leguellec mardi et l'avaient placé en garde à vue.

POUR TOUTES LES AFFAIRES DE LA VIE

SUCCESSIONS

II

EPARGNE IMPOTS BANQUE DROIT SOCIAL L'ENTREPRISE

SUCCESSIONS

II

SOCIÉTÉS CIVILES IMMOBILIÈRES

SUCCESSIONS PLACEMENTS ASSURANCES IMMOBILIER MARIAGE

Successions, 201 F. Sociétés civiles immobilières, 175 F. L'imposition des revenus, 210 F. Contrôle fiscal, 215 F.

ENCYCLOPÉDIE DELMAS POUR LA VIE DES AFFAIRES

Prix public T.T.C. ou 1.03.89

سكوا من الأصل

Société

ÉDUCATION

MM. Rocard et Jospin à la télévision

Duo à l'unisson

Un premier ministre et un ministre d'Etat ont tenu ensemble et solennité : Michel Rocard et Lionel Jospin ont voulu profiter de leur émission commune, mercredi 8 mars, sur A2, FR3 et Radio-France, pour faire justice des désaccords qu'on leur prêtait. De fait, derrière la façade des sourires, ils ont répondu d'une même voix aux interrogations des téléspectateurs, qui parvenaient au standard de SVP, et à deux journalistes, Paul Amar, d'Antenne 2, et Frédéric Gassien, du Monde.

Quatre jours après la manifestation nationale des enseignants, le ministre de l'éducation nationale a résumé l'état de ses relations avec les organisations syndicales : « accord sur les grandes orientations, blocage sur la revalorisation ».

C'est donc autour de ce dernier point qu'a tourné l'essentiel de la communication gouvernementale. En rappelant que l'engagement budgétaire de son gouvernement « débordait la promesse électorale » de François Mitterrand, Michel Rocard a mis en garde contre une surenchère qui risquerait de rompre les équilibres économiques du pays : « Je n'en ai ni l'impression ni le distributeur de la machine à sous ».

Impossible de rattraper d'un seul coup un pouvoir d'achat qui se dégrade depuis trente-cinq ans. « C'est un effort de dix ou douze ans, a dit le chef du gouvernement.

Mettons le temps de notre côté, en organisant plutôt les carrières ».

Lionel Jospin a répété que l'attribution sélective des indemnités n'obéissait « pas à une philosophie mais à des contraintes financières ». Surtout pas à un quelconque mérite. « Je récusais la référence à une évaluation du mérite individuel, lié à une hiérarchie », a affirmé Michel Rocard. Il s'agit de trouver des moyens d'évaluation du service rendu par l'institution scolaire à la société tout entière, non pas d'établir une compétition sauvage entre individus. L'évaluation devra se faire selon des critères négociés avec les syndicats.

Après avoir insisté sur l'effort de recensement consenti dès la rentrée 1989 (sept mille postes nouveaux et le doublement des postes mis aux concours), Lionel Jospin s'est attaché à tordre le cou des vaines rumeurs : aucune catégorie ne doit craindre de perdre de l'argent à l'occasion des réformes ; la plupart, au contraire, verra s'ouvrir des perspectives indicibles à terme.

Concernant l'évolution du système éducatif, le ministre a rappelé que le gouvernement n'était pas engagé dans une réforme. Les commissions actuellement au travail ne sont que « la démarche libre d'experts indépendants ». Le fruit de leurs réflexions permettra, d'ici quelques mois, de « travailler en transparence avec les représentants des enseignants ».

J.-L. B.

Les réactions des syndicats

La prestation télévisée de Michel Rocard et Lionel Jospin, le 8 mars, est loin, dans l'immédiat, d'avoir désarmé toutes les critiques des organisations syndicales. « La seule réponse à nos espérances traitées de démesurées a été de nous dire de patienter de dix à douze ans. C'est à la limite du cynisme », déclare la Confédération syndicale de l'éducation nationale (CSEN).

MM Jospin et Rocard « se sont évertués à esquiver les questions de fond. Cette piètre prestation, loin de convaincre n'aura contribué qu'à accentuer les inquiétudes et donc la détermination des enseignants », déclare de son côté le Syndicat national des collèges (SNC).

Pour le SGEN-CFDT le message du premier ministre et du ministre de l'éducation n'est « pas très convaincant : il faut modifier nettement les propositions et l'enveloppe ne peut rester en l'état ».

Quant à M^{me} Monique Vuillat, secrétaire générale du SNES (Syndicat des professeurs des lycées) elle a déclaré que l'on « avait entendu le même discours qu'au moment de la manifestation du 4 mars » et que cela donnait « l'impression que les membres de l'éducation nationale n'entendent rien ».

En revanche, la Fédération de l'éducation nationale (FEN) se montre favorable à « une prestation qui ouvre de nouvelles perspectives ». Et M. Jean-Claude Barbraud, secrétaire général du Syndicat national des instituteurs a estimé pour sa part que « les choses ont bougé », notamment sur les conditions de passage dans le futur corps des écoles sur les perspectives de carrière des professeurs des collèges (PCEC).

Le PS demande un effort budgétaire supplémentaire

Le bureau exécutif du Parti socialiste a discuté, mercredi 8 mars, de la situation dans l'éducation nationale, avant l'intervention, à la télévision, de MM. Michel Rocard et Lionel Jospin. Cette question avait été débattue, la veille, au cours du petit déjeuner qui réunissait, chaque semaine, autour du premier ministre, les principaux ministres et responsables du PS. MM. Pierre Mauroy, premier secrétaire, et Henri Emmanuelli, « numéro deux » du parti, s'étaient prononcés, alors, pour une augmentation des crédits alloués à la revalorisation de la fonction enseignante, tandis que MM. Pierre Bérégovoy et Pierre Joxe avaient fait valoir que le budget de 1990 devra être particulièrement économe en raison des échéances européennes.

Selon certains participants, M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense, ancien ministre de l'éducation nationale de 1984 à 1986, s'était prononcé dans le même sens que MM. Bérégovoy et Joxe.

Cependant, mercredi, au bureau exécutif, M. Max Gallo, membre du secrétariat national au titre du courant Socialisme et République, a souligné la nécessité de faire davantage pour améliorer la situation matérielle des enseignants. Avant M. Gallo, Mme Yvette Roudy, membre du secrétariat national, proche de M. Laurent Fabius, avait dénoncé des salaires selon elle, « proches de l'humiliation », et demandé que le gouvernement fasse un effort supplémentaire pour y remédier et revaloriser la fonction enseignante.

M. Daniel Percheron, membre du bureau exécutif, est intervenu dans le même sens, en apportant son appui à M. Jospin, dont il a salué le travail, regrettant que le ministre de l'éducation nationale ne soit pas davantage soutenu au niveau gouvernemental. Selon M. Percheron, les initiatives positives de M. Jospin ont, à plusieurs reprises, été contrées, de sorte qu'elles ont abouti à des « reculs » préjudiciables pour le dialogue entre le gouvernement et les enseignants. M. Daniel Vaillant, proche de M. Jospin, s'est prononcé, lui aussi, pour un effort budgétaire supplémentaire.

M. Alain Richard, rocardien, a affirmé que la situation n'est pas si mauvaise qu'elle peut le paraître. Défendant les décisions prises par le premier ministre, le rapporteur général du budget à l'Assemblée nationale a souligné que, dans la Lettre à tous les Français, M. François Mitterrand s'était engagé à un effort annuel de 4 milliards de francs pour l'enseignement et que le niveau déjà prévu est de 6 milliards de francs par an jusqu'en 1990.

Le bureau exécutif a adopté une déclaration demandant des crédits supplémentaires. Il a évoqué, d'autre part, la préparation des élections municipales, lors desquelles les dirigeants socialistes espèrent regagner plusieurs villes perdues il y a six ans. Il a adopté une déclaration demandant l'abrogation « de la loi Méhaignerie sur le logement ».

(Suite de la première page.)

Premiers responsables ? Les enseignants. Après avoir considéré avec hostilité la télévision, cette intrusion, ils ont certes révisé peu à peu leur attitude. Mais dans le même temps les gens de télévision ont suivi un chemin inverse : aller leur parler de programmes éducatifs à l'heure de la télévision commerciale et de l'audimat roi !

Comment renouer les liens défaits ? Les trois cents entretiens et réunions de travail qu'il a conduits ont rendu quelque optimisme à Jacques Pomonti. Il a perçu les signes d'un climat favorable au développement d'une véritable stratégie de coopération entre télévision et éducation. Il n'est pas pour autant question de mettre en place une télévision éducative nationale. Trop lourde, trop chère. Le réseau hertzien national ne lui paraît pas non plus le mieux adapté à la « transmission du message éducatif ».

La contribution des chaînes généralistes à l'effort d'éducation pourrait se concentrer sur des priorités

FAITS DIVERS

A Belfort

Le bilan provisoire de l'incendie d'un meublé s'élève à quinze morts

Après l'incendie qui a ravagé un immeuble du centre de Belfort, les sauveteurs ont continué à fouiller les débris dans la nuit de mercredi à jeudi (le Monde du 9 mars). Les recherches, interrompues à 4 heures, devaient reprendre dans la matinée. Au total, le nombre des victimes s'établissait, jeudi matin, à quinze morts, dont quatre ont été tués en sautant dans le vide pour échapper aux flammes, et dix blessés. Quatre d'entre eux ont été hospitalisés dans un état grave. Sur les quinze victimes, la police en a identifié dix avec certitude. Toutes, âgées de dix-huit à trente ans, sont des étudiants ou de jeunes travailleurs originaires de l'est de la France.

L'enquête sur les causes de l'incendie ne fait que commencer.

nationales comme la lutte contre l'illettrisme, l'initiation à l'économie ou l'apprentissage des langues. Elle pourrait prendre aussi la forme d'émissions courtes et originales s'insérant dans les programmes généraux, comme c'est le cas de « Il était une fois la vie », sur FR3. M. Pomonti croit davantage aux télévisions locales, « en particulier lorsqu'il s'agit de systèmes câblés ».

Régionalisation de la création

La première urgence est la création de programmes éducatifs. Jacques Pomonti est ambitieux : « Nous proposons que la France se fixe pour objectif d'atteindre le rang enviable qui est le sien dans la création de logiciels informatiques. Il s'agit de passer de la pénurie à l'abondance, non seulement en matière d'émissions éducatives, mais aussi dans la création de télévision pour enfants. Le rapport recommande « une action tout aussi soutenue » dans ce domaine entièrement dominé par la production japonaise.

Qui produira ? M. Pomonti préconise une régionalisation de l'activité de création, notamment à travers FR3 qui deviendrait ainsi « un intermédiaire privilégié de l'action éducative sous réserve d'une évolution sensible de ses modes de fonctionnement et de son statut général ». En clair, cela signifie une part d'antenne plus grande pour le réseau régional qui pourrait acquiescer à cette occasion une entité juridique distincte de l'antenne nationale.

Comme « il n'y a pas de fatalité de non-communication entre professionnels de l'éducation et de la télévision », Jacques Pomonti veut « les faire travailler ensemble ». Le modèle est l'Open University, véritable centre de production commune entre la BBC et l'Université britannique. Mais plutôt que créer une grosse unité centralisée, il préfère « multiplier sur le territoire national des centres communs d'édition et de production » en liaison avec FR3 et des partenaires locaux. Ces structures régionales seraient simultanément fédérées par une fondation nationale. Enfin, des dispositions fiscales pourraient favoriser la création de programmes à des fins éducatives.

Mais pour répondre rapidement aux besoins de programmes, il faut avant tout rendre accessible le patrimoine audiovisuel existant. Pas si simple. La législation qui protège financièrement le créateur et ses ayants droit limite la diffusion de l'œuvre au « cercle de famille ». Ainsi, un professeur qui utilise l'enregistrement d'une émission de télévision dans sa salle de classe est dans l'illégalité. La France étant le seul pays à ne pas tolérer de dérogation pour l'utilisation de programmes à des fins éducatives, M. Pomonti juge nécessaire de recourir au législateur pour « lier dans une même loi la sauvegarde et l'exploitation » du patrimoine audiovisuel.

En ce qui concerne la diffusion, Jacques Pomonti n'est pas favorable à l'alourdissement des cahiers de charges : « Il faut respecter la responsabilité de programmation de l'opérateur ». Cependant, il demande que les programmes des chaînes soient à nouveau définis cinq semaines à l'avance, et non plus seulement trois comme actuellement.

Ce délai pourrait être mis à profit par l'éducation nationale « pour organiser en temps voulu une bonne

exploitation des programmes de télévision ». Encore faut-il que l'éducation nationale soit en mesure de conduire cette gestion prévisionnelle : sélection des programmes intéressants, information des enseignants et envoi de documents d'accompagnement.

Des centaines de milliers d'élèves pouvant représenter plusieurs points d'audience, Jacques Pomonti imagine un retournement des relations éducation-télévision « par la voie douce et imparable du taux d'audience ». Adversaire, l'école deviendrait un client à soigner.

Plus contraignantes seraient les directives aux opérateurs du câble mis dans l'obligation de programmer un volume minimal d'émissions éducatives. « Par exemple l'équivalent d'un canal complet du système », propose le rapport. Afin de veiller sur les programmes, notamment pour la prévention de certains excès (violence, sexe, etc.), M. Pomonti suggère la création d'un conseil consultatif composé de sept personnalités dont des avis seraient rendus publics. Naturellement, l'efficacité de ces mesures dépendra des structures administratives qui seront mises en place. Jacques Pomonti souhaite une simplification et une clarification au sein de l'éducation nationale « pour une meilleure synergie » (1), ainsi que la création d'un groupe de travail interministériel permanent. Enfin, il propose de lancer un plan national d'équipement audiovisuel des établissements scolaires « comparable au plan informatique pour tous » (2).

Selon lui, la participation de la télévision à l'effort d'éducation ne passe pas forcément par des « émissions rééducatives ». Hostile aux impositions du service public, il conseille plutôt au ministère de l'éducation nationale la voie de la négociation avec l'ensemble des chaînes nationales, puis la création d'un concours d'idées auprès des producteurs. La réalisation des programmes sélectionnés serait confiée à des professionnels de la télévision en concertation avec des représentants de l'éducation nationale. Evidemment.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

- (1) Le CNDP pourrait être régionalisé et ses missions élargies.
- (2) La Caisse des dépôts et consignations a un projet de câblage de 2.517 lycées.

SPORTS

FOOTBALL : battue (0-2) par l'Ecosse

La France s'embourbe à Glasgow

Michel Platini a échoué. A moins d'un miracle et d'une concours de circonstances exceptionnelles, l'équipe de France de football ne participera pas à la prochaine Coupe du monde en Italie en 1990. Les derniers espoirs de l'ancien capitaine reconverti sélectionneur se sont évaporés mercredi 8 mars à Glasgow contre l'Ecosse (0-2), selon un scénario écrit d'avance.

GLASGOW de notre envoyé spécial

Les joueurs français sont tombés, comme ils le devaient, la tête haute. Des conditions de jeu britanniques qui, sous le ciel gris de Glasgow, ont fait de ce match un véritable enfer. Les deux équipes ont joué à l'aveugle, dans une pluie battante, les joueurs se perdant dans la foule écossaise.

Pour la première fois depuis 1974, la France sera donc absente de la Coupe du monde. Même si certains ont encore prétendu, comme le capitaine Manuel Amoros, que « mathématiquement, rien n'est perdu », d'autres, comme le milieu de terrain sochalien Thierry Laurey, assument la sanction : « L'Italie, c'est fini ! ».

Restent à évaluer les conséquences de cet échec... En premier lieu, l'avenir sportif de cette formation. A Glasgow, hormis d'énormes bêtises défensives (marquages hasardeux, mauvaises relances) et une grande maladresse devant le but adverse, elle n'a pas démérité. Michel Platini était d'ailleurs le premier à le souligner : « Nous avons livré le match qu'il fallait contre un adversaire très physique. Physiquement, mes joueurs ont rivalisé avec les Ecossais. Mais jamais je n'aurais vu une équipe de France rester

autant d'occasions de but... Cela n'empêche pas de penser que les meilleurs joueurs français actuels étaient sur le terrain ».

Tout le problème est là. En assumant ainsi ses choix, le successeur d'Henri Michel aboutit à l'inévitable constat. Si l'équipe nationale doit renoncer à l'Italie, c'est bien parce que les joueurs qui la composent sont banalement moyens. La défaite de Glasgow aura peut-être le mérite de replacer le football français à sa juste place sur la scène internationale.

« L'avenir de cette équipe est assurée », certifie néanmoins Michel Platini volontiers optimiste, avant de poursuivre : « Ils sont vaillants et pourront le prouver à long terme. En attendant, comme cela s'est passé à mon époque, il va falloir qu'ils prennent des claques, qu'ils en aient ! ».

Avec ou sans Platini ?

Une certitude : certains joueurs n'en baveront plus. Patrick Battiston, trente-deux ans, entré de sa retraite internationale pour l'opération Glasgow, devrait repartir à l'exportation sous le soleil monégasque. Quant à Joël Bats, trente-deux ans également, il laissera logiquement sa place à son successeur désigné, l'Auxerrois Bruno Martini.

Aux jeunes de prendre le relais d'une génération dorée qui n'en finissait pas de s'éteindre. Ils devront apprendre à se connaître. Et à remettre en cause les tâches parfois difficiles, si l'on en juge par exemple la réaction du jeune attaquant sochalien Stéphane Paille, qui dissimulait difficilement sa déception d'avoir été écarté au profit du Marseillais Jean-Pierre Papin au poste d'avant-centre.

Autre question inévitable au lendemain de la défaite en Ecosse : va devenir Michel Platini ? Sa mission de sauvetage entamée le samedi 10 novembre 1988 en Yougoslavie (défaite 3-2) doit se terminer au

coup de sifflet final du dernier match de qualification contre Chypre à Paris, le 18 novembre. Ici-là jusqu'à là ? « J'ai toujours honoré mes contrats. Mais si on ne veut plus de moi je me retirerais... », réplique-t-il aussitôt. La question reste donc en suspens. Et Michel Platini qui a pourtant démontré certaines prédispositions pour la fonction ne paraît pas forcément enclin à résister favorablement à une prolongation de l'expérience. Mieux l'équipe de France durant sept mois de plus et l'abandonner à la veille du début des éliminatoires du prochain championnat d'Europe des nations (1992 en Suède) n'aurait aucun sens. Autant désigner un successeur tout de suite afin qu'il puisse ouvrir des perspectives à l'avenir. Gérard Houllier, l'ancien entraîneur du Paris-Saint-Germain devenu adjoint de Platini, serait alors tout désigné. Houllier ou Platini ? Un choix s'impose.

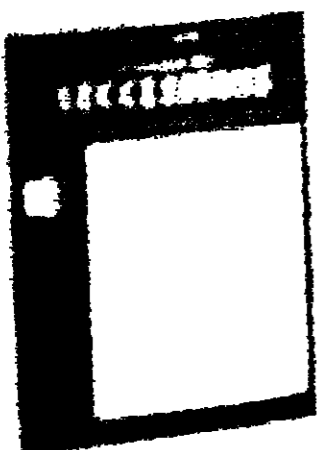
L'avenir à moyen et à long terme du football français en dépend. Les conséquences sportives mais également financières (impact publicitaire en déclin de l'équipe nationale, recettes aux stades...) de la « campagne d'Italie » impliquent un nouveau plan en vue de l'Euro 92. Reste à savoir si les joueurs dont dispose actuellement le sélectionneur sont taillés pour pareille aventure...

PHILIPPE BROUSSARD.

Classement du groupe 5

1. Ecosse, 7 pts (4 matches) ;
 2. Yougoslavie, 5 (3 m.) ;
 3. France, 3 (4 m.) ;
 4. Norvège, 2 (3 m.) ;
 5. Chypre, 1 (4 m.).
- Restent à jouer : 22 avril, Ecosse-Chypre ; 29 avril, France-Yougoslavie ; 16 mai, Norvège-Chypre ; 14 juin, Norvège-Yougoslavie ; 5 septembre, Norvège-France ; 6 septembre, Yougoslavie-Ecosse ; 11 octobre, Yougoslavie-Norvège ; 11 octobre, France-Ecosse ; 28 octobre, Chypre-Yougoslavie ; 19 novembre, Ecosse-Norvège ; 18 novembre, France-Chypre.

POUR TOUTES LES AFFAIRES DE LA



LE MONDE

PALAIS DES CONGRÈS

PORTE MAILLOT

DEJA

500 000 SPECTATEURS

ROBERT HOSSEIN

La LIBERTÉ ou la MORT



ROBERT HOSSEIN
sera l'invité
de Bernard Rapp
dans "Découvertes"
ce soir à partir de 18 h
sur **EUROPE 1**.

40 DERNIERES

LOCATION PAR TELEPHONE 14 JOURS A L'AVANCE **48 78 75 00**
DATES ULTERIEURES **48 28 40 90**



ET TOUS LES JOURS AU :
PALAIS DES CONGRÈS DE 12 H 30 à 19 H ;
PALAIS DES SPORTS ; THEATRE MOGADOR ;
AGENCES ; FNAC



EUROPE 1

هكذا من الأصل

la noblesse du mal songe

Ballade de printemps

TANDI
QUE DOR
LE CHA

Le Carnet du Monde

Naissances

— Jolite et Charles Bonet, Catherine et Caroline, sont heureux d'annoncer la naissance de François, le 27 février 1989, 2, allée des Chardonnets, 78720 Courmayeur-Villa.

Fiançailles

— On nous prie d'annoncer les fiançailles de M^{lle} Marianne KESSLER, fille de M. Philippe Kessler et de M^{lle} Marie-Christine Barrois, avec M. Philippe AUZARY, fils du docteur Jean-Jacques Auzary et de M^{lle} Jeanne Lemaire. Neuilly-sur-Seine - Clermont-Ferrand.

Décès

— Téréza et L. Angeloz, Elodie et Pol, leurs enfants, Fred et Frédérique Lapiere, Jean-Baptiste Lapiere, Brigitte Marzot, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Paul ANGELLOZ,

survenu le 6 mars 1989. L'inhumation a eu lieu le 9 mars à Méry-sur-Seine.

L. Angeloz, 4, chemin de Bussy, C.H. 1247, Andres (Suisse).

— M^{lle} Claude Bernard et ses enfants, André, Marie-Paul, Henri, Hervé, Dominique, Michel, Isabelle, leurs maris, femmes et enfants, vous annoncent avec tristesse le décès de leur époux, père et grand-père,

Claude BERNARD,

survenu le mercredi 8 mars 1989.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église de Boismorand, le vendredi 10 mars, à 15 heures, et sera suivie de l'inhumation au cimetière de Boismorand (Lot).

Cet avis tient lieu de faire-part.

178, faubourg Saint-Hippolyte, 75008 Paris.

— Les familles Cadier, Allié et amis, ont le chagrin de faire part de la mort subite de

Jacques CADIER,

peintre,

le 7 mars 1989.

Une cérémonie religieuse aura lieu au temple d'Arvieux, le samedi 11 mars, à 15 heures.

Jean XVII - 3 : « Or la vie éternelle, c'est qu'il te connaissez, toi, le seul vrai Dieu, et celui que tu es envoyé, Jésus-Christ. »

Cet avis tient lieu de faire-part.

05350 La Chapelle-d'Arvieux.

— M. Gilles et M^{lle} Micheline Filletti, M^{lle} Anita Filletti, leurs enfants, Maud, Olivia et Clément Filletti, leurs petits-enfants, M^{lle} veuve Alberto Filletti, leur mère et belle-mère, leur famille, leurs amis, la direction, le personnel de la société Wood Milne, ont le regret de faire part du décès accidentel de

M. Louis FILESETTI

M^{lle} FILESETTI, née Françoise Sgheri, survenu le 7 mars 1989.

Les obsèques religieuses seront célébrées le vendredi 10 mars, à 16 heures, en l'église Notre-Dame d'Eaubonne (Val-d'Oise), où l'on se réunira.

7, rue Albert-L., 95390 Saint-Fitz.

— Suzanne et Guy Perriot, Jean-Paul et Odette Gotteland, Antoine et Martine Gotteland, Anne-Marie et René Gachet, leurs enfants, François Gotteland et Kees Viner, Catherine Gotteland et Laurent Berchery, Jean-François Gachet et Simone Hochlinger, Hélène et Jean-Michel Lel, Claire et Jérôme Pouchol, Laurent Gachet, Jean et Sylvie Gotteland, Pierre, Olivier et Denis Gotteland, ses petits-enfants, Les familles Rischbieter, Garfinkel, Brodsky, Mathis, Liebschitz, Zattara, Conte, Champod, Ses parents et amis, ont la douleur de faire part du décès de

M^{lle} Jean GOTTEND,

survenu le 4 mars 1989, 73290 La Motte-Servolez.

— MM. Huet Michel, Huet Hervé, Huet Yvon, Huet Claude, et leur famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Charles HUET,

ingénieur en chef retraité de l'ONERA, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 3 mars 1989, dans sa soixante-quinzième année.

— Robert Meschares, Mirville et Robert Nathanson, Lise, Sylvie et David, font part du décès de

Daniel MESCHARÉS,

leur père, beau-père et grand-père, survenu le 4 mars 1989.

L'inhumation aura lieu le jeudi 9 mars, à 14 heures, au cimetière de Bagneux parisien.

Cet avis tient lieu de faire-part.

178, faubourg Saint-Hippolyte, 75008 Paris.

— Les familles Cadier, Allié et amis, ont le chagrin de faire part de la mort subite de

Jacques CADIER,

peintre,

le 7 mars 1989.

Une cérémonie religieuse aura lieu au temple d'Arvieux, le samedi 11 mars, à 15 heures.

Jean XVII - 3 : « Or la vie éternelle, c'est qu'il te connaissez, toi, le seul vrai Dieu, et celui que tu es envoyé, Jésus-Christ. »

Cet avis tient lieu de faire-part.

05350 La Chapelle-d'Arvieux.

— M^{lle} Jean-Jacques Roubaud, M. et M^{lle} Alain Roubaud, M. et M^{lle} Pierre Plassé, ainsi que leurs enfants, M^{lle} Robert Roubaud, M. et M^{lle} Avi Rutava et leur fils, M. et M^{lle} Michel Roubaud, Les familles Bloch-Muller, Zipper, Willard, M^{lle} Dreyfus, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{lle} Louis ROUBACH,

née Marcelle Bloch-Roubaud, officier de la Légion d'honneur, survenu le 6 mars 1989 en son domicile.

Les obsèques auront lieu le mardi 14 mars, à 15 h 30.

On se réunira à l'entrée principale du cimetière du Père-Lachaise.

— Sandrine et Yann Laporte, ses enfants, M^{lle} Françoise Vanbreemen, sa mère, M^{lle} Marie-Caroline Vanbreemen, sa sœur, Le docteur Jean-Paul Vanbreemen, son frère, M^{lle} Collette, Monique et Françoise Vanbreemen, ses tantes, M. Jean-Pierre Philipp, Le docteur Jean-Philippe Laporte, ont la douleur de faire part du décès de

M^{lle} Nathalie VANBREEMEN,

survenue le 20 février 1989, dans sa quarante-troisième année.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Anniversaires

— En ce troisième anniversaire de la mort de

Bernard BELLET,

professeur, une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et apprécié, 10 mars 1986-10 mars 1989.

De la part de M^{lle} Bellet et Olivier, son fils, Montpellier.

— Raimond (Vonges), Entre-Deux-Eaux.

Une pensée est demandée à leurs amis pour les deuils et tristes anniversaires des décès de

M^{lle} René CHARLES,

et de son fils Pierre-Jean CHARLES, ingénieur agronome INA Paris.

— Pour le quinzième anniversaire de la disparition de

Michel CROISSET,

cinq jours après celle de ses nouveaux-nés Emmanuel et Clotilde,

une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

— Notre vie tu l'as faite elle est ensemble - Aurore d'une ville un beau matin de mai - sur laquelle la terre a refermé son poing. »

— Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions de « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— Florence GUIGUI, nous a quittés le 16 mars 1986, au seuil de sa vie.

Pensez à elle !

Une prière sera dite à sa mémoire le dimanche 12 mars. Rendez-vous à la porte principale de Bagneux parisien, le dimanche 12 mars, à 15 heures.

Elle était notre bonheur.

Une pensée est également demandée pour sa grand-mère, décédée le 6 mars 1988, et pour son père, disparu le 16 mai 1988.

— Québec, 10 mars 1988.

Jean-Jacques MANGOLD.

Un an déjà que Jean-Jacques nous quitte.

Nous, ceux qui l'aimions, gardons le souvenir d'un homme passionné pour la vie, aux formidables qualités de cœur. Au fond de notre mémoire est ancré un message d'espoir, d'amour et d'amitié : il nous l'a légué.

Tes enfants, Isabelle et Xavier, Ta famille, tes amis, ton équipe.

— Jean-Jacques MANGOLD.

Dans le petit monde du football à la Bourne, il y a un grand vide, celui de l'ami qui manque.

— Pour le premier anniversaire du décès de mon très cher époux et regretté père

M. MONCEAU Jozef,

une cérémonie aura lieu le dimanche 22 mars 1989, à 11 heures, au cimetière ancien de Neuilly-sur-Seine, rue Victor-Noir, à Neuilly-sur-Seine.

M^{lle} Jozef Monceau, M. Simon Monceau, son épouse et ses enfants.

— Il y a douze ans, le 10 mars 1977, disparaissait subitement à Lanzarote (Iles Canaries, Espagne)

Frédéric FELZER,

à l'âge de soixante-sept ans.

Celles et ceux qui l'ont connu, estimé et aimé lui gardent un forvet souvenir.

Messes anniversaires

— En ce premier anniversaire de la disparition de

Joseph FRANCESCHI, député, maire d'Alfortville,

une messe sera célébrée le vendredi 10 mars 1989, à 9 heures, en l'église Notre-Dame d'Alfortville.

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

Pompes Funèbres

Marbrerie

CAHEN & C^{ie}

43-20-74-52

MINITEL par le 11

HOTEL DES VENTES

9, rue Drouot, 75009 PARIS

Téléphone : 48-00-20-20

Téléc : Drouot 642260

Informations téléphoniques permanentes : 47-70-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, Paris. Tél. : 48-63-12-66

Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 heures à 18 heures, sauf indications particulières, * expo le matin de la vente.

LUNDI 13 MARS

S. 3. - Bijoux anciens et modernes. - M^{lle} CHAMPELLAND, GIAFFERI, VÉRYAC. Tél. : 42-94-10-24.

S. 7. - Tab. bib. mod. - M^{lle} BOISGIRARD.

S. 10. - Tableaux, bibelots, mobilier. - M^{lle} OGER, DUMONT (ARCOLE).

S. 11. - Linge, dentelle, jouets, objets d'art et d'ameublement. - M^{lle} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN. M^{lle} M. Daniel, expert.

S. 14. - 14 h 15 Bons meubles, objets mobiliers. - M^{lle} ADER, PICARD, TAJAN.

MARDI 14 MARS

S. 8. - Beaux bijoux. - M^{lle} GROS, DELETTREZ (ARCOLE).

MERCREDI 15 MARS

S. 4. - Antiques, Haute Epoque, art de la Chine et du Japon. - M^{lle} COUTURIER, de NICOLAY.

S. 5 et 6. - 14 h 30 Objets d'art et de très bel ameublement principalement de 18^e - M^{lle} ADER, PICARD, TAJAN. M. Dille, expert.

S. 7. - Beaux meubles. - M^{lle} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

S. 10. - 14 h 15 Tableaux modernes et contemporains. - M^{lle} ADER, PICARD, TAJAN. M^{lle} Marie-Aline Prat, M^{lle} Faciti et de Louvenecourt, M. Martchaux, experts.

S. 14. - Tableaux, meubles et objets d'art. - M^{lle} MILLON, JUTEAU.

JEUDI 16 MARS

S. 8. - Instruments de musique de prestige. - M^{lle} MILLON, JUTEAU. M. Valot, expert.

S. 9. - Tableaux modernes et sculptures. - M^{lle} COUTURIER, de NICOLAY. - M^{lle} DAUSSY, de RICOLES.

VENREDI 17 MARS

S. 1. - Tableaux anciens, meubles et objets d'art des 18^e et 19^e s. - M^{lle} DELOREME.

S. 5 et 6. - 14 h 15. ART ISLAMIQUE. Tableaux orientalistes, bijoux antiques de la collection de M. T. - M^{lle} ADER, PICARD, TAJAN. M. Lucien Arache, expert.

S. 7. - 14 h 15. Instruments de musique. - M^{lle} ADER, PICARD, TAJAN. M. Valot, expert.

S. 10. - Art déco. - M^{lle} BOISGIRARD.

S. 11. - 14 h 15. Livres anciens et modernes. Manuscrits. - M^{lle} ADER, PICARD, TAJAN. M. Mesnager, expert.

Exposition chez l'expert (sur rendez-vous) : Librairie Lardanchet, 100, faubourg Saint-Hippolyte, 75008 Paris - Tél. : (1) 42-66-66-32 : le mardi 14 mars de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h.

* S. 12. - Timbres-poste dont belles collections d'Entre-Mec. - M^{lle} LENORMAND, DAYEN.

S. 15. - Vente d'antiques : Bouquet, Macorella et Devambez. - M^{lle} MILLON, JUTEAU. M. Camard, expert.

DROUOT-MONTAIGNE

15, avenue Montaigne, 75008 PARIS

MARDI 14 MARS, MERCREDI 15 MARS

à 14 h 15

MONNAIES DE COLLECTION

Grecques, romaines, byzantines, galloises, carolingiennes, royales françaises, contemporaines, féodales, étrangères.

GLYPTIQUE

Cachets et cylindres orientaux, antiques, bijoux, objets antiques. M^{lle} ADER, PICARD, TAJAN-Commissaires-priseurs. Experts : M. Jean Vinchon, M^{lle} F. Berthelot-Vinchon et A. Vinchon, Ph. Mariand de Serres.

Exposition à Paris : chez « Jean Vinchon Numismatique », 77, rue de Richelieu, 75002 Paris - Tél. : (1) 42-97-50-00 jusqu'au vendredi 10 mars de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h.

Expositions publiques à Paris, Drouot-Montaigne, 15, avenue Montaigne, 75008 Paris : lundi 13 mars de 10 h à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 h.

VENREDI 17 MARS à 14 h 30

IMPORTANTS DESSINS ET TABLEAUX ANCIENS

M^{lle} COUTURIER, de NICOLAY. Commissaires-priseurs

HOTEL DES VENTES DE SCEAUX (92330)

38, rue du docteur Roux. Tél. : 46-60-84-25.

SAMEDI 11 MARS à 14 h 30

Suite cessation d'activités

FOURRURE, VETEMENT DE CUIR

(Expo : vendredi 10/3 de 13 h à 18 h et matin de la vente)

DIMANCHE 12 MARS à 14 h 30

TABLEAUX, BIJOUX, ARGENTERIE, OBJETS D'ART

ET D'AMEUBLEMENT

(Expo : samedi 11/3 de 11 h à 13 h et de 14 h à 18 h, dimanche 12/3 de 11 h à 12 h.)

MERCREDI 15 MARS à 20 h 30

VINS ET ALCOOLS

Expert : M. de Cloux. Tél. : 43-34-81-20 - 43-34-88-03 (Expo : Mercredi 15/3 de 14 h à 18 h) - M^{lle} SUBONI - Commissaire-priseur.

ETUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favard (75002), 42-61-80-07.

BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.

COUTURIER, de NICOLAY, 10, rue de l'Université (75007), 49-27-02-14.

DAUSSY, de RICOLES, 46, rue de la Victoire (75009), 48-74-38-93.

DELOREME, 14, avenue de Ménil (75008), 45-62-31-19.

GROS, DELETTREZ, 22, rue Drouot (75009), 47-70-83-04.

LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (successeur)

RHEIMS-LAURIN, 2, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.

LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Lobas (75009), 42-81-50-91.

MILLON, JUTEAU, 14, rue Drouot (75009), 47-70-00-45.

OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.

PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue Grange-Battellière (75009), 47-70-83-38.

CHALLENGES

VOUS LIREZ DANS LE NUMERO DE MARS

FAX - RADIOTELEPHONE - PORTABLES - PAGING

MANAGER A DISTANCE

LES ATOUTS ET LES PIÈGES

ENQUETE LES BONNES AFFAIRES DU MONDE

ENTRETIEN SERGE TCHURUK : LA FINANCE, C'EST BIEN ! L'INDUSTRIE, C'EST MIEUX !

MÉCENAT LES ENTREPRISES SONT FRILEUSES

BUREAU CA CHAUFFE POUR LES FUMEURS

Le Monde AFFAIRES

MARSEILLE LE DOS AU PORT

Malgré un gros effort d'équipement, la métropole provençale a vu sa population vieillir et ses entreprises lui préférer sa périphérie. La deuxième ville de France attend beaucoup de son nouveau maire.

Egalement au sommaire :

► Fusions-acquisitions : Les entreprises se rebiffent contre les banques.

► Or : Bataille boursière au fond de la mine.

► Papier : La France au centre des stratégies des producteurs européens.

Demain dans

Le Monde

Chaque vendredi, les affaires, c'est l'affaire de tout le Monde.

Le Monde

CADRES

Le Cabinet EDP a proposé aux lecteurs de MONDE les postes suivants:

- Mécanisme de pointe - électronique - matériaux**
 - DIRECTEUR DU MARKETING ET DE LA DIVERSIFICATION réf. 9A 1338-0MR
 - INGÉNIEUR MONTAGE D'AFFAIRES réf. 9A 1339-0MR
 - INGÉNIEUR COMMERCIAL GRANDE ÉCOLE réf. 9A 1340-0MR
- Agro-alimentaire**
 - RESPONSABLE ORGANISATION - INFORMATIQUE Paris réf. 9A 1353-0MR
- 800**
 - RESPONSABLE ETUDES D'ÉQUIPEMENTS INDUSTRIELS DE POINTE Amiens (28) réf. 9A 1341-0MR
- METRO AUTOMATIQUE S.A.L.**
 - INGÉNIEUR RESPONSABLE SECURITE réf. 9C 1244-0MR
 - SERVICES TECHNIQUES réf. 9C 1245-0MR
 - INGÉNIEUR INFORMATIQUE réf. 9B 1243-0MR
- DIRECTEUR INDUSTRIEL** 500 000 + prime réf. 9C 1045-0MR
- INGÉNIEUR METHODES ET ETUDES INDUSTRIELLES** réf. 9A 1351-0MR
- RESPONSABLE DU MARKETING** 800 réf. 9B 1222-0MR
- A ± 30 ans**
 - DIRECTEUR UN CENTRE DE PROFIT 250 000 + réf. 9B 1279-0MR

Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes, adressez un dossier de candidature au Cabinet EDP, en précisant la référence.

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

Le Monde

IMMOBILIER

appartements ventes

5^e arrdt
Petite maison au 1^{er} étage
parfait état, 2 450 000 F.
+ 40 m² terrain, 45-46-25-25.

6^e arrdt
Grand 2 pces, 3 m hauteur
plafond, cheminée, charme
contemporain, 2 500 000 F.
Tél. : 43-57-74-44.

13^e arrdt
GLACIERE (au 1^{er} étage) / 1^{er}
étage, 2 pces, 2 500 000 F.
+ 40 m² terrain, 45-46-25-25.

16^e arrdt
MARCHE DES NOTAIRES
90 AV. HENRI-MARTIN
Facile pierre de taille, 7 p.
254 m² env., 2^e ét., 3 p. ét.
degré, garage, 100 m² terrain
6 500 000 F. Vendeur à prix
10 mars 14 h/17 h.
M. J. L. Regier (1) 42-80-31-27.

94
Val-de-Marne
VITRY SUPERBE 4 PCEES
pce. cuisine, w.c., 2 pces, 2 pces
bain, 2 pces, 2 pces, 2 pces
P. à débiter, 43-20-32-71.

appartements achats

Reich, 2 à 4 p. PARIS 15^e
12^e, av. du sans travail
VALE CPT chez notaire
(1) 42-78-48-07 même soir.

locations non meublées demandes

Paris
Rach. studio 6^e, limite Nord
13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e,
43-35-85-80.

Paris
Collaborateur « Le Monde »
recherche chambre, douche,
kitchen, w.c., Paris 1500 F
mens. LUNET, Tél. 43-35-85-80.
(1) 44-28-91-21 ou 20.

fermettes
A LOUER
En résidence secondaire
Pays MONTAGNES VERMORELLE
aménagée 3 p., cuis., conf.,
détachée, 43-35-85-80.

proprietes VAR

Tribu belle propriété. Vue
exceptionnelle. Panoramas
impressionnants. Surface totale :
13 038 m². surf. maison
environ 7 p., 2 p. ét., 41 m².
belle piscine 32 m², cuis.,
équipée, 2 s. de b., 2 w.c.,
garage-cave 133 m², gr.
patis. Nombreuses piscines.
15 km autor. Paris-Nice.
17 700 000 F. Facilité de
paiement. Tél. 94-76-70-08
le soir de préférence.

Locations
VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
Constitution de sociétés et
tous services 43-35-85-80.

Siège Social
bureaux, ascenseur, salle
CONSTITUTION STES
Prix compét. Délais rapides.
ASAP 42-93-60-50 +.

OPÉRA
Bureau Prestige Equipé
Salle de Réunion
Domiciliation - Téléphone
Télécopie - Tél.
Tél. (1) 42-80-01-60.

DOMICILIATION 8^e
Bureau, cuisine, téléphone
ASAP 42-93-60-50.

AGENDA

IMMOBILIER

LES CITADINES

Louez votre studio et 2 pièces neufs prêts à vivre pour un jour/pour une semaine et + KITCHENETTE, VAISSELLE, CANAL +, SERVICES.

PARIS TROCADÉRO (1) 47-04-88-02
PARIS JARDIN DES PLANTES (1) 45-84-13-09
PARIS MONTPARNAISE (1) 43-27-14-24

8, rue Blaise-Pascal, 92200 NEUILLY-SUR-MARNE,
TÉLÉX 610872 - TÉLÉCOPIE (1) 46-24-80-87.

RARE COTE D'AZUR

LES DERNIÈRES TERRES A BATIR

VUE MER - DOMAINE PRIVÉ

CAP BENAT - Face aux Iles d'Hyères

2 375 m² COS 0.10 1 230 000 TTC
3 000 m² COS 0.10 1 570 000 TTC

Venez sur rendez-vous / Documentation sur demande

POSSIDONIA Int. : Département vente
Domaine privé du Cap Benat / 83230 BORMES-LES-MIMOSAS.
Tél. : (33) 94-71-27-28, télécopie : (33) 94-64-85-85.

Organisme de formation

PROFESSEURS

ANALYSE

RECRUTEMENT FOR

WORK OVERSEAS

PREMIER JOURNÉE

CONTROLLERS

INSTRUMENTISTS

Experienced on system

HONEYWELL TDC 3000

Compteur minimum 1 year

Send CV + photo for interview

EURO TECH

222 rue Solferino

92001 Le

capitaux

propositions

commerciales

Vous avez la sens des

responsabilités.

Vous aimez les contacts.

Vous avez une exp. prof.

Vous disposez d'un petit

capital.

Devenez gérant d'une des

nos filiales.

Adressez-nous votre C.V.

+ photo + let. manuscrite à :

Sart Les Jumeaux 92001 Le

25, rue du Tierset, 75020

PARIS.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

BX 19 TRD

Julien 1987 modèle 1988

29.000 km. Direct. assistée.

Peint. métall. Vitres teint.

Silence ext. Climatiseur.

80.000 F.

L'AGENDA

Bijoux

ACHAT OR BIJOUX

Brillants, pierres précieuses

PERRONO OPÉRA

A. Chénier d'Angers

ETOILE, 37, av. V. Hugo.

Bijoux anciens

bagues romantiques

20 %

ACHAT OR

FR. 18, rue d'Arcole

75004 Paris 43-54-00-83.

FAITES PLAISIR

Baby sitter

Etudiante diplômée enfance

week-ends, vacances.

Tél. : 43-55-55-53/soir.

Vacances

Tourisme

Loisirs

MARS

A LA NEIGE !

SKI DE FOND

HAUT JURA

3 h de Paris par TV

ferme du XVII^e, confortab.

pour séjour, chère avec

a.d.b., w.c., table d'hôte,

cuis. mûre et table d'hôte,

travail côté au feu de bois.

Ambiance sympathique,

2 350 F par pers. et semaine

il compris, pension com.

complète + vin, mobilier et

matériel de ski.

T. (16) 81-28-12-81 ou

deux : La Cité d'Angers,

22800 MONTBONOT.

DRISCOLL HOUSE HOTEL

200 chambres simples

100 2 par semaine, double

tarif. Rése. 172 New Port

road LONDON 01 471-6-1-6.

Tél. : 19-44-1-705-41-76.

LOC. LA NORMA

Plusieurs pièces, pour 4 pers.

42-77-88-81, soir.

CHAMBOISE studio 2 sem.

Papiers 1 500 F l'une,

3 000 F les deux, 14-02-02.

21-00 ou (16) 82-72-02.

AVORAZ

Isère, de récid., hôtel, appart

5 pers. vue, prix, confort,

sport inclus. 91-88-12-83.

LE LAVANDOU LOUE

Gde villa proc. plage

Tél. : (16) 80-84-07-02.

VALAIS PLAGES (24)

600 m de la mer.

Maison neuve 1988, deux

pers. rénovée, avec terrasse,

piscine.

Locat. à la semaine pr

5 pers. (1) 1 500 F

juin 1 800 F

juillet 2 000 F

août 3 000 F

(1^{er} sem. seulement)

Pour tous renseignements,

Tél. : 80-06-87-87.

LE D'OLÉRON

CHAMBRES A LOUER

Arde ou sans coin cuisine

Sommeil, quinquante, mois

Tél. : (16) 46-78-50-49

Communication

Les candidats au satellite TDF1

L'offensive de Canal Plus

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel risque d'avoir quelques difficultés à choisir les cinq locataires du satellite TDF1 parmi les quinze projets de chaîne de télévision qui lui ont été soumis le 20 février. La solution la plus facile consiste sans doute à répartir équitablement les canaux entre les principaux candidats : le secteur public (A2 et la SEPT), TF1 et Canal Plus. Mais cette habitude toute politique ne ferait guère bon ménage avec les contraintes industrielles et commerciales de la télévision par satellite.

Pour réussir son pari, TDF1 doit convaincre les téléspectateurs français et européens d'acheter antennes paraboliques et décodeurs, voire d'acquiescer un abonnement mensuel pour les chaînes payantes. Pas moyen d'y parvenir sans séduire ce public par une offre de programmes cohérente, des tarifs acceptables et un équipement standardisé. Embarrasser sur le satellite des entreprises qui ne parviennent pas à s'entendre sur ces conditions minimales reviendrait à ruiner radicalement une opération déjà fort risquée.

Les Britanniques ont parfaitement compris le problème et confié toutes les chaînes de leur satellite BSB au même consortium. La France a choisi la difficulté procédant canal par canal. TF1 propose une solution radicale en demandant avec ses alliés européens - l'allemand Leo Kirch et l'italien Silvio Berlusconi - la location des cinq

canaux (le Monde du 23 février). Son grand rival, Canal +, s'emploie aujourd'hui à démontrer que ses projets (la duplication de Canal +, une chaîne payante allemande et une chaîne pour les jeunes) ont des atouts supérieurs.

M. André Rousselet ne manque pas d'arguments. Il s'appuie d'abord sur les 2,7 millions d'abonnés de sa chaîne payante. Un public qui pourrait se montrer fort fructueux des innovations techniques apportées par TDF1 : le son numérique, l'image de grande qualité, les futurs écrans au format « cinéma » et la promesse de la haute définition. Les abonnés de Canal + ne sont-ils pas déjà de gros consommateurs technologiques : 48 % ont deux téléviseurs, 55 % possèdent un magnétoscope. Des pourcentages très supérieurs à ceux relevés pour l'ensemble des Français.

Mais il y a aussi les 13 % de la population qui ne sont pas desservis aujourd'hui par le réseau terrestre de Canal +. M. Rousselet se dit convaincu que cette « frustration » amènera d'emblée 300 000 clients au satellite s'il diffuse la chaîne payante. En y ajoutant les téléspectateurs qu'il veut séduire en Allemagne, le président de Canal + pense disposer d'un marché suffisant pour imposer dès le lancement du satellite une politique tarifaire plus réaliste que ses concurrents.

Les industriels proposent aujourd'hui les antennes paraboliques

à 2 500 F et les décodeurs à 4 000 F. M. Rousselet, qui étudie le problème depuis deux ans, affirme, lui, qu'on peut commercialiser des antennes entre 1 200 F et 1 500 F et louer les décodeurs 20 F par mois après une mise initiale de 400 francs. Et, pour compléter cette offre séduisante, il propose la chaîne pour les jeunes à 65 francs par mois seulement si elle est couplée avec un abonnement à Canal + (150 F par mois).

Les équipes de la chaîne payante ont une indéniable avance sur leurs concurrents en matière d'expertise technique et de stratégie de marketing. Mais cela suffit-il pour ravir le marché allemand à TF1, qui a eu l'intelligence de s'allier avec Leo Kirch, le plus gros détenteur de droits audiovisuels outre-Rhin ? M. Rousselet réplique en assurant que les distributeurs de films américains ne seraient pas mécontents de briser le monopole de M. Kirch sur l'Allemagne et que son propre allié, le groupe Bertelsmann, lui offre les droits très convoités des retransmissions de matches de football. Enfin, il n'oublie pas les impératifs du rayonnement culturel et promet de doubler le chiffre d'affaires du cinéma français en Allemagne en programmant dès la première année soixante-dix à quatre-vingt-dix films en langues française et allemande.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Incertitude dans la télévision publique

La télévision publique (la SEPT, A2 et FR3) a déposé quatre dossiers de candidature au satellite TDF1. Quatre projets entre lesquels il faut aujourd'hui arbitrer. Qui doit le faire ? S'il revient au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) d'autoriser les cinq futures chaînes retransmises par TDF1, ce sont les pouvoirs publics qui décident des missions et du financement de la télévision d'Etat.

C'est sûr : le CSA réintégrerait devant un sursis maladroite. Mais les neuf « sursis » n'ont pas non plus adopté un comportement irresponsable : le devenir du service public sur lequel doit débattre le Parlement au printemps, est aussi du pouvoir politique. « Nous ne pourrions prendre de décisions définitives, dit-on rue Jacob, qu'une fois connues les grandes priorités du gouvernement, ce qui est loin d'être le cas. » La conception ministérielle ajoutée à la complexité du dossier ont déjà conduit le CSA à repousser la date butoir (le 31 mars) qu'il s'était officiellement fixé. Aujourd'hui, une seule chose est sûre : la télévision nationale doit participer à l'aventure de TDF1.

« Le satellite, rappelle-t-on au ministère de la communication, n'est pas seulement un nouvel outil de diffusion. Il est aussi, grâce à la norme D 2 Mac Paget, une étape vers la télévision haute définition. »

Le service public ne peut y renoncer sans peine de régression.

La première à recevoir son feu vert sera la SEPT. Du gouvernement au CSA, un consensus existe autour de ce projet de chaîne culturelle.

Son avenir est donc tracé. Il est bien le seul. Sur tous les autres dossiers, le gouvernement demeure profondément divisé.

La participation d'Antenne 2 à hauteur de 20 % dans le capital de la chaîne payante Canal Enfant ? Le ministre de la communication le juge « extrêmement positive ». Ce projet « très étudié », selon l'entourage de M^{me} Catherine Tasca, répond « à une demande et à un besoin ». Le public existe ; le coût très élevé des émissions enfantines justifie les rediffusions. Enfin, le poids d'Antenne 2 dans la Caisse des dépôts. Le ministre du budget, lui, se fait plus réservé, redoutant le lancement de nouvelles chaînes à la rentabilité mal assurée.

Sport 2-3 ? Ferme ment défendu par FR3, plus collimant par Antenne 2, ce projet télévisuel payant ne semble plus bénéficier des soutiens escomptés. Les finances n'y croient guère, qui n'y ont mis qu'une condition : qu'il se fasse sans bourse délier ! Aux partenaires privés intéressés de trouver les fonds, les chaînes publiques ne sont autorisées à payer leur quote-part qu'en valorisant les droits des retransmissions qu'elles détient. Après s'être fait, semble-t-il, le principal avocat de cette idée, le ministre de la communication paraît aujourd'hui plus réservé. Antenne 2, il est vrai, n'a pas totalement renoncé à participer au projet concurrent Eurosport, managé par M. Rupert Murdoch et certains membres de l'UER (l'Eurovision).

Mais, paradoxalement, c'est l'éventuelle duplication d'A2 qui suscite le plus de controverses. Le ministre de la communication n'y

voit qu'inconvénients. Son coût d'abord, de cent millions de francs par an, sans aucun espoir de recettes futures. Son manque d'attrait, ensuite, puisque, déjà repoussé au sol, Antenne 2 n'inciterait guère les particuliers à s'équiper en antennes de réception. C'est tout le volet industriel de TDF1 qui s'en trouverait compromis. Son inutilité enfin, puisque la chaîne francophone et généraliste, TV 5-Europe, existe déjà.

Le Quai d'Orsay estime, au contraire, que la France devrait disposer de plusieurs chaînes grand public par satellite pour soutenir la concurrence anglo-saxonne. « De plus, explique-t-on, nombre d'Etats, de la Hongrie à la Tunisie, souhaitent recevoir la chaîne française de référence. Sa présence sur TDF1 est un enjeu culturel et diplomatique. » Ce souci du ministère des affaires étrangères bénéficie d'un soutien inattendu : celui des finances, qui voient dans la duplication d'A2 une mesure conservatrice préservant l'avenir. Moins le satellite diffusera de chaînes nouvelles et plus il sera facile d'en abandonner une exploitation à la rentabilité... aléatoire !

Dernier ministre à peser en faveur de la duplication : celui de la poste, des télécommunications et de l'espace, où l'on se préoccupe essentiellement de la cohérence du plan câble avec le développement du satellite. Plus ce dernier diffusera de chaînes nouvelles thématiques et payantes et plus il viendra concurrencer les réseaux câblés, dans lequel cette administration a déjà investi plusieurs milliards de francs.

Position divergente, coalition de circonstance. Le premier ministre Michel Rocard sera bien contraint d'arbitrer.

PIERRE-ANGEL GAY.

Le gouvernement arbitre la compétition entre Radio-France et RFI

Depuis quelques mois, une polémique jette une ombre sur les relations entre les deux grandes sociétés publiques de radio française : Radio-France et Radio-France Internationale. Cette dernière en avait d'ailleurs fait une question de principe... et de « dignité ». « La remise en cause, la vocation internationale de RFI était à la fois illégale... et inhumaine, déclare-t-on à la direction de la radio. La diffusion hors des frontières est le métier, la raison d'être de RFI. Au nom de quoi l'Europe aurait-elle échappé à cette vocation ? »

Le secrétariat d'Etat à la communication a donc préféré jouer la tradition, tout en appelant à une collaboration entre les deux radios. Car, dit-on, « RFI n'a pas encore l'expérience de la diffusion vers la petite Europe ».

Radio-France a dû réviser sa copie et présenter deux candidatures : l'une pour un canal stéréo à dominante

Le projet de loi sur la sécurité et la transparence des marchés

Le conseil des Bourses de valeurs réglementera les offres publiques d'achat

Le conseil des ministres a approuvé, mercredi 8 mars, le projet de loi sur la sécurité et la transparence du marché financier. S'il élargit le rôle du conseil des Bourses de valeurs (CBV), il traite peu des offres publiques d'achat (OPA). Le texte en modifie certains aspects, et la tâche de réglementation incombe au conseil des Bourses de valeurs (CBV), l'autorité chargée d'organiser le marché.

Comme prévu (le Monde du 8 mars), le texte introduit la notion d'action concertée dans les prises de participation. Les franchissements de seuils seront exprimés en nombre de voix et non en nombre d'actions possédées. Le projet autorise également les firmes agissant à se défendre en augmentant leur capital, si la décision a été votée avant l'attaque et si l'émission n'est pas réservée à des bénéficiaires désignés. Il prévoit aussi de permettre au comité d'entreprise d'être informé des opérations en cours et d'entendre l'initiateur de l'OPA.

Le conseil des Bourses de valeurs (CBV) devra, quant à lui, préciser les nouvelles règles en matière de prise de contrôle et modifier certaines clauses de son règlement général consacrées aux offres publiques d'achat ou d'échange, ainsi qu'aux procédures de maintien de cours. Le texte définitif sera soumis, le 22 mars, à l'approbation du CBV avant d'être présenté à la COB et à la Banque de France, puis soumis au ministre de l'économie et des finances. L'opinion retienne est que le déclenchement automatique d'une OPA dès qu'un investisseur détient 33 % du capital, avec obligation d'acquiescer 66 % des parts. On n'a pas retenu le modèle britannique prévoyant l'acquisition de l'entièreté du capital, pour deux raisons essentielles : il limite les possibilités de rachat, les opérateurs n'ayant pas toujours des moyens financiers suffi-

sants, et il permet à la société de rester cotée en Bourse.

Le maintien de cours

Toutefois, le CBV se heurte à un problème : quelle attitude adopter face à un actionnaire disposant déjà de 33 % des parts et qui se met à racheter des titres ?

Conscient que l'OPA n'est pas la technique la plus prise en France pour prendre le contrôle d'une entreprise, les autorités de marché ont décidé de réglementer plus précisément le maintien de cours. Cette

procédure est employée lorsqu'une personne physique ou morale achète à une ou plusieurs autres, un bloc de titres lui donnant le contrôle de la société. Elle prévient le conseil des Bourses de valeurs qui lui demande d'appliquer un maintien de cours afin de ne pas léser les actionnaires minoritaires. L'acquéreur s'engage alors à reprendre en Bourse tous les titres qui lui sont présentés à un prix égal à celui du cours de bloc. Il s'agit d'une acquisition à l'amiable, moins spectaculaire que les OPA.

L'offre de retrait

Parmi les nouveautés, le règlement général introduit la notion d'offre publique de retrait (OPR). Cette technique venue des États-Unis permet à une firme qui n'a quasiment plus de capital en Bourse de se retirer en rachetant ses titres. Jusqu'à présent, la société était rachetée de la cote officielle, mais certaines actions circulaient encore et se négociaient sur le marché hors cote. Cette OPR pourra être employée sur injonction des autorités boursières dans deux cas : lorsque la société change de nature (ce qui fut vrai pour Boulogne durant l'été 1988), ou lorsqu'elle modifie son statut juridique passant par exemple de société anonyme à société de commandite par actions.

Le conseil des Bourses de valeurs de ce projet est de ne pas enfermer les OPA dans un cadre législatif trop contraignant qui aurait pénalisé le marché. « L'un des risques est l'accès de réglementation », reconnaît M. Régis Rousseau, président du CBV, « et il est plus facile de modifier un règlement général qu'une loi ».

Le ton est donné, l'heure est à la souplesse et en matière d'OPA, priorité sera donnée à la jurisprudence. Elle se constituera au fil des dossiers et de leur évolution. Avec pour limite d'un côté un règlement général et de l'autre des possibilités de recours juridiques rapides devant la cour d'appel de Paris par les actionnaires en cas de litige.

DOMINIQUE GALLOIS.

La disparition des remisiers

Le projet de loi sur la sécurité et la transparence du marché financier évoque des dispositions relatives aux gérants de portefeuilles et abroge la loi de 1972 relative aux remisiers et gérants de portefeuilles.

D'un trait, il fait disparaître les remisiers, ces intermédiaires financiers qui transmettaient à l'agent de change des ordres reçus par leurs propres clients. Ce métier avait eu sa réputation, fortement entachée après les différents scandales boursiers et notamment l'affaire Cofina. La législation à leur égard était jusqu'à présent très souple.

Le projet prévoit plus de rigueur et ne s'attache qu'aux gérants de portefeuilles. Ces derniers ne dépendront plus du conseil des Bourses de valeurs, mais de la COB (Commission des opérations de Bourse). Celle-ci édictera les conditions d'agrément et de contrôle de l'activité de ces intermédiaires qui ne seront plus des personnes physiques, mais devront se constituer en société anonyme ayant une garantie financière suffisante. Les sanctions pénales sont précises.

D.G.

SOMMAIRE

■ Le projet de loi sur la sécurité et la transparence des marchés offre aux sociétés de Bourse les moyens de mieux contrôler les OPA (lire ci-dessous).

■ En autorisant les Pays-Bas à pratiquer leur propre règlement sur les « voitures propres », la Commission européenne ouvre la voie des affrontements communautaires (lire page 32).

■ Le Venezuela réclame une période de grâce de dix ans pour le remboursement de sa dette extérieure (lire page 33).

■ Le tourisme devient de plus en plus un poste déficitaire de la balance des paiements japonaise (lire page 33).

SOCIAL

La journée d'action de la CGT a été peu suivie

La journée nationale interprofessionnelle d'action organisée par la CGT le mercredi 8 mars n'a eu qu'un succès très limité. A Paris, la manifestation de la CGT n'a réuni que 3 500 personnes selon la police et 15 000 selon les organisateurs. Toulouse a rassemblé presque autant de manifestants selon la police (2 000). A Marseille, 500 personnes ont défilé de la Canebière au Vieux Port en scandant « un bateau pour la Cloie ». Les arrêts de travail ont été peu nombreux et très localisés.

Au cours de la manifestation parisienne, le numéro deux de la CGT, M. Louis Vianet, a déclaré : « La mobilisation d'aujourd'hui se situe dans le cadre de l'extension de la combativité des salariés qui ont tenu le haut du pavé toute l'année précédente et en particulier à la fin de 1988. Elections municipales ou pas, les travailleurs sont bien décidés à continuer l'action pour la défense de leurs revendications ».

Fin de la grève des nettoyeurs du métro parisien

Après trois semaines de grève, les nettoyeurs du métro parisien ont mis fin, le 8 mars, au conflit qui les opposait à la société Comatec. Sous l'égide du médiateur M. Gilles Boileau, un accord est intervenu entre la direction de l'entreprise de nettoyage, la CFDT-RATP et le comité de grève, majoritairement CFDT. Les agents recevront à partir du 1^{er} mars un salaire net de 150 francs, au minimum, contre 4 700 francs actuellement. Selon les réminiscences, l'augmentation obtenue représente de 6,50 % à 15 %, alors que les grévistes réclamaient un salaire minimum de 5 500 francs.

La direction s'est engagée à ne pas prononcer de sanctions pour fait de grève et a levé l'ensemble de celles qui avaient été prises récemment. Le salaire dont le licenciement pour « faute grave » avait été à l'origine du mouvement est réintégré. Pour régler les problèmes futurs, une commission paritaire de discipline a été créée.

S'agissant du travail pénible, deux dispositions sont prévues. D'ores et déjà, trente-cinq infirmières appartenant à l'équipe anti-graffitis sont embauchées à titre définitif. Ainsi que M. Jean-Pierre Sotson l'avait annoncé, le directeur régional du travail et de l'emploi peut désormais entreprendre sa « mission d'inspection » pour examiner les conditions de recours au travail temporaire et aux contrats à durée déterminée au sein de la Comatec. Il y aura de trois cents à trois cent cinquante personnes dans ce cas sur un effectif de mille cent soixante-quatre salariés.

La direction de la Comatec a assuré que le métro devait retrouver son état normal le 9 mars et confirmé que son effort de déminution entraînera une réduction des effectifs.

■ Grève des pilotes d'UTA. — Les syndicats des pilotes (SNPL) et des mécaniciens (SNOMAC) de la compagnie UTA appellent les navigants techniques à une grève du jeudi 9 mars à 0 heure au vendredi 10 à 12 heures. Cet arrêt de travail est motivé par la crainte que la filiale Aéromaritime d'UTA se développe en dehors de la compagnie mère. La direction estime que tous les vols prévus seront assurés, malgré certaines modifications d'horaires. Renseignements : (1) 47-76-55-55.

ALGERIE - الجزائر

- MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE -

AGENCE NATIONALE DE RÉALISATION ET DE GESTION DES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES POUR L'IRRIGATION ET LE DRAINAGE

Périmètre du Moyen Chéiff (1^{re} tranche 11 290 ha)

AVIS NATIONAL ET INTERNATIONAL DE PRÉSELECTION D'ENTREPRISES

Dans le cadre d'un financement de la Banque africaine de développement (BAD) un avis national et international de préqualification d'entreprises pour les travaux d'équipement du périmètre du Moyen Chéiff (1^{re} tranche de 11 290 ha) dans la Wilaya de Chlef est lancé.

Les travaux d'équipement comprennent :

- 1) Un barrage-écluse de dérivation de capacité de 200 000 m³
- 2) Quatre complexes d'irrigation constitués par :
 - a) Une station de pompage double (rive droite et rive gauche) ayant les débits suivants :
 - Rive droite : 3,3 m³/sec. et 63 m de HMT.
 - Rive gauche : 1,3 m³/sec. et 43 m de HMT.
 - b) Deux stations de repous ayant les débits suivants :
 - 1,0 m³/sec. et 85 m HMT.
 - 0,5 m³/sec. et 84 m HMT.
 - c) Une station de pompage ayant 0,76 m³/sec. de débit et 103 m HMT.
 - d) Trois réservoirs de régulation et de stockage de volumes respectifs de 13 000 m³, 6 000 m³ et 3 500 m³.
 - e) Deux réservoirs de sécurité de 25 000 m³ de capacité chacun.
 - f) Huit kilomètres (8 kilomètres) de conduite de refoulement en béton armé de diamètre 800 à 1 500 mm.
- 3) Système de distribution pour l'irrigation :
 - a) Fourniture et pose de 197 kilomètres de conduite en amiant ciment de diamètre 100 à 400 mm.
 - b) Fourniture et pose de 72 kilomètres de conduites en béton armé diamètre 500 à 2 000 mm.
 - c) Fourniture et pose de l'appareillage hydraulique.
 - d) Réalisation des ouvrages de protection de l'appareillage hydraulique.
- 4) Création de 210 kilomètres de fossés d'assainissement.
- 5) Création de 275 kilomètres de pistes d'exploitation.
- 6) Création de 350 kilomètres de bords-murs.

Les entreprises nationales publiques ou privées et les entreprises étrangères appartenant aux pays membres de la BAD peuvent retirer le dossier de préqualification à l'Agence nationale de réalisation et de gestion des infrastructures hydrauliques pour l'irrigation et le drainage (AGID), direction de réalisation des infrastructures El Marsa Wilaya de Boumerdes, contre la présentation d'une demande écrite accompagnée d'un paiement de 200 DA, au compte de M. le Trésorier principal d'Alger, n° 202012. Ce retrait se fera tous les jours ouvrables de 9 heures à 16 heures au siège de l'AGID.

Les dossiers de préqualification établis en trois exemplaires devront parvenir au plus tard, quarante-cinq (45) jours après publication du présent avis, au BOMOP, à l'adresse ci-dessous :

M. le Directeur général de l'Agence nationale de réalisation et de gestion des infrastructures hydrauliques pour l'irrigation et le drainage (AGID), El Marsa BP 31 Bordj-el-Bachir (W. de Boumerdes).

Sous pli cacheté et portant la mention « préselection travaux d'équipement du périmètre Moyen Chéiff. Ne pas ouvrir ».

anep/alger

Du laxisme au puritanisme ?

« Aussi longtemps que Paris restera une place sinon suspecte, du moins singulière, à la déontologie incertaine [...] nous ne pourrions avoir de comportement adulte et européen », affirme M. Marc Vénot, PDG de la Société générale, dans l'entretien accordé au Monde. Le projet de loi adopté mercredi 8 mars en conseil des ministres (le Monde du 8 mars) apporte une réponse à cette inquiétude en prévoyant de nouvelles règles de sécurité et de transparence pour le marché boursier français, dont l'image a été affectée par les récentes « affaires ».

De la place financière la plus lucide, Paris voit-elle devenir la plus puritaine ? Le texte du projet de loi souhaite en tout cas répondre au souci de moralisation du marché en renforçant les pouvoirs de la Commission des opérations de Bourse (COB), notamment en lui accordant des pouvoirs de sanction financière à l'égard des professionnels et en lui donnant la possibilité d'ester en justice devant les juridictions civiles, pénales et administratives.

Une marge de manœuvre étroite

Pris entre la nécessité d'accroître la sécurité du marché et celle de ne pas entraver le libre fonctionnement, le gouvernement a su éviter de retomber dans son vieux travers : l'interventionnisme d'Etat. Son texte se manifeste sur deux points : l'autonomie plus grande accordée à la COB (la nomination des membres du collège échappant au gouvernement, la liberté de gestion...); le pragmatisme en matière d'offres publiques d'achat (OPA). Le texte n'a pas pour but d'empêcher les OPA, ce qui aurait été la négation du marché financier que M. Pierre Bérégovoy a contribué à développer à partir de 1984, mais d'en assurer une plus grande transparence pour éviter qu'une tentative de prise de contrôle d'une société se déroule à l'insu — et donc au détriment — des petits actionnaires et des salariés.

D'où, inscrites dans le projet de loi, l'obligation d'informer le comité d'entreprise d'une OPA, la possibilité donnée à la société attaquée de se défendre (augmentation de capital pendant l'OPA pour diluer la participation de l'assaillant) et la définition de l'action de concert (accord entre plusieurs personnes, en termes de droits de vote, pour adopter une politique commune et durable à l'égard de la gestion d'une société).

En revanche, le gouvernement n'a pas inscrit dans le projet l'obligation de déclenchement d'une OPA, se contentant de souligner qu'il s'agit là de réglementation et que la révision, en

cours, des dispositions du Conseil des Bourses de valeurs permettra de répondre aux besoins de règles du jeu en matière d'OPA sans pour autant rigidifier le système.

La marge de manœuvre est en effet étroite entre les objectifs de préserver les intérêts de l'entreprise et de la nation, d'une part, et de préserver les intérêts des actionnaires, d'autre part, comme le soulignent encore le 7 mars les intervenants au débat sur l'Europe de la finance lors du colloque organisé par les anciens élèves de l'École polytechnique sur « L'Europe au vingt et unième siècle, mythe ou première puissance mondiale ? ».

Si la Grande-Bretagne privilégie le marché financier et l'Allemagne la défense de ses entreprises, la France hésite encore entre les deux systèmes, d'autant plus que ses entreprises sont fragiles au regard de leurs concurrents étrangers et que leur actionnariat est loin d'être structuré solidement. Conscient du problème, le gouvernement a écarté différentes hypothèses de protection. Si les entreprises nationalisées sont protégées par leur statut même et les entreprises privatisées par l'agrément du ministre de l'économie prévu pour toute participation égale ou supérieure à 10 % jusqu'en 1992, les sociétés privées auraient pu faire l'objet de protections contraignantes telles que « golden share » généralisées, fonds d'Etat anti-OPA.

Outre que certaines dispositions auraient été contraires aux engagements européens de la France (« golden share » généralisée), elles allaient à contre-courant de la volonté de l'Etat de laisser jouer les forces du marché. Ce que souhaitent aussi, en principe au moins, les chefs d'entreprises français, même s'ils ne peuvent s'empêcher d'appeler à la protection des pouvoirs publics dès qu'ils se sentent menacés. « C'est aux chefs d'entreprise d'organiser leur propre défense », réaffirmait encore M. Claude Bébéar, patron du groupe d'assurances privé AXA. En laissant les autorités du marché, en l'occurrence le Conseil des Bourses de valeurs décider, dans son nouveau règlement, de l'obligation de déclenchement d'une OPA à partir de la détention d'un tiers du capital ou, c'est nouveau, d'un tiers des droits de vote, sur deux tiers au moins des droits de vote d'une entreprise, l'Etat n'a pas voulu graver dans les tables de la loi des dispositions complexes, prenant ainsi modèle sur les Britanniques. L'expérience de la nationalisation qui avait figé toute possibilité de « respiration du secteur public », parce que tout dépendait de la loi, lui aura en tout cas servi de leçon.

CLAIRE BLANDIN.

POUR LES ACCROS DU SON "LIVE"

NOUVEAU

AIWA®
le miracle japonais

F150 Baladeur lecteur-enregistreur à tout enregistrer en direct. Enregistrement en stéréophonie par micro stéréo extérieur fourni avec l'appareil. Auto-Reverse et Dolby® B NR en lecture. Dispositif "Super Bass" de renforcement des basses. Sélecteur bandes : Normal/Hi-Fi et Chroma.

*Marque déposée de Dolby Laboratories.

AIWA FRANCE S.A. 117, rue d'Aguesseau - 92100 BOULOGNE - Tél. : (1) 46.04.81.90

Économie

AFFAIRES

Sous la pression des écologistes

La Commission européenne ne condamne plus la loi néerlandaise en faveur des petites voitures propres

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Les Pays-Bas vont pouvoir accorder des incitations fiscales aux acquéreurs de voitures répondant aux normes antipollution américaines, plus sévères que les européennes. La Commission de Bruxelles, impressionnée par l'engagement écologique manifesté ces derniers temps par les gouvernements, vient en effet d'annuler sa politique et de renoncer à une procédure qui obligeait les Pays-Bas à suspendre l'entrée en vigueur de leur loi. La décision de la Commission, prise pour des raisons plus politiques qu'économiques ou juridiques, risque de remettre en cause l'accord provisoire conclu sans peine en décembre par les ministres des Douze sur les voitures propres, c'est-à-dire sur les normes d'émission à imposer aux voitures de moins de 1400 centimètres cubes.

Le compromis auquel étaient parvenus les Douze en novembre 1988 était fondé sur une idée simple : très différent du parc américain, le parc automobile européen comprend une majorité de petites voitures, qui roulent moins et donc polluent moins. Pour la défense de l'environnement, il est possible d'arriver à des résultats équivalents aux américains en tenant compte de cette spécificité, tout en fixant des normes inférieures aux américaines pour les petites voitures. La Commission avait estimé — et estime toujours mais avec moins de force aujourd'hui qu'alors — que les Pays-Bas rompaient cet accord et par là même l'engagement qu'ils avaient pris au conseil en favorisant financièrement l'achat de voitures répondant aux normes américaines.

Un rapport récemment rédigé par la direction générale des affaires industrielles de la Commission aurait dû l'inciter pourtant à plus de persévérance. La norme américaine, y liv-on, deviendra de facto la norme obligatoire aux Pays-Bas si le système d'incitation fiscale prévu y est effectivement appliqué. L'avantage, en terme d'environnement, sera limité mais en revanche les réper-

cussions économiques seront sévères : le surcoût de l'équipement qu'implique le respect des normes américaines (catalyseur plus système d'injection électronique) se situe autour de 12 % pour les petites cylindrées mais de 4 % à 5 % pour les voitures de plus de 2000 centimètres cubes.

L'impact d'une telle génération de normes serait très différent d'un Etat membre à l'autre : les auteurs du rapport notent ainsi, à titre d'exemple, que 57 % des voitures produites en Italie sont de petites cylindrées, soit huit fois plus qu'en RFA, et conclut : « La mesure néerlandaise crée ainsi un obstacle à la commercialisation d'une partie importante de l'offre de la majorité des constructeurs de la CEE. » Les experts bruxellois remarquent encore que, « en faisant de la norme américaine la norme de facto prédominante, on favorise certainement les constructeurs japonais ». Ceux-ci, contrairement à leurs concurrents européens, offrent en effet aux Etats-Unis dans cette catégorie des voitures moyennes, la gamme complète des modèles, ce qui leur permet de s'adapter facilement à une modification des conditions de vente dans la CEE.

« Trop tard »

La Commission continue d'attacher la législation néerlandaise comme contraire aux exigences de la libre circulation mais cette procédure n'a pas d'effet suspensif et rien ne dit que la Cour européenne de justice de Luxembourg sera saisie rapidement. « Même si elle est appelée un jour à se prononcer et condamne alors les Pays-Bas, ce sera trop tard, l'effet sur le marché européen sera produit depuis longtemps », commente un haut fonctionnaire bruxellois. Le Parlement européen doit se prononcer en avril sur la « position commune », c'est-à-dire sur l'accord politique de novembre 1988 fixant des normes d'émission pour les voitures de moins de 1400 centimètres cubes. Il peut adopter à cette occasion des amendements demandant des normes plus sévères dans l'accord.

La Commission sera alors placée devant un choix difficile. Soit maintient-elle ses propositions, ce qui permettrait aux ministres de confirmer l'accord de novembre 1988, soit reprend-elle à son compte les amendements du Parlement, ce qui rendrait un accord au sein du conseil des ministres extrêmement difficile. Le militantisme écologique manifesté mardi par M. Carlo Ripa di Meana, le nouveau commissaire chargé de l'environnement, porte à penser qu'elle pourrait être fortement tentée par cette seconde formule. La remise en cause du compromis de novembre porterait alors un coup non négligeable non seulement aux échanges intracommunautaires d'automobiles mais au concept même de marché unique.

PHILIPPE LEMAITRE.

La commission de Bruxelles établit une carte sélective des zones de reconversion industrielle

La commission de Bruxelles a arrêté, le mardi 8 mars, sa position sur les régions et les zones qui dans les différents pays de la CEE pourront désormais bénéficier des crédits du Fonds européen de développement régional (FEDER), au titre des politiques de reconversion industrielle. Cette carte, assez restrictive, établie à partir de critères communautaires, ne recouvre pas nécessairement la carte des aides nationales établie par la DATAR et ajustée périodiquement.

Par rapport aux propositions initiales de la Commission européenne en juin dernier, dans le cadre du nouveau règlement relatif aux trois fonds structurels (régional, social, agricole), M. Jacques Chirac et M. Edith Cresson sont parvenus à « regagner du terrain » et à obtenir un assouplissement des critères de Bruxelles. Si les premières orientations de Bruxelles avaient été appliquées, seuls quatre départements (Nord, Pas-de-Calais, Seine-Maritime, Ardennes) auraient pu bénéficier des crédits du FEDER au titre des reconversions industrielles. Aujourd'hui, la liste des zones éligibles, sans être parfaite, apparaît

Compagnie du Midi : M. Claude Bébér nommé président

Conformément aux résultats de l'assemblée générale de la Compagnie du Midi du 28 février, qui a vu la victoire de M. Claude Bébér, PDG d'AXA, sur M. Bernard Pagès, le président du Midi (le Monde du 2 mars), le conseil d'administration réuni le 8 mars a enregistré la démission de sept administrateurs. — MM. Bernard Pagès, Jacques Calvet, Jacques Ferry, Olivier Loeuf et François de La Villegierie — et l'entrée d'un nouvel administrateur, M. Michel François-Poncet, PDG de Paribas, compagnie comptant parmi les alliés d'AXA. Il prend place aux côtés des six administrateurs d'AXA et des deux représentants de l'Union Générale, ainsi que de M. Tristan Viejeux, seul « survivant » de l'ancien conseil. D'autres personnalités viendront prochainement compléter le conseil.

M. Bébér a été nommé président, et M. Pierre Barbier, son numéro deux chez AXA, directeur général de la Compagnie du Midi.

Rhône-Poulenc a l'ambition de prendre place parmi les cinq premiers chimistes mondiaux

Rhône-Poulenc a l'ambition de rattraper les cinq premiers chimistes mondiaux (les allemands Bayer, Hoechst et BASF, le britannique ICI et l'américain Du Pont), a déclaré devant la presse, mercredi 8 mars, M. Jean-René Fourton, PDG du numéro un français de la chimie. Certes, a-t-il reconnu, ces cinq premiers, avec un chiffre d'affaires de 18 à 24 milliards de dollars, ont une dimension double de celle de Rhône-Poulenc, au neuvième rang mondial avec un peu plus de 11 milliards de dollars. Mais, a-t-il ajouté, ils en représentent le triple.

Interrogé sur les délais fixés pour ce rattrapage, qui ne pourra s'effectuer que par croissance externe, donc par acquisitions, et questionné sur les moyens financiers dont le groupe français pourra disposer à cet effet, M. Fourton s'est montré évasif. « Je n'ai pas dit quand, dans dix ou quinze ans, peut-être. » Il imagine, sur le renforcement des achats industriels il faut de l'argent, 2,4 milliards de francs par an. Mais, « chaque année, nous avons trouvé une solution nouvelle, émission de certificats d'investissement, lancement de titres perpétuels, etc. », a-t-il fait remarquer.

Avec les 5,6 milliards de francs collectés de cette façon en juillet dernier et la progression de l'autofin-

ancement du groupe, porté de 6,2 milliards de francs en 1987 à 8,8 milliards de francs en 1988, il est exact que Rhône-Poulenc a dégagé des ressources suffisantes jusqu'en 1990, échéance à laquelle, toutefois, de nouveaux types de financements devront être imaginés. Les dirigeants du groupe ne sont guère favorables à la fiscalisation de certaines activités, comme la pharmacie, qui pourraient être, ainsi introduites en Bourse, comme le fera Pechiney : pour eux ce serait contraire à la nature de l'entreprise. Mais, à défaut de l'élevation du plafond de certificat d'investissement fixé à 25 % du capital pour l'instant, on pourrait envisager la constitution d'une holding appartenant à l'Etat et qui détiendrait la majorité dans une société Rhône-Poulenc dont le public souscrirait une part, à la manière du tandem Erap-Elf-Aquitaine.

Interrogé comme on pouvait l'imaginer, sur le renforcement récent de la participation de Rhône-Poulenc dans le capital de la Société générale, à hauteur de 4,5 %, au prix de 700 millions de francs, M. Fourton a rappelé que son groupe détenait déjà 2 % de cette banque, un partenaire depuis longtemps qui l'avait totalement soutenu dans les années de crise.

F. R.

Vingt-deux biréacteurs vendus à Air Europe
Le néerlandais Fokker doit faire face à ses succès commerciauxAMSTERDAM
de notre correspondant

En l'espace de vingt-quatre heures, le constructeur aéronautique néerlandais Fokker vient de vivre deux événements, l'un malheureux et l'autre bénéfique, dont la succession fortuite constitue un résumé de son histoire récente.

Dimanche 5 mars, l'avion Amsterdam-Gênes de la KLM roule sur la piste d'atterrissage quand son train gauche se brise. Bien que les quatre-vingt-cinq passagers et les cinq membres d'équipage aient été finement guidés pour la peur, la nouvelle de l'accident fait l'effet d'une bombe aux Pays-Bas : l'avion sinistré est le dernier-né du fabricant, un biréacteur Fokker 100 flamant neuf, livré à la compagnie aérienne nationale le 26 janvier.

L'atterrissage violent infligé à l'appareil, le 18 février, sur l'aéroport norvégien de Stavanger par un pilote maladroit de la KLM est-il à l'origine de la rupture du train du Fokker 100 ? On se demande s'il s'agit d'un vice de construction, une avarie similaire s'étant produite en juillet 1987 après un vol d'essai ? Sans attendre les résultats de l'enquête en cours sur l'accident de Gênes, la compagnie britannique, Air Europe, passe pourtant commande, lundi 6 mars, de onze Fokker 100 et prend une option sur autant d'appareils. Ainsi, une semaine exactement après le contrat passé avec TAT (le Monde du 4 mars), le constructeur peut-il s'enorgueillir d'un nouveau succès commercial évalué à près de 3,5 milliards de francs.

Achats fermes et options confondus, Fokker a, en effet, vendu deux cent quarante exemplaires de son biréacteur. Le fabricant se trouvait au bord de la faillite il y a moins de dix-huit mois. Sauvé du désastre par une injection de capitaux publics et privés (plus de 1,5 milliard de francs), Fokker se trouve aujourd'hui confronté à un problème inimaginable hier : un volume

de production insuffisant et généra-

teurs de coûteux retards de livraison. C'est pour remédier à cette situation que Fokker est candidat à la reprise de Short Brothers, en Irlande du Nord, qui fournit déjà les ailes du F 100, et où pourrait être transféré l'assemblage du F 30. Ce déménagement serait indispensable si la firme d'Amsterdam devait emménager à la fin du mois le « contrat du siècle », que la rumeur annonce : la fourniture de cent cinquante Fokker 100 (15 milliards de francs) à une compagnie aérienne nord-américaine, qui pourrait être American Airlines.

CHRISTIAN CHARTIER.

INSOLITES

Dormir...

On dort nettement mieux à gauche qu'à droite et dans les meilleurs lits que chez les chômeurs. C'est l'une des conclusions d'un sondage réalisé par BVA pour la Compagnie du Lit auprès d'un échantillon représentatif de neuf cent soixante personnes. Les électeurs de gauche et surtout d'extrême gauche dorment plus longtemps que la moyenne, réveillent plus souvent en couleur et sont nettement moins nombreux à se réveiller la nuit. Par contre, c'est au Front national qu'on trouve le plus grand nombre d'insomnieux : plus d'un sur trois assure dormir « mal » ou « très mal », et se réveille la nuit pour fumer une cigarette (contre 11 % en moyenne nationale). Le milieu social compte aussi : près de 50 % des milieux aisés réveillent en couleur contre 28 % d'agriculteurs, la palme de l'insomnie revenant toutefois aux chômeurs, qui dorment deux fois plus mal que les actifs. Quant aux femmes, qui dorment un peu plus longtemps, elles sont aussi deux fois plus nombreuses à faire des cauchemars.

Lettre buissonnière

Record ? Une lettre expédiée de Paris le 3 mai 1987 n'est arrivée à son destinataire, lui aussi parisien, que le 15 décembre 1988 ! Soit exactement, comme nous le signale ce dernier, après un an sept mois et quinze jours de transhumance et un curieux séjour par le village de Bley-Beau en Côte-d'Or. Pourtant l'adresse, parfaitement rédigée, ne laissait place à aucun doute.

Ungerer remonté

La petite société strasbourgeoise Ungerer, fondée en 1796, qui avait fabriqué la fameuse horloge à automates de la cathédrale de Strasbourg, a été reprise par une entreprise familiale de Maine-et-Loire, les Etablissements Bodet, spécialisée dans l'horlogerie industrielle et publique. Victime de trois dépôts de bilan successifs depuis quinze ans, Ungerer n'employait plus que quatre salariés pour un chiffre d'affaires de 3 millions de francs. Mais la petite société, fort connue, avait à son actif nombre de réalisations prestigieuses telles l'horloge astronomique de la cathédrale de Meaux en Sicile, celle de l'hôtel de ville d'Oslo en Norvège, de la cathédrale de Reims et même, dans un registre plus moderne, l'horloge de l'aéroport d'Orly-Ouest.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Vos placements
et le Crédit AgricoleLes éleveurs
de SICAVUNIFRANCE
ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Les actionnaires de la SICAV UNIFRANCE sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le mercredi 15 mars 1989, à 10 heures, dans les locaux de la Caisse Nationale de Crédit Agricole, 91/93, boulevard Pasteur, 75015 PARIS afin de débiter sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Lecture des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes sur les comptes de l'exercice social clos le 30 décembre 1988,
- Lecture du rapport spécial du Commissaire aux Comptes,
- Approbation du bilan et des comptes de l'exercice clos le 30 décembre 1988,
- Affectation des résultats et fixation du dividende,
- Nomination d'un Administrateur,
- Renouvellement de mandats d'Administrateurs.

Si l'Assemblée Générale le décide, le revenu global attribué à chaque action au titre de l'exercice clos le 30 décembre 1988 s'éleva à F 17,85, composé d'un dividende net de F 15,07 et d'un impôt déjà payé au Trésor de F 2,78.

Ce dividende sera mis en paiement le 25 mars 1989.

Nous invitons tous les actionnaires de la SICAV UNIFRANCE à prendre contact avec leurs bureaux du CREDIT AGRICOLE afin d'y demander une carte d'admission ou d'y retirer un pouvoir avant le 10 mars 1989. Les actionnaires désirant voter par correspondance devront demander à la CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE Département des Opérations Financières - Service Financier et Titres (OFL/TF) 91/93 boulevard Pasteur - 75015 PARIS, par lettre recommandée avec accusé de réception, qu'on leur fasse parvenir un formulaire de vote par correspondance.

Dans ce cas, ils n'auront plus la possibilité de se faire représenter (procuration) ou de participer directement à l'Assemblée.

Les votes par correspondance ne seront pris en compte que pour les formulaires dûment remplis, parvenus à la Société, trois jours au moins avant la réunion de l'Assemblée Générale.

Compte-tenu du nombre important d'actionnaires de la SICAV, il est très vraisemblable que le quorum ne sera pas atteint lors de cette première Assemblée. Une seconde Assemblée est prévue le 23 mars 1989 à 10 h 30, 90 boulevard Pasteur - 75015 PARIS.

Siège Social: 33, avenue du Maine
Tour Maine-Montparnasse - 75015 PARIS
R.C.S.: Paris B 305.585.903

CREDIT AGRICOLE

SEGESPAR
VITRES

Le bon sens en action

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PLENITUDE

LA SICAV DIVERSIFIÉE DE LA POSTE

Le conseil d'administration de la SICAV PLENTUDE a arrêté les comptes de l'exercice 1987-1988 et a proposé de fixer à 7,75F le dividende net versé par action, assorti d'un crédit d'impôt de 0,30F.

Sous réserve du vote de l'assemblée générale ordinaire, qui se réunira sur première convocation le 20 mars prochain, ce premier dividende sera détaché le 7 avril et mis en paiement le 10 avril 1989.

Décomposition du dividende en F:

Obligations françaises	net: 6,97	ci: 0,21
Autres revenus	net: 0,78	ci: 0,09
TOTAL	net: 7,75	ci: 0,30

LA POSTE

BOUGEZ AVEC LA POSTE

سكزا من الأمل

Économie

ÉTRANGER

La forte chute des paiements courants japonais De l'importance des services

L'excédent de la balance japonaise des paiements courants s'est réduit de moitié au mois de janvier, par rapport à la même période de l'année précédente : il a atteint 1,73 milliard de dollars (10,5 milliards de francs environ) contre 3,5 milliards de dollars en janvier 1988. L'excédent de la balance commerciale a diminué de 6,7 % en janvier 1989 par rapport à janvier 1988, s'inscrivant à 4,2 milliards de dollars contre 4,6 milliards en janvier 1988. La forte dégradation des comptes courants a eu notamment pour cause un déficit important du tourisme et des transports maritimes.

La discordance observée en janvier entre l'évolution du solde positif du commerce extérieur japonais qui s'est peu réduit d'une année à l'autre et le solde des paiements courants qui a été divisé par deux pose un problème important : les excédents japonais sont-ils appelés à diminuer, ainsi que l'affirme Tokyo dans l'incertitude générale ?

Cette discordance s'explique par la balance des invisibles qui a enre-

gistré un déficit record de 2,3 milliards de dollars. Un examen attentif des chiffres montre que les « services » vont peser lourd à l'avenir sur les paiements extérieurs du Japon.

L'excédent commercial en termes douaniers a enregistré un maximum historique en 1986 : 62,7 milliards de dollars. Depuis lors, les soldes nominaux ont légèrement diminué : 79,7 milliards de dollars en 1987 et 77,4 milliards en 1988. La contribution des échanges extérieurs à la croissance est négative depuis 1986. Rendues moins compétitives par la forte hausse du yen, les exportations ont chuté en volume en 1987 (-2,5 %), tandis que les importations s'accroissaient de manière significative (+8,3 %).

En 1988, les exportateurs japonais ont recueilli les fruits de leurs efforts intenses de rationalisation. Vendre à l'étranger est redevenu une activité bénéficiaire pour ceux des industriels qui ont pu surmonter l'endaka fulgurant (période de croissance lente due à l'appréciation du yen). Aussi, les exportations en volume ont connu une croissance de 4,4 % en 1988. Cependant, dans le même temps, les importations connaissent une progression en volume de 16,7 %.

Dans les prochaines années, les importations devraient poursuivre leur progression : le consommateur japonais rejette moins les produits étrangers. Le système de distribution qui, en maintenant des prix élevés pour ces derniers, renverse les préférences réelles des consommateurs, sera réformé. L'ouverture du marché japonais se fera également à travers des modifications structurelles et réglementaires dans les domaines de l'agriculture, des télécommunications, de la construction et des transports.

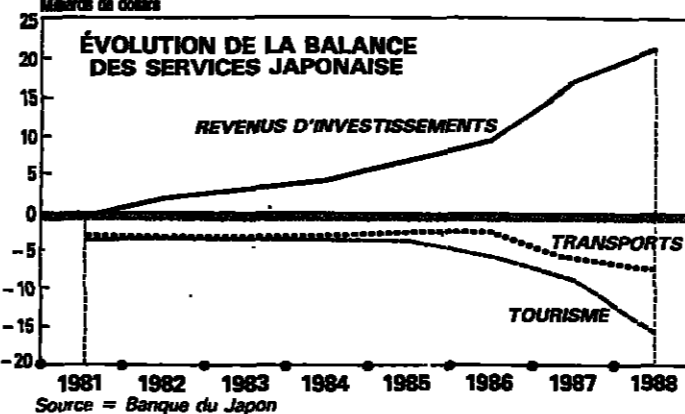
Le solde des services sera déterminant pour l'évolution de l'excédent des comptes courants. Depuis 1945, le Japon a pratiquement toujours connu des forts déficits des services — principalement des postes voyages, transports et redevances pour brevets — qui tempéraient les excédents commerciaux. Toutefois, depuis 1983, on a pu observer trois changements importants.

1) Les investissements directs et les investissements de portefeuille japonais à l'étranger génèrent des revenus sous forme d'intérêts et de dividendes. Ces revenus d'investissements (en 1988, 21,1 milliards de dollars en termes nets contre 16,7 milliards en 1987 et 9,5 milliards en 1986) réduisent le déficit des services. Les Japonais paient désormais leur facture pétrolière avec les seuls revenus de leurs investissements à l'étranger.

2) Le yen fort a incité de plus en plus de Japonais à voyager à l'étranger durant leurs vacances (8,4 millions de personnes en 1988 contre 6,8 en 1987 et 5,5 en 1986, soit un taux de progression annuel de 23 % du nombre de départs pour l'étranger). Etant donné le prix des transports et des loisirs au Japon, de nombreuses destinations étrangères sont devenues, avec la hausse du yen, moins coûteuses que des séjours

dans l'archipel. L'Asie est au premier rang (la moitié des destinations), mais les déplacements en Amérique du Nord (35 %) et en

compagnies étrangères. Cette situation durera tant que les armateurs japonais n'auront pas le droit d'embarquer des équipages originaires d'Asie.



Europe (10 %) sont de plus en plus nombreux. Pour l'année 1986, le déficit du poste voyages a été de 5,8 milliards de dollars. Durant l'année 1987, il a atteint 8,6 milliards, et en 1988 il a atteint le niveau record de 15,8 milliards, ce qui représente un montant légèrement supérieur aux dépenses touristiques nettes de la RFA.

3) Le poste transports (essentiellement les transports maritimes) connaît un déficit croissant de 2,5 milliards de dollars en 1986, puis de 6,1 milliards en 1987 et de 7,5 milliards en 1988. La marine marchande japonaise est, de toutes les branches de l'économie, celle qui a le moins bien supporté la hausse du yen. Elle est moins compétitive que les flottes de Taiwan ou de Corée, par exemple, et de nombreuses sociétés japonaises font désormais appel aux services de

du Sud-Est, cinq fois moins chers.

Si l'on se réfère à l'évolution observée en 1988, l'excédent des paiements courants a diminué de 7,5 milliards de dollars (s'établissant à 79,5 milliards contre 87 en 1987) car le déficit des services — malgré la forte hausse des revenus des capitaux investis à l'étranger — s'est considérablement accru (11,2 milliards de dollars en 1988 contre 5,7 milliards en 1987). Les sorties au titre des voyages et des transports ont dépassé en 1988 les revenus nets d'investissements.

Il faut donc accorder un certain crédit aux prévisions du gouvernement japonais, quand il déclare que ses excédents courants seront réduits en 1989 à 71 milliards de dollars contre 79,5 en 1988.

JEAN-MICHEL DINAND (économiste).

Le Venezuela demande un délai de grâce de dix ans pour le remboursement du capital de sa dette

M. Miguel Rodríguez, ministre vénézuélien du plan, a affirmé, mardi 7 mars, aux députés du pays que son gouvernement demandera une période de grâce de dix années pour le remboursement du capital de sa dette bancaire extérieure, et « exigera une réduction substantielle de son montant, qui reflète la baisse de sa cote sur les marchés financiers ». Il a ajouté que « les intérêts seront payés dans la mesure où nous obtiendrons des crédits de la part des banques », réitérant ainsi les déclarations du président Carlos Andrés Pérez selon lesquelles le Venezuela suspendrait temporairement les remboursements de sa dette jusqu'à l'obtention de nouveaux crédits.

Cependant, le ministre du plan a reconnu que son pays se devait de recourir au FMI pour obtenir des crédits extérieurs. Ce qui sous-entend que le programme de réformes économiques, qui a provoqué de graves émeutes il y a une dizaine de jours, mais « n'est pas encore en application », est maintenu.

Le Venezuela a, par ailleurs, reçu mardi le soutien de M. Michel Camdessus, directeur du Fonds monétaire international (FMI), qui s'est déclaré ému du nombre de morts (entre trois cents et cinq cents) provoqué par les émeutes. M. Camdessus a confirmé que « les mesures économiques qui ont été prises sont appropriées ». M. Rodríguez a reconnu que les augmentations de prix prévues par le programme d'ajustement sont « inévitables », mais a annoncé la création d'un « plan pour l'emploi » permettant d'alléger les conséquences sociales de la nouvelle politique économique.

Le président Bush et le relèvement de la fiscalité. — Selon Michael Boskin, chef du Conseil économique de la Maison Blanche, le président Bush ne serait plus tout à fait opposé à un relèvement des impôts pour réduire le déficit budgétaire. Pendant la campagne électorale, fidèle à la doctrine réaganienne, il avait décliné absolument toute augmentation de taxes. Aujourd'hui, il semble plus ouvert aux suggestions émanant du Congrès. « Nous ne soutenons pas les propositions de

hausse des impôts... mais nous n'écarterons pas la discussion... si quelque un croit honnêtement qu'accroître les recettes fiscales serait le meilleur moyen de réduire le déficit budgétaire », a déclaré M. Boskin. Du coup, le dollar a monté vivement sur les marchés des changes, devant ce qui présege peut-être un compromis entre la Maison Blanche et le Congrès sur une diminution du déficit budgétaire. La Réserve fédérale est intervenue pour freiner la hausse du billet vert.

Route express Nantes - Montlouis

Section comprise entre La Cour-Neuve (commune des Sorinières) et la RD 763 sur la commune de Boufféré en Vendée

Avis d'ouverture d'une enquête publique préalable au déclassement et au reclassement en autoroute

Une enquête portant sur le déclassement de la section de la route express Nantes-Montlouis comprise entre La Cour-Neuve (commune des Sorinières en Loire-Atlantique) et la route départementale n° 763 sur la commune de Boufféré en Vendée, ordonnée par arrêté préfectoral des 14 et 15 février 1989 en vue du reclassement en autoroute, se déroulera du 6 au 24 mars 1989 inclus.

Les pièces du dossier d'enquête seront déposées dans les mairies des Sorinières, du Bignon, de Montbert, d'Aigrefeuille-sur-Maine, de Remouillé, de La Planche et de Vieilleville en Loire-Atlantique, de Boufféré en Vendée, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux, afin que chacun puisse en prendre connaissance et consigner éventuellement ses observations sur les registres ouverts à cet effet par les maires ou les adresser à l'un des maires ou au commissaire-enquêteur : M. Louis Pensez, classeur hors classe des TPT en retraite, 151, rue de la Libération, 44230 Saint-Sébastien-sur-Loire, qui recevra personnellement le public :

— à la mairie des Sorinières, le 9 mars 1989 de 14 h à 16 h
— à la mairie du Bignon, le 10 mars 1989 de 14 h à 16 h
— à la mairie d'Aigrefeuille, le 13 mars 1989 de 14 h à 16 h
— à la mairie de Montbert, le 14 mars 1989 de 14 h à 16 h
— à la mairie de Remouillé, le 20 mars 1989 de 14 h à 16 h
— à la mairie de Vieilleville, le 21 mars 1989 de 14 h à 16 h
— à la mairie de La Planche, le 23 mars 1989 de 14 h à 16 h
— à la mairie de Boufféré, le 24 mars 1989 de 14 h à 16 h

A l'issue de l'enquête, il pourra être pris connaissance des conclusions motivées du commissaire-enquêteur dans chacune des mairies précitées, à la sous-préfecture de Nantes et dans les préfectures de Loire-Atlantique et de Vendée.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CompteRetraite

SICAV LONG TERME DIVERSIFIÉE
ELIGIBLE AU PER

gestion CDC TRESOR
filiale de la Caisse des dépôts et consignations.

Le conseil d'administration qui a arrêté les comptes de l'exercice clos le 30 décembre 1988 proposera à l'assemblée générale ordinaire qui sera réunie le 3 avril 1989, de fixer le dividende net de l'exercice 1987-1988 de la SICAV à 7,48 francs par action assorti d'un crédit d'impôt de 0,28 franc portant son montant global à 7,76 francs.

Pour l'actionnaire personne physique relevant de l'impôt sur le revenu, le dividende se décompose comme suit :

Obligations françaises	net : 6,13 F	ci : 0,21 F
Actions françaises	net : 0,42 F	ci : 0,07 F
Autres revenus	net : 0,37 F	ci : —
Créances négociables	net : 0,56 F	ci : —

Sous réserve du vote de l'assemblée générale ordinaire, ce dividende sera détaché le 7 avril 1989 et mis en paiement le 10 avril 1989.

REINVESTISSEZ SANS FRAIS JUSQU'AU 10 JUILLET 1989
AU TRESOR PUBLIC (PLUS DE 4000 GUICHETS A VOTRE SERVICE)

tresor public

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

AVEC LA SICAV NATIO-ÉPARGNE TRÉSOR VOUS POUVEZ DIRE : "L'ÉTAT C'EST MOI".



Pour vous permettre d'accéder simplement aux valeurs du Trésor Français, la Banque Nationale de Paris a conçu pour vous la Sicav Natio-Epargne Trésor.

Avec elle, vous devenez actionnaire d'un portefeuille investi exclusivement en Emprunts d'État et en

Bons du Trésor, et vous bénéficiez des qualités de solidité et de liquidité qui leurs sont attachées.

Le tableau ci-dessous, établi au 31 Décembre 1988, vous permet de juger le dynamisme de Natio-Epargne Trésor.

depuis le	11/1988	11/1987	11/1986	11/1985	11/1984	11/1983
Performance annuelle (calculée sur rendement)	+11,20 %	+9,60 %	+9,46 %	+11,20 %	+11,20 %	+11,05 %
						*date de création

La souscription à Natio-Epargne Trésor vous permet de réaliser à court terme et jusqu'à 2 ans un placement qui allie la performance à la sécurité.



ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TELEMATIQUE
3 L'affaire des Versets sataniques. 5 RFA : l'alle droite de la CDU joue la xénophobie. 8 Salvador : l'élection présidentielle confirmée pour le 19 mars. 9 Manifestation de femmes en Algérie.	10 Les élections municipales. Reportages en Ile-de-France : Conflans-Sainte-Honorine, Sarcelles, Gennevilliers et Alfortville. 12 Marseille : la division profite à la gauche. 14 Tours : primaire à droite.	22 M. Joxe veut doter la France de la « meilleure police d'Europe ». — L'affaire Jobic au tribunal de Nanterre. 23 Sports : football : la France s'embourbe à Glasgow.	25 Cinéma : le crûdisme Festival du réel au Centre Georges-Pompidou. — « La Sylphide » par l'Ecole de ballet de l'Opéra. 28 La mort de Charles Exbrayat. 30 Communication : les candidats au satellite TDF 1.	31 Le projet de loi sur la sécurité et la transparence des marchés. 32 Les succès du constructeur aéronautique Fokker. 33 Forte chute de la balance des paiements courants japonais. 34-35 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 30 Loto, Loterie 28 Carnet 29 Météorologie 27 Mots croisés 28 Radio-télévision 27 Spectacles 26	• Réservez vos séjours à la montagne SEJOUR • Consultez les hauteurs de neige dans les stations CORUS • Chaque matin le mini-journal de la rédaction JOUR • L'actualité 24 heures sur 24 AFP 3615 taping LE MONDE

M. Bérégovoy annonce la suppression du contrôle des changes pour les entreprises

Le ministre de l'économie, des finances et du budget, M. Pierre Bérégovoy a annoncé jeudi 9 mars l'abrogation dans les jours à venir du décret du 24 novembre 1968 instituant le contrôle des changes. Seules quelques dispositions, visant les particuliers, seront maintenues jusqu'au 1^{er} juillet 1990, date de la libération totale des mouvements de capitaux dans la Communauté européenne.

L'abrogation du décret permettra aux banques d'effectuer librement des prêts en devises et en francs aux non-résidents. Jusqu'à présent, ces prêts étaient limités par l'obligation faite aux banques de détenir des contreparties en devises, correspondant à ces prêts. Désormais, note le communiqué du ministère, « l'unité du marché du franc est réalisée ». La modification du règlement permet également de « supprimer les contraintes réglementaires pesant sur le marché de l'eurofranc, ainsi que les derniers obstacles à la gestion unifiée de la trésorerie internationale des entreprises ».

Deuxième conséquence de l'abrogation du décret : le contrôle de la position de change des banques au titre de la réglementation des changes disparaît. Seul subsistera le contrôle au titre des règles prudentielles bancaires.

De leur côté, les particuliers ne sont toujours pas autorisés à détenir des comptes à l'étranger et des comptes en devises en France. Une exception cependant : les Français pourront désormais détenir des comptes en ECU.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 9 mars
Poursuite de la consolidation

La pause observée depuis le début de la semaine s'est confirmée, jeudi matin, dans un marché calme. L'indice CAC 40 s'est apprécié de 0,07 %. Parmi les hausses figuraient Sogérop (+4,1 %), Spie Batignolles (+3,7 %), Electronique Serge Dassault (+2,8 %) et Orida (+2,8 %).

GLOBE
DE MARS
DOCUMENT
20.000 FACHOS
A MOSCOU

le nouvel
Observateur
CETTE SEMAINE
10 MILLIONS DE FEMMES SEULES — LES — CELIBATTANTES

Le conflit dans les hôpitaux

Les internes et les infirmières anesthésistes maintiennent leurs exigences

Le conflit qui oppose les internes et les infirmières anesthésistes au ministère de la santé n'avait pas trouvé de solution jeudi matin 9 mars. Les internes, qui manifestent la veille, à l'appel de l'intersyndicat national des internes des hôpitaux, poursuivaient, comme prévu, la grève annoncée pour les 8 et 9 mars. D'autre part, la coordination nationale des infirmières anesthésistes, dont les propositions sont repoussées par M. Claude Evin, ministre de la santé, a décidé de reconduire jeudi la grève débutée le 6 mars.

Les internes ont pris acte des propositions du ministère de la santé, qui envisage une augmentation de 30 % de la rémunération des internes, la prise en charge financière de certaines astreintes et la mise en place d'un contrôle des connaissances « adapté à la fonction d'interne ». L'intersyndicat national refuse ces mesures et indique qu'en aucun cas il n'est prêt à accepter une rémunération inférieure à 600 francs par semaine. Chaque garde est actuellement payée entre 247 F et 321 F, selon l'ancienneté de l'interne. L'intersyndicat demande également la reconnaissance immédiate de l'astreinte rémunérée tandis que de très nombreux internes expriment leur inquiétude devant la dévalorisation de la fonction d'interne et la rareté des postes de chef de clinique hospitalier.

A Paris, un millier d'internes ont manifesté le 8 mars entre la place de l'Opéra et la place Vauban, proche du ministère de la santé. Dans une ambiance de monôme, chantant sur un air de « La Marseillaise », le ministre de la santé veut tuer l'interne », les internes, dont près d'un tiers étaient venus de province, se sont dirigés vers le ministère de la santé, où ils ont exigé, sans succès, d'être reçus par M. Claude Evin.

Dans les hôpitaux de l'Assistance publique, la situation était en apparence normale, avec des services d'urgence assurés par les internes de garde. Dans les services hospitaliers, de nombreux internes avaient cessé le travail, et l'Assistance publique de Paris indiquait que la grève du 8 mars avait été suivie à 45 %. Selon l'intersyndicat national, un grand nombre de réquisitions administratives avaient été adressées aux internes, cela expliquant le taux de participation relativement faible.

Par ailleurs, les négociations sur le statut et le salaire des infirmières anesthésistes restent dans l'impasse, le ministre de la santé refusant l'augmentation mensuelle de 600 F que réclame la coordination des infirmières anesthésistes. Selon l'Assistance publique, la grève des infirmières anesthésistes a été suivie le 8 mars à 17 %.

B. B.

L'affaire Pechiney

« Il y a eu des règlements de comptes » affirme M. Boublil

« Je suis victime d'un amalgame avec Max Théret », déclare tout d'abord M. Pierre Bérégovoy au cabinet de M. Pierre Bérégovoy au ministère des finances jusqu'à sa démission, le 20 janvier, pour cause d'affaire Pechiney. M. Alain Boublil se dit « meurtri » dans un entretien accordé à Paris-Match, daté du 16 mars. « Il y a eu une chasse à l'homme. Certains ont même parlé de « contrat » sur moi, pour m'abattre, au sens politique du mot, j'en suis sûr », explique-t-il. Il y a eu des règlements de comptes, j'ai été, de 1981 à 1983, l'homme des nationalisations, d'un certain nombre de grandes restructurations, industrielles et financières. Quand vous occupez ce genre de responsabilités, vous ne vous faites pas que des amis (...). On m'imputait toute une série de décisions que je n'avais prises ni prises ni même recommandées. Et, dans notre société, celui qui ne parle pas à tort... »

Recevant toujours son traitement du ministère des finances en tant qu'administrateur civil hors classe (35 000 F mensuels), M. Boublil utilise, selon Paris-Match, son temps libre à jouer au tennis et à faire les bouquinistes, « sans se faire de chercher une nouvelle situation ». Il affirme voir « régulièrement » M. Bérégovoy pour parler « de l'avenir ». Enfin, interrogé sur la société Intermédec, qu'il a créée en 1985 avec l'un des fils de Roger Patrice Pelat (le Monde du 24 février), il répond : « Intermédec est en fait un club d'amateurs de bonnes bouteilles de vin. Je n'en suis qu'administrateur, j'ai investi 30 000 F. De par ses statuts, la société ne distribue pas de bénéfices. Son chiffre d'affaires a dû être de l'ordre, en moyenne, de 300 F à 400 000 F. Nous achetons du vin en petites quantités, dans les grandes ventes aux enchères, à Paris et à Londres. En 1987, nous avons acquis par exemple des très bons bourdeaux qui sont aujourd'hui bons à boire. Des Châteaux-Latour 70 et 71 (...). En conclusion, notre société est une sorte de club, qui s'apparente à un hobby assez culturel. Le vin que nous achetons, nous le buvons entre amis. Il y a deux actionnaires, le fils de Roger Patrice Pelat et moi... »

■ Au sujet de Roger Patrice Pelat, M. Boublil dit : « Je connaissais et j'aimais beaucoup Roger Patrice Pelat. C'est une amitié vraie, sincère, sans aucune arrière-pensée... »

■ Les obsèques de Roger Patrice Pelat. — Les obsèques de Roger-Patrice Pelat auront lieu vendredi 10 mars à 10 h 30 à la Forêt-Sainte-Aubin, où est située sa propriété de Sologny. M. Nicolas quittera Alger une heure plus tôt que prévu afin d'y assister.

La contestation des théologiens francophones s'amplifie

Cent trente-deux théologiens français, belges et suisses ont exprimé, dans une lettre du 23 février au cardinal Josef Ratzinger, en tant que président de la Commission internationale de théologie, leur solidarité avec leurs confrères allemands, autrichiens, suisses germanophones et néerlandais, auteurs de la déclaration dite de Cologne contestant la « mise sous tutelle » de l'Eglise catholique (le Monde du 28 février). Vingt-cinq autres ont depuis ajouté leur signature. Ils souhaitent que les questions soulevées ne soient pas « enterrées », mais « étudiées et

Poursuite de la grève des NMPP

La grève lancée aux Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP) par la Fédération du Livre CGT mercredi 8 mars (le Monde du 9 mars) devrait se poursuivre jeudi. La CGT des NMPP doit réunir ses militants afin de décider de la continuation du mouvement. Les quotidiens nationaux et les périodiques paraissant le mercredi étaient absents des kiosques. La CGT s'appuie sur la loi de 1947 créant les NMPP pour réclamer la présence d'employés des Messageries à la sortie des rotatives des nouvelles imprimeries qu'installent le Monde et le groupe Hersant. « Nous défendons le système des NMPP, déclare un responsable de la CGT. Nous savons que la modernisation des imprimeries et la mise en place de logiciels informatiques (appareils qui permettent le conditionnement automatique des liasses de journaux) ne vont pas créer d'emplois. Nous ne sommes pas contre la modernisation mais nous voulons que, dans le respect du système NMPP, des employés soient présents dans les salles d'expédition des journaux, à la sortie des rotatives. » Tout en estimant que plusieurs centaines de salariés sont mis en cause par la modernisation des imprimées, la CGT estime être actuellement incapable de donner le chiffre précis des suppressions d'emplois.

A Lyon, un conflit a éclaté à la Société d'agence et de diffusion (SAD) qui s'apprête à livrer cinq mille cinq cents exemplaires du Monde. Dans la nuit du 8 au 9 mars, une dizaine de personnes a pénétré dans les locaux de la SAD et ont abîmé ces exemplaires avec de l'antigel. A Vitrolles (Bouches-du-Rhône), plusieurs milliers d'exemplaires du Monde destinés à Toulon, Nice et Cannes ont été aussi victimes d'actes de vandalisme, mais la ville de Marseille a pu être normalement approvisionnée. En outre, des piquets de grève ont été mis en place par la CGT dans différentes imprimeries afin d'empêcher toute diffusion de journaux nationaux.

Un communiqué du Livre parisien

Le comité intersyndical du Livre parisien a diffusé, dans la matinée du 9 mars, le communiqué suivant : « Une confusion semble être entretenue par les médias sur la grève des ouvriers de la distribution des journaux. « Le Comité intersyndical du Livre parisien CGT (CILP) de la FILPAC-CGT Ile-de-France tient à faire savoir que tous les salariés du Livre relevant des catégories techniques (cadres, photocompositeurs, correcteurs, photographes, rotatifs, électriciens-mécaniciens, déposeurs, auxiliaires) ont négocié avec les éditeurs un nouvel accord de modernisation concernant la mise en place de nouvelles imprimées en région parisienne, dans le prolongement des accords signés depuis 1986 entre le CILP et le Syndicat de la presse parisienne. « Aujourd'hui, la confection de tous les titres est effectuée normalement par toutes les catégories signataires de ces accords. « En revanche, le Comité intersyndical du Livre parisien réaffirme que la loi Bichet de 1947 permet d'organiser, grâce à son système de péréquation, le pluralisme de la presse. « Le Comité intersyndical est donc prêt à répondre à toute attaque des éditeurs, ou d'autres, qui remettrait en question le principe de distribution coopérative, problème distinct de celui de la modernisation des imprimées. »

débattues avec tout le sérieux qu'elles réclament dans le climat de liberté et de loyauté qu'appelle l'Evangile. » La plupart des cent cinquante-sept signataires appartiennent aux instituts catholiques de Paris, de Lyon, de Lille, de Strasbourg, de Toulouse, à la faculté de théologie et de philosophie du centre Sévres (Jésuites) à Paris, à divers centres de recherche théologique français, belges, suisses, ainsi qu'à certaines revues comme en France les Etudes et le Supplément.

Le numéro du « Monde » daté 9 mars 1989 a été tiré à 326 915 exemplaires

Sur le vif

Régime sec !

Allez, quoi, soyez pas chiens, messieurs les membres du Sénat américain. Qu'est-ce que vous avez après John Tower, le copain à Bush, celui qui veut faire secrétaire à la défense ? Puisqu'il vous a promis qu'il picolerait plus et que plus jamais il ne pèterait les genoux de sa copine dans les dîners officiels, pauvre petit homme ! Il vous a même proposé de le mettre à l'épreuve, une période probatoire de six mois. Alors, dites oui, quoi ! D'ici la rentrée, vous avez tout le temps de vérifier.

Suffit de contrôler l'entrée de toutes les boîtes de Washington, New-York et Houston, de le faire filer nuit et jour par des agents du FBI, d'en planquer sous toutes les tables des grands restaurants et derrière le frigo et le minibar de son appartement et de ses maisons de campagne, d'introduire des taupes déguisées en hôtesse et en stewards, qui seront chargées de surveiller ses plateaux-repas sur toutes les lignes aériennes, il voyage pas mal, et de mettre un cadenas sur tous les tiroirs de son bureau au Pentagone, des fois qu'il aurait un flacon de whisky dissimulé entre deux dossiers classés top secret. C'est pas le mer à boire !

Et au moins comme ça, vous serez sûr qu'il est kasher, le mec. Je comprends pas, où est le problème ? Vous avez des experts parmi vous. Un Sam Nunn, arrêté autrefois pour conduite en état d'ivresse et délit de fuite. Un Kennedy, dont la petite amie est morte quand son auto est tombée d'un pont. L'honnêteté, la morale, la sobriété, eux, ça les connaît. Pour ça, c'est les rois. Vous pouvez compter sur eux pour aller renifler ses fonds de verre, à Tower. Ils savent distinguer un bourbon d'un ocoz, croyez-moi.

Remarque, ce que je vous en dis, c'est pour vous. Qu'est-ce qui compte, pour le chef des armées, de la stratégie et tout d'un grand pays comme le vôtre ? C'est pas la compétence, l'art de dissimuler, de tromper l'adversaire, c'est le contraire, c'est la franchise absolue, l'honneur du mensonge, même le plus véniel. Si les Sov se montrent curieux de savoir combien il a de Minutemen, de missiles et où il a laissé traîner ses sous-marins atomiques, ferait beau voir qu'il leur dise pas la vérité. Vous auriez l'air de quoi, je vous demande un peu.

CLAUDE SARRAUTE.

La journée internationale des femmes

« Etats généraux » à la Sorbonne

Qui aurait pensé qu'elles seraient un jour réunies dans un même amphithéâtre à la Sorbonne ? Il y avait là, mercredi 8 mars, à l'occasion de la journée nationale des femmes, M^{me} Michèle Barzach, ancien ministre de la santé et député RPR de Paris, M^{me} Yvette Roudy, ancien ministre du droit des femmes et député PS du Calvados, M^{me} Claude Du Granat, conseillère régionale, barrière de Picardie et cela à l'initiative d'un pilier du féminisme, M^{me} Antoinette Fouque fondatrice des Editions des Femmes.

Adulte ou contestée (notamment pour s'être appropriée le sigle MLF pour son propre mouvement), Antoinette Fouque a profondément marqué le féminisme par son approche originale psychanalytique.

Elle n'a pas pour autant négligé l'approche politique, bien au contraire et c'est probablement ce qui l'a amenée à créer récemment « l'Alliance des femmes pour la démocratisation » qui avait mis sur pied les Etats généraux des femmes à la Sorbonne, et présenté aux élections municipales, dans le sixième

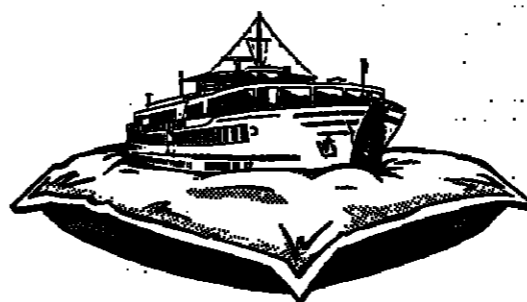
arrondissement de Paris, une liste indépendante de femmes. Serait-on arrivé à une période de mutation des « héritières » du mouvement des femmes, comme l'espérait une « cadette » présente dans la salle ? Cette manifestation a montré une grande frustration transcendant les divergences politiques et culturelles.

Il ne faut pas oublier que si les femmes continuent 53 % du corps électoral, il n'y a que 6 % de députées, 3 % de sénatrices, 4 % de conseillères générales... Les perspectives perçues, pour les femmes, des élections municipales ont focalisé leur amertume. Et, dans plusieurs communes, certaines ont décidé de présenter des listes « femmes » (Luz-Saint-Sauveur, Marseille, Sarreguemines, Taninges, Voisins, Villeurbanne et Paris-6) et sont venues le 8 mars expliquer leur démarche. Une démarche apparemment comprise par le président de la République qui, dans un message, a reconnu qu'« il reste beaucoup à faire » pour réaliser l'égalité entre hommes et femmes.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

Le Rhin et KD

AU PAYS DE LA LORELEÏ... LA VIE COULE PLUS DOUX



Vous avez envie depuis très longtemps de découvrir la légendaire Lorelei ! Le charme et la majesté des sites rhénans ! Mais dans une atmosphère privilégiée, reposante et confortable. Alors n'hésitez pas, embarquez pour le confort et voyagez KD. Choisir KD c'est avant tout vous offrir la croisière dont vous avez toujours rêvé. Vous découvrirez vite que la vie coule toujours plus douce sur KD.

Pour notre brochure 1989, demandez votre carte de visite à CROISIÈRES N° 1, 8, Rue Saint-Honoré 75008 PARIS ou prenez contact avec votre agence de voyages.



50 من الأصل